

Un premier moment de lutte, d'une portée politique considérable

LETTRE AUX PARENTS

« Nous avons décidé de suspendre la grève. En effet, malgré la puissance de notre mouvement, force est de constater que notre lutte n'a pas été relayée pour se généraliser et aboutir.

Qu'en est-il par rapport à nos revendications de départ ?

Sur la décentralisation :

Le gouvernement n'a fait que reporter à plus tard le transfert aux collectivités territoriales des assistants sociaux, psychologues, médecins scolaires et conseillers d'orientation, mais pas celui des 100 000 agents techniques (ATOSS), ce qui entraînera :

- disparités entre les régions
- privatisation des emplois
- suppressions de postes

Sur la précarité :

Le gouvernement maintient la suppression des emplois-jeunes et des surveillants, remplacés par des « assistants d'éducation » tout aussi précaires et bien moins nombreux.

Sur les retraites :

Pas même l'ouverture d'un début de négociation !

Autrement dit, rien n'a été obtenu !

Pourtant, notre lutte n'a pas été vaine

Elle a permis :

- L'introduction dans le débat public d'une réflexion sur des choix fondamentaux de société :
 - Quel système scolaire ?
 - Quelle protection sociale ?

- Quelles conditions d'emploi ?

- La prise de conscience de notre capacité à nous mobiliser massivement malgré la désinformation flagrante des médias et la propagande éhontée du gouvernement (dernier exemple : la lettre de Raffarin à tous les foyers = 3 millions d'euros payés par nous tous).

- La création de liens interprofessionnels qui nous seront précieux pour affronter les attaques annoncées : suppression du RMI, privatisation de la sécurité sociale et d'EDF-GDF, etc. (sans parler des licenciements toujours plus nombreux à seule fin d'augmenter les profits de quelques-uns.)

Dans quel monde voulons-nous vivre ?

Nous sommes tous concernés.

La grève n'est une partie de plaisir pour personne mais nous n'avons pas le choix des armes face à la gravité des mesures qu'on nous impose.

Pour nous et pour nos enfants, RESISTONS !

C'est la lettre que les enseignants en grève du XX^e arrondissement de Paris adressent aux parents qui les ont massivement soutenus pendant leur mouvement. D'autres ont été adoptées dans d'autres arrondissements, dans d'autres villes ou quartiers. On trouvera en particulier à la fin de ma propre contribution la déclaration de la coordination de Rouen.

C'est aux appareils syndicaux que les travailleurs sont maintenant directement confrontés

1/ Le mouvement de grèves et de manifestations est la traduction au niveau de la lutte des classes des résultats du 21 avril. Si des sondages avaient été faits, ils auraient montré à peu près sûrement une correspondance étroite entre les 3 millions d'électeurs qui ont voté « extrême gauche » au premier tour des élections présidentielles (beaucoup d'entre eux appartenant au PCF et même au PS) et les travailleurs qui ont participé aux grèves et aux manifestations depuis le 1^{er} mai 2003. Considérés par rapport au mouvement long de l'histoire de la lutte des classes en France, les deux événements (électoral le 21 avril 2002 et « social » en mai-juin 2003) marquent un vrai point de rupture dans l'histoire politique de la France. Cette fois-ci nous sommes bel et bien en présen-

ce de cette « recomposition de la classe ouvrière et de son déplacement sur un nouvel axe », à ceci près que le nouvel axe n'est pas celui, comme l'espérait Trotsky, d'un parti. Il est encore moins celui d'une direction syndicale. Il n'est pas non plus pour l'instant celui d'un programme. La recomposition et le déplacement sont ceux des salariés engagés par eux-mêmes dans un processus où se combinent action et prise de conscience des enjeux. De ce processus peuvent se dégager, sans qu'il y ait une quelconque garantie, à la fois un programme et des formes d'organisation politiques nouveaux, dont peut-être un nouveau parti anticapitaliste des travailleurs, susceptibles de le porter et de l'aider à entrer dans la vie.

2/ Le mouvement a trouvé son point de centralisation sur la question des retraites, mais ce sont les enseignants, forts d'une expérience précise et occupant une place charnière dans la structuration politique des salariés (employés ou chômeurs) qui en sont le cœur. A partir de la fin de l'hiver un processus moléculaire de préparation s'est opéré dans un certain nombre de collèges et les lycées du 93 et du 94, de sorte que dans les manifestations du 1^{er} mai les enseignants des établissements en grève ont revendiqué le droit d'ouvrir le cortège. Ce jour-là, l'appareil de la CGT leur a dénié ce droit, au moins à Paris, sans pouvoir toutefois les empêcher de donner une tonalité très militante déjà à la manifestation.

Chez tous les salariés le mouvement vient de loin, résulte d'un long processus de maturation. C'est le cas de façon particulièrement forte chez les enseignants. Chez eux, il faut le faire remonter à leur lutte contre la politique de Jospin-Allègre et à la défaite qu'ils ont fait subir en avril 2000 à un gouvernement qu'ils avaient pourtant encore élu en juin 1997 avec l'espoir, à un degré peut-être plus marqué que d'autres catégories de travailleurs, qu'il serait « leur gouvernement ». S'étant affronté à « leur » gouvernement, avec tout ce que cela suppose comme prise de conscience, les enseignants étaient prêts à s'affronter Raffarin. Derrière le mouvement des enseignants il y a donc une maturation politique particulière, qui se double de l'expérience accumulée quant à la manière de contourner et/ou d'affronter les appareils et d'utiliser les syndicats sélectivement, en combinaison avec d'autres formes d'organisation.

Il faut sans doute aussi ajouter qu'il y a chez les enseignants un degré

d'engagement nettement plus élevé dans le mouvement anti-mondialisation que chez d'autres catégories de salariés. Cet engagement, notamment dans Attac, a préparé ce qu'une partie des dirigeants « alter-mondialistes » savaient possible en le redoutant, au moins pour certains : un début de rapprochement entre les questions débattues dans les réunions du mouvement (groupes locaux d'Attac, réunions préparatoires aux Forum sociaux mondiaux ou européens) et leur propre expérience, à la fois celle de leur métier d'enseignant (les enfants, les parents) et celle de leur condition de travailleurs au salaire dégradé, à l'intensité de travail croissante et maintenant aux retraites amputées et au statut mis en cause.

3/ Au niveau des enseignants en particulier, mais aussi selon toute vraisemblance au niveau de l'ensemble des travailleurs, le mouvement de grèves et de manifestations est sans doute, même s'il n'a pas pu déboucher début juin sur la grève générale, l'un des plus politiques que la France ait connu. On est loin de la grève « fraîche et joyeuse » de 1936, loin du contexte dans lequel a éclaté la grève générale de 1968 (la longue phase d'expansion de l'accumulation était encore en cours), et donc loin aussi des rêves bercés en 1968, et pas seulement au Quartier Latin. En 2003, on s'est trouvé face à un mouvement dont le caractère grave me paraît frappant. Il a été impulsé par des militants (militants au sens large, militants de la grève) qui donnent tous les signes d'avoir parfaitement compris deux choses.

Les militants ont compris d'abord que ce qui est en jeu, sous l'effet de la terrible pression du libéralisme impulsé à partir des États-Unis, relayé par l'Union européenne et mise en œuvre en France par les gouverne-

ments de « droite » comme de « gauche », est la question de la mort ou de la survie (sous des formes nécessairement profondément renouvelées) d'une certaine « idée », ou configuration donnée, de la civilisation. Cette idée est celle définie par Pierre Bourdieu en 1995, de façon trop étroite, mais néanmoins parlante, comme la « civilisation du service public ». Pourquoi une réserve de ma part ? Parce que j'ai compris dès les Assises du mouvement social (de courte vie) tout ce que la notion pouvait charrier d'ambiguïté sur les vertus et la pérennité possible de « l'État protecteur ».

Les militants ont compris ensuite qu'ils doivent compter à peu près exclusivement sur leurs propres forces. Les grévistes et les manifestants se sont comportés en gens qui assumaient et assument plus que jamais, sans le moindre état d'âme, les choix électoraux qui ont abouti à l'éjection du PS et de la « gauche plurielle » du gouvernement lors du scrutin du 21 avril.

4/ Dans le mouvement de grèves et de manifestations, la théorie des « deux gauches » a montré à quel point elle est une pure construction. La seule « gauche » qui y soit intervenue a été celle formée par les grévistes et les manifestants mobilisés depuis un mois ou plus chez les enseignants, les fonctionnaires et les agents des services publics. Il faut y inclure ceux des travailleurs du secteur privé qui les ont appuyés et qui se sont joints chaque fois qu'ils le pouvaient aux manifestations, sans estimer (à tort ou à raison) pouvoir faire à cette étape le pas de rejoindre le mouvement. Personne n'a eu besoin d'expliquer aux salariés mobilisés qu'il n'y a pas « deux gauches », mais deux variantes d'une même politique en faveur du capital. Ils savent,

ainsi que Rocard, Charasse, Delors, Kouchner, etc., l'ont rappelé vertement à Hollande et à Dray, que la position du PS sur les retraites est à peu près identique à celle de Fillon et de Chérèque. Ils ont parfaitement compris que le jeu engagé par le PCF pour tenter de revaloriser le « débat parlementaire » (en s'attirant même un satisfecit du gouvernement et de l'UMP) a traduit sa volonté de prêter main-forte à l'appareil de la CGT et à dire aux grévistes qu'il n'y avait aucune voie autre que celles prévues par la V^e république. La lettre à Chirac lui demandant un référendum, tout comme les propos de Hue sur le gauchisme, en lointain écho à ceux des dirigeants du PCF en mai 1968, le confirment.

5/ Les résultats du 21 avril et la crise du PS et du PCF ont projeté les appareils syndicaux en première ligne à un degré encore plus fort qu'avant. Pour la première fois dans l'histoire de la lutte des classes en France, c'est pratiquement sur leurs seules épaules que reposent la tâche de contenir le mouvement des salariés et demain peut-être celle d'œuvrer encore plus directement à la sauvegarde de la propriété privée. Dans une interview au Monde (5 juin), Jean-Christophe Le Duigou le reconnaît : « Le rôle du syndicat est plus étendu, plus large que celui qui lui était traditionnellement dévolu. Mais à un certain moment il ne peut pas se substituer au politique ». C'est pourquoi, dit-il, « nous élaborons une démarche revendicative qui n'est plus subordonnée à une alternative politique », c'est-à-dire en clair qui ne doit pas toucher à l'existence du gouvernement chargé d'appliquer le programme néo-libéral, aujourd'hui le gouvernement Raffarin.

Les salariés engagés le plus fortement dans la lutte ne sont pas parvenus à submerger les directions syndi-

cales de la CGT et de FO, ni même celle de la FSU, de façon à les contraindre à lancer le mot d'ordre, l'appel à la grève générale. Le 10 juin, les appareils syndicaux ont pu même prendre la tête d'une manifestation se terminant place de la Concorde, face à l'Assemblée nationale, sans être contraints d'y prendre la parole. C'est le lendemain à Marseille, ville phare des grèves et des manifestations depuis le 1^{er} mai, mais ville bien éloignée de Paris, qu'ils ont tenu le meeting dont le lieu naturel était place de la Concorde.

Les appareils syndicaux confrontent les travailleurs avec un problème beaucoup plus compliqué que celui des partis traditionnels. Ils ne peuvent pas leur dire « ciao », donner congé aux dirigeants syndicaux aussi facilement qu'ils ont pu le faire avec le PS et le PCF. L'intégration à l'État les met à l'abri de l'ersatz de « démocratie représentative » qui a permis de sanctionner le PS et le PCF. En raison des mécanismes d'intégration des syndicats à l'État (loi sur les « syndicats représentatifs », etc.), en deçà bien entendu de la naissance de formes conseillistes très poussées, ce seront les appareils syndicaux qui iront discuter et/ou vraiment négocier à Maignon ou ailleurs. Il se peut qu'un jour les dirigeants syndicaux y aillent flanqués de délégués désignés par les travailleurs. Ce jour-là, ce sera le début du double pouvoir. Les appareils ne sont pas soumis « à élection ». En deçà de la révolution, ils seront toujours « l'interlocuteur naturel » du gouvernement et du MEDEF. Plus on se rapprochera de la révolution, plus il est prévisible que ceux-ci en feront toujours plus de cas. L'un des éléments constitutifs de la situation politique qui s'est nouée en mai 2003 a été le fait que le gouvernement Raffarin a décidé que l'appui de la CFDT lui suffisait, et qu'il

pouvait se dispenser de continuer à faire semblant de prendre les autres centrales au sérieux. Raffarin et Fillon ont vraiment forcé Thibault et Blondel à prendre des mesures minimum de défense de leur crédibilité comme dirigeants et de la CGT et de FO comme appareils « écoutés ».

6/ Les travailleurs sont donc confrontés au problème de leur représentation politique démocratique à deux niveaux. Le premier niveau est celui qui a résulté du cours d'adaptation totale à la mondialisation capitaliste libérale suivi par le PS et le PCF, et donc de l'effondrement politique de ces partis qui en a découlé. Sous la forme la plus simple, le problème posé est celui de ne plus pouvoir voter, sauf à faire le pas et à voter extrême gauche. Sous une forme plus élaborée, les salariés sont confrontés au problème du devenir de l'ensemble des institutions reposant sur la démocratie représentative de type parlementaire. Ces problèmes n'ont pas à chaque moment un caractère critique d'immédiateté. Il en va tout autrement des questions posées au niveau de la lutte des classes. Dans la grève, la question d'être représenté comme on le voudrait se pose d'emblée et a des conséquences immédiates. La question de la représentation peut ne pas avoir été prévue par les travailleurs dans toute son acuité avant le début de l'action (ce qui a jusqu'à présent presque toujours été le cas) mais une fois la grève commencée, elle ne peut pas être renvoyée à plus tard : soit la question de la représentation propre, indépendante des syndicats intégrés à l'État trouve une solution, au moins partielle et provisoire, soit les dirigeants syndicaux gardent les mains libres, même si les circonstances précises de la grève et de la situation politique peuvent les forcer à manœuvrer. Aussi longtemps que

des formes d'organisation et de combat propres des salariés n'auront pas été construites et ne se seront pas imposées face aux appareils, ceux-ci pourront continuer à dire aux grévistes « nous sommes vos représentants » et la bourgeoisie (gouvernement, patronat et médias) leur dire de son côté « vous êtes représentés et c'est seulement avec vos représentants que nous parlerons ».

Sur la base de ce que j'ai appris, il semble que si les salariés ont fait des pas immenses dans la compréhension des enjeux sociétaux des « réformes », ils n'ont pas avancé de la même manière dans celle de l'obligation où ils se trouvaient (et se retrouveront très vite) de se doter de formes d'organisation et de combat qui assurent leur représentation indépendante des appareils intégrés à l'État. Les assemblées ont été des lieux de débat, plutôt que des organismes de base de formes de représentation dans la grève contestant aux syndicats le double monopole de droit à négocier et de la décision sur la nature et le « timing » des actions, sur lesquels les grèves de 2003 ont achoppé, au même titre que tous les grands mouvements antérieurs. On a assisté à une pression très forte sur les dirigeants syndicaux afin qu'ils appellent à la grève générale, mais ils en ont gardé la maîtrise. C'était eux les représentants, et d'un certain point de vue les appels insistants à lancer le mot d'ordre tant attendu n'ont fait que le confirmer. Même chez les enseignants, où les formes d'organisation indépendantes des appareils ont été le plus développées, les responsables de la FSU et des autres syndicats de l'Éducation nationale ne sont pas allés aux négociations avec Ferry et Sarkozy flanqués de délégués élus.

La notion de « construction politique

de la grève générale » inclut donc, de façon centrale, la préparation politique et organisationnelle de la représentation directe des travailleurs dans sa préparation et son déclenchement. Cette préparation peut-elle être menée en partie à l'intérieur des syndicats (ce serait alors le seul contenu possible de la notion de « reconquête des syndicats »)? Il est certain qu'on rencontre encore à la CGT et à FO (je ne crois pas que ce soit le cas à la FSU) l'existence de vestiges (très dégradés) de structures ne relevant pas immédiatement de l'intégration des syndicats à l'État ou de la collaboration de classe quotidienne, ainsi que la présence à certains niveaux de responsabilité de militants faisant fonctionner ces structures tant bien que mal au compte des salariés. Les syndicats, à l'exception majeure de la FSU, continuent donc à être réinvestis, au moins un peu, par les salariés au moment de reprendre la lutte. Mais il est impossible de faire le moindre travail à la CGT et à FO sans une caractérisation de leurs dirigeants et de la politique qu'ils mènent. A cet égard, la caractérisation faite par Olivier Besancenot de la politique de la CGT et de Bernard Thibault, lors du meeting du 13 juin, est une avancée pour la LCR et pour tous ceux qui se tournent vers elle, dont il faut espérer qu'elle restera gravée dans la tête des militants.

7/ L'autre dimension de la « construction politique de la grève générale » est celle de la reconstruction d'un horizon de dépassement à la fois indispensable et possible du capitalisme. Le Duigou affirme qu'il « n'existe pas de mot d'ordre qui permette de dépasser l'ensemble des problèmes », tandis que Michel Rocard (Le Monde, 19 juin) assène à ses « camarades de gauche qui ont du mal à l'admettre » que « le capita-

lisme a gagné », ce qui lui pose des problèmes tactiques, mais non sociétaux. Nous devons ensemble, au-delà de nos appartenances organisationnelles actuelles, œuvrer de façon à montrer que le capital est un rapport social dont les bases commencent à vaciller dans les grands mouvements. Nous devons faire voler en éclat l'idée avancée par Le Duigou d'un découplage durable entre démarche revendicative et alternative politique, en facilitant l'élaboration par les salariés mobilisés d'une démarche revendicative qui soit couplée à une alternative politique. Les mots d'ordre « qui permettent de dépasser l'ensemble des problèmes » supposent la mise en cause du rapport capital-travail et de ses fondements dans la propriété privée des moyens de production. Si ce travail est entrepris sérieusement et que cela commence à se savoir, les salariés qui se sont mobilisés cette fois et ceux qui le feront la prochaine fois trouveront plus facilement les ressources aptes à transformer des grèves et des manifestations atomisées en grève générale, c'est-à-dire en expression organisée et centralisée d'une classe « mobilisée », se dressant face à la bourgeoisie et à son État.

n

Comment préparer la grève générale et quel programme pour les masses

Le mouvement que nous venons de vivre est riche en enseignements. Il a eu un profil et une intensité différents selon les villes et les régions. Mais il a été suffisamment large et profond pour augurer de développements ultérieurs encore plus importants. Il n'est que la phase préparatoire d'une lutte plus vaste. Je tenterai d'esquisser ici des réponses à quatre questions : quels sont les acquis du mouvement ? Pourquoi le mouvement ne s'est pas transformé en grève générale ? Quel contenu constructif pouvons-nous donner à la préparation d'une grève générale ? Quelles positions programmatiques peuvent avancer les marxistes révolutionnaires au sein du monde du travail dès maintenant ?

LES ACQUIS DU MOUVEMENT

Ils ne résident pas tant dans le recul très partiel du gouvernement sur ses projets de décentralisation. 10 000 personnes ne seront pas décentralisées et ensuite privatisées mais 100 000 personnes le seront bel et bien. Ce petit recul a contenté les directions des syndicats enseignants traditionnels au point qu'elles ont fait pression pour qu'une des institutions sacrées de l'État français depuis Napoléon, à savoir le baccalauréat, ne soit pas troublée. Les parfums de la contestation de 1968 ont pu être écartés. Le bac a eu lieu à la date prévue, ce qui n'a pas empêché les traditionnelles erreurs par-ci par-là dans l'énoncé de certaines épreuves ! Même si ce recul est le résultat tangible de la grève, apprécié comme tel, il ne pouvait procurer aux enseignants un sentiment de victoire.

Les principaux acquis du mouvement résident dans le fait qu'il s'est

construit essentiellement par en bas, avec beaucoup d'opiniâtreté et qu'il s'est doté dans de nombreux endroits de formes démocratiques échappant à la lourde et étouffante tutelle des appareils syndicaux. Les conséquences en ont été une rupture avec tout esprit de corporatisme étroit, le refus de la division entre le « secteur public » et le « secteur privé », l'audace d'aller de l'avant, la volonté enthousiaste d'élargir le mouvement à d'autres secteurs du monde salarié, le réalisme de ne pas attendre que les confédérations syndicales le fassent à la place des grévistes. Des syndicalistes, notamment de la CGT, se sont émancipés des consignes de freinage de leurs dirigeants pour s'impliquer à fond dans la grève.

Le meilleur de l'expérience du mouvement de 1995 (et même en partie de mai 1968) a été largement assimilé et transmis à une jeune génération d'enseignants mais aussi de cheminots, de traminots, de postiers, d'hospitaliers, etc. La féminisation importante du corps enseignant, qui a été le secteur en pointe, a aussi accentué la place des femmes dans la lutte. Bon nombre des acteurs de la lutte se considéraient comme les porte-parole de l'ensemble des salariés et même des intérêts bien compris de l'ensemble de la collectivité sociale. Cette conscience-là ne va pas se dissiper. Ce que certains commentateurs appellent radicalisation par facilité est en fait la cristallisation d'une série d'expériences politiques dans un laps de temps relativement bref : les manœuvres des directions syndicales contre le mouvement, les contorsions du PS qui ne peuvent masquer l'accord profond avec une réforme qu'il avait préparée au gouvernement, le caractère dérisoire et grotesque du saint des saints

de la démocratie des nantis, à savoir la chambre des députés, l'usage de la répression policière et judiciaire, qui contribue à dissoudre les illusions dans « l'État de droit » et à aguerrir les grévistes. Différents dispositifs institutionnels de l'ordre bourgeois en quelque sorte discrédités. Il y a eu un début de confrontation entre la légalité bourgeoise garantissant l'injustice sociale et la légitimité de la lutte.

POURQUOI

LE MOUVEMENT

NE S'EST PAS

TRANSFORMÉ

EN GREVE GÉNÉRALE ?

Il serait superficiel et puéril de s'imaginer qu'il « ne manquait pas grand chose » pour que la grève générale se produise. Les obstacles ont été de deux ordres : le rôle des bureaucraties syndicales et la situation dans laquelle se trouve une grande partie de la classe ouvrière.

L'appareil de la CGT a pesé à plusieurs moments décisifs, notamment les 14 et 15 mai, pour empêcher la lutte en cours de faire boule de neige. La CGT et les autres centrales programmaient des journées d'action en comptant sur l'affaiblissement progressif de la mobilisation dans l'Éducation nationale. Ce calcul a été en partie déjoué par les grévistes, mais pas au point de surmonter l'obstacle et d'entraîner d'autres catégories importantes de travailleurs. Dès que le risque de généralisation était amoindri, la CGT pouvait à nouveau, dans certains endroits, cesser de freiner et même donner quelques coups d'accélérateur pour garder sa crédibilité et masquer ses manœuvres visant à endiguer la portée

du mouvement.

Des millions de travailleurs ont vu avec sympathie le mouvement contre le plan Raffarin-Fillon, ce qui a amélioré le rapport des forces. Mais ils ne l'ont pas rejoint. Ce n'est pas seulement parce que les confédérations syndicales ne les y poussaient pas. Le désarroi provoqué par le chômage massif, la menace du licenciement individuel ou collectif, la dégradation des conditions de travail et l'érosion du pouvoir d'achat a des effets globalement très démobilisateur depuis de nombreuses années. Se mettre en grève une semaine ou plus ne peut s'envisager de gaieté de cœur quand on a déjà des fins de mois difficiles et que d'autres membres de sa famille sont au chômage ou menacés de licenciement. Dans la kyrielle des attaques du patronat et de l'État actuelles ou à venir, celle contre les retraites n'a pas été perçue comme la pire par de nombreux travailleurs. Ce fait doit inciter les acteurs de la grève dans l'Éducation nationale qui entendent transformer l'essai, à élargir le champ de leurs préoccupations et de leurs arguments à une série de problèmes concernant les travailleurs plus exploités et plus précarisés qu'eux-mêmes. Ils ont déjà commencé à le faire au cours du mouvement et cela commence à émerger clairement des discussions de bilan dans certaines assemblées de grévistes.

COMMENT PRÉPARER

LA GREVE GÉNÉRALE ?

Que des dizaines des milliers de grévistes aient aspiré à transformer leur mobilisation en grève générale relevait du bon sens élémentaire. Sans l'incursion dans la rue et dans la grève reconductible de quelques millions de travailleurs, il n'est pas pos-

sible d'obliger le gouvernement et le MEDEF à remballer leurs attaques de grande envergure sur les retraites et la sécurité sociale notamment. L'affirmation de la perspective de la grève générale par une large fraction du mouvement révélait implicitement la volonté d'aller vers une confrontation majeure avec le gouvernement Raffarin pour le faire reculer, mais aussi pour le faire tomber. Ceux et celles qui ont lutté et milité pour la grève générale ont démasqué la crainte des dirigeants syndicaux que le mouvement ne s'engage dans cette voie. La reprise du slogan de la grève générale par le leader de FO à Marseille, où il n'y avait plus de risque qu'elle se concrétise, n'était évidemment qu'une diversion démagogique et bouffonne. Le pédantisme de la direction de LO récusant l'affirmation de la perspective vers la grève générale a révélé comme en 1995 son extrême inquiétude face à un mouvement dynamique des salariés. La morosité grincheuse sied à cette direction et met en porte à faux les militants de LO face aux exigences et aux pulsations d'un mouvement.

Bien sûr, il ne fallait pas que le slogan de grève générale se transforme en creuse incantation ou, pire, en revendication auprès de dirigeants syndicaux qui n'en veulent pas et qui, si un tel événement survenait, le saboteraient comme en 1936 ou en 1968. Il y a donc nécessité de dire clairement ce qu'on attend d'une grève générale, comme l'a fait remarqué un cheminot dans une récente assemblée à Rouen.

Il y a nécessité pour les marxistes révolutionnaires de reprendre une étude approfondie des grèves générales et des grèves de masse qui ont eu lieu depuis les origines du mouvement ouvrier en Angleterre, en Bel-

gique, en Italie, en France, etc. La tâche de reconstruction d'un mouvement organisé des travailleurs en Europe, passe par une telle étude et par les écrits en la matière d'Engels, Franz Mehring, Rosa Luxemburg, Lénine, Gramsci et Trotsky. On sait que les révolutionnaires russes du XIX^e et du début du XX^e siècle ont passionnément étudié toutes les révolutions et en particulier la Révolution française, ce qui a contribué à les préparer à leurs propres révolutions en 1905 et 1917. Prenons par exemple la lutte de classe en France qui commence avec les grèves dans le textile et les mines en 1930 et s'achève par la défaite de la grève de novembre 1938. Nul doute qu'une bonne connaissance (ou reconnaissance) de cette période nous serait de la plus grande utilité dans les luttes à venir.

Si on veut se dégager de la mythologie de « la Grève générale » comme de la mythologie de « la Révolution », l'une comme l'autre envisagée comme une panacée, il faut considérer ces manifestations de la lutte de classe comme des processus complexes et comme les résultats de processus qui se préparent.

LA QUESTION

DU PROGRAMME

Les appels pathétiques à l'unité des révolutionnaires sont stériles. La focalisation sur l'auto-construction de sa propre organisation politique est terriblement décalée par rapport aux besoins actuels. Toutes les discussions sur le parti ont pour l'instant un caractère largement métaphysique. Il y a un mouvement réel comportant des dizaines de milliers de salariés qui contestent la société capitaliste, qui ont été des « partenaires » des militants d'extrême gauche, au cou-

de à coude avec eux. La demande concrète de ces « partenaires » n'est pas qu'on leur présente un projet séduisant de grand parti comme ci ou comme ça, ni de renforcer telle ou telle composante de l'extrême gauche. La demande et le besoin de ces salariés qui se sont mobilisés sont d'un autre ordre. Ce qui leur manque à l'évidence aujourd'hui, c'est une proposition de programme qui pourrait être débattue, enrichie et amendée par les acteurs des luttes. On ne peut pas anticiper les événements avec lucidité, on ne peut pas construire des organes politiques efficaces et solides, on ne peut pas regrouper les travailleurs et leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes sans programme permettant de passer de la résistance à la contre-offensive. Nous ne pouvons pas nous contenter de répéter un catalogue de revendications et de thèmes de dénonciations dont les salariés les plus conscients et les plus combattifs sont déjà convaincus. Un programme est un projet, un pont jeté entre la situation actuelle d'agressions en rafale contre les classes populaires et le but ultime : une société sans classes, sans État et sans exploitation. La tâche urgente des marxistes révolutionnaires est de proposer des éléments de programme et de les soumettre à la discussion dans des assemblées. Un programme s'élabore dans un dialogue entre les militants et les travailleurs. Personne évidemment n'est tenté par un ultimatum d'un autre âge à l'égard des travailleurs, consistant à brandir le pseudo programme salvateur que tout un chacun devrait adopter. Mais à l'inverse il n'est pas juste de ne défendre aucun programme spécifique et de seulement coller aux revendications du mouvement, aussi justes et bien ar-

gumentées soient-elles.

D'ailleurs plusieurs slogans repris dans les manifestations nous poussent dans cette voie : « Tout est à nous, rien est à eux. Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé ! ». « Y-en a assez de cette société qui casse les retraites, qui casse nos emplois et vole les salariés ! » Sur ce socle de dénonciations et de préoccupations peut s'édifier un programme. Logiquement, tout ce qu'ils nous ont volé, nous devons nous le réapproprier pour le bien de tous.

Simultanément, il peut être envisagé une activité concrète pour tous les comités de grève et assemblées interprofessionnelles qui réussiraient à se transformer en un réseau de comités permanents, combattant pied à pied toutes les injustices frappant les travailleurs avec ou sans-emploi dans la perspective d'un changement global de société. Ce que les UL font peu ou ne font plus doit être pris en charge par les instances démocratiques que vient de créer le mouvement de mai-juin 2003. Il s'agit bien d'une lente mais très certaine reconstruction d'un nouveau mouvement ouvrier par en bas. Cette

reconstruction prendra des formes multiples qu'on ne peut pas définir a priori. Les militants syndicalistes en rupture avec les bureaucraties, les militants associatifs combatifs et les militants des différents courants d'extrême gauche (qu'ils viennent ou se réclament du trotskysme ou de l'anarchisme) auront pleinement la possibilité d'apporter leur contribution dans ce travail de reconstruction.

La mise en cause globale de la société s'affirme de plus en plus mais n'a pas pris encore une formulation très ferme, ce qui n'a rien d'étonnant après les multiples trahisons social-démocrates et staliniennes. Il y a deux thèmes récurrents qui, sous une formulation ou une autre, sont popularisés aussi bien par une association comme ATTAC que par différents groupes d'extrême gauche : « il faut prendre sur les profits boursiers » et « il faut une répartition plus équitable des richesses ». Les diverses formulations mériteraient une discussion et une critique rigoureuse qui ne peut pas être entreprise dans le cadre de cet article. Il y a lieu cependant de la lancer sur deux

points : qui va prendre sur les profits et répartir les richesses de façon plus « équitable », et comment cela se réalisera-t-il concrètement ?

Dans cette discussion de fond qu'il faut ouvrir avec tout le monde, les marxistes révolutionnaires ne peuvent pas renoncer à leur identité, à leur raison d'être déjà formulée dans le Manifeste du Parti communiste de 1848, à savoir : ils mettent en avant la question de la propriété des moyens de production et de circulation comme étant la question fondamentale du mouvement du prolétariat.

En renonçant à dire qu'il faut que l'ensemble des travailleurs se donnent les moyens de prendre le contrôle des principaux leviers de l'économie en instaurant leur pouvoir démocratique, ils s'enliseraient dans le marécage d'un discours lénifiant, réformiste et trompeur sur la possibilité d'un « partage équitable des richesses » par une pression adéquate sur l'État des capitalistes. Or les marxistes révolutionnaires ne mettent pas seulement en cause les profits empochés par les patrons et les gros actionnaires. Ils ne s'en tiennent pas là. Ils désignent l'appropriation privée de l'essentiel des richesses par la bourgeoisie comme devant être abolie pour permettre à la société de vivre. L'unité avec d'autres composantes du mouvement qui ne partagent pas cette analyse et cette conviction ne consiste pas à gommer ou à édulcorer ce qui fonde leur identité et qui correspond aux intérêts généraux et historiques des travailleurs de tous les pays.

Le 15 juin 2003

Si nous voulons aider...

Pas de victoire revendicative. Une défaite ? Un point final, une occasion manquée ? Non. Ça repartira. Mais il faut s'entendre sur les raisons de cet optimisme politique. Ça repartira, non parce qu'une fraction déterminée va relancer la mobilisation par des actions d'éclat, ou en déclarant qu'il « n'y aura pas de rentrée si les plans ne sont pas abrogés », et que « l'automne sera chaud » (promesse que les dirigeants des appareils martèlent d'ailleurs pour mieux faire rentrer le mouvement qui s'achève !). Non, si cela doit repartir, c'est parce que le fond politique qui a permis que se déclenche ce mouvement demeure le même à l'issue de cette phase.

Il faut donc s'interroger sur ce qui l'a rendu possible, parce que c'est la même chose qui le rend inéluctable dans des délais que personne ne peut préciser (et qui ne sont pas forcément ceux de la « rentrée » du calendrier).

1/ Qu'est-ce qui l'a rendu possible ?

▮ la fermeture, pour toute une période historique, de tout recours à une « alternance politique » du type « Votez pour nous, nous nous occupons de tout ! ». Carré rouge s'est assez

clairement exprimé sur ce point pour que nous n'y revenions pas ici ;

▮ une classe de salariés (en formation, en activité, au chômage, Français ou immigrés), certes très matraquée, certes très émietlée (et dont des secteurs entiers, par la privatisation par exemple, se voient privés du recours « simple » à la grève — cf. France Télécom —, ou si profondément entamée par la précarité d'une fraction significative que le résultat est presque le même — La Poste, les Télécoms, la SNCF, etc.), mais pour l'essentiel debout, qui a été capable, sans état d'âme, de mettre en retraite les Jospin, Hue, Voynet et consorts ; qui a été un moment sidérée par le « coup d'État médiatique » du 5 mai, mais s'en est remis par l'action ; qui n'a pas subi de défaite sanglante, majeure, physique (même si elle a subi de nombreuses défaites, au moins symboliques, mais pas seulement), comme avait pu en subir la classe ouvrière anglaise dans ses bastions traditionnels (mineurs, cheminots, imprimeurs, etc.).

▮ La présence, au sein de cette classe, d'une large fraction d'ores et déjà plus ou moins clairement convaincue qu'on ne peut s'en remettre aux

« vieilles » organisations, entièrement gagnées à la conviction qu'existe un « horizon indépassable » du capitalisme et que, au mieux, on peut tenter, sans grande conviction d'ailleurs, d'en atténuer les effets nocifs. Il s'agit des électeurs des candidats d'extrême gauche du 21 avril, des centaines de milliers de participants aux manifestations alter mondialistes, des adhérents d'ATTAC (quelles que soient les limites que les dirigeants de ce regroupement tentent sans cesse de leur imposer).

Dès lors, il ne restait plus qu'un terrain sur lequel cette classe pouvait exprimer son refus : celui de la lutte des classes directe. Cette caractéristique demeure. C'est elle qui ne pourra que s'exprimer de nouveau. Peu importe quel en sera le secteur déclenchant, le motif ou les délais.

Il en découle que l'aide la plus directe que des révolutionnaires puissent y apporter n'est pas d'exhorter les salariés à se remettre en grève ou à reprendre le combat ; encore moins de les maudire et de se décourager s'ils ne le font pas assez tôt à leur goût. Elle est de faire apparaître dans toute sa clarté cette situation nouvelle, et de permettre à chacun de se convaincre qu'il n'y a pas d'autre recours que celui emprunté pendant ces deux derniers mois. Elle est de rappeler les raisons du 21 avril, en s'appuyant sur les confirmations données par les caciques du PS eux-mêmes : oui, Raffarin met en place une politique qu'ils ont eux-mêmes préparée et plus que partiellement accomplie.

2/ Pas de succès revendicatif ? Rien d'étonnant à cela : cette grève n'a pas été longtemps revendicative. Elle a été très vite extrêmement politique. Par ailleurs, avant de revenir

sur ce caractère essentiel du mouvement, il faut dire que gagner sur le plan Fillon, en particulier, aurait signifié ouvrir une crise politique au plus haut niveau. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les appareils syndicaux se sont arc-boutés de toutes leurs forces pour en empêcher la pleine expression.

Mais il n'est pas sans importance de dire nettement que ce mouvement a été très vite un mouvement hautement politique. La revendication de la grève générale, très largement reprise par des millions de salariés, en est la manifestation. La grève générale n'est en effet pas une simple convergence de grèves, ni une généralisation de grèves diverses. Elle marque un saut qualitatif : elle est le surgissement des masses sur le terrain où se règlent les affaires de la vie commune. Elle marque le fait que plus personne ne délègue à qui-conque le soin de s'en occuper à sa place. Dans son développement presque immédiat, elle pose le problème de la société dans laquelle on veut vivre, et elle se heurte inéluctablement (ce qui ne signifie pas qu'elle les surmonte) aux limites de la propriété privée.

De ce point de vue, la demande adressée aux « directions » qu'elles appellent à la grève générale est intéressante. Elle marque une limite du mouvement, une sorte d'illusion « résiduelle » dans le fait qu'elles pourraient le faire (elles ne l'ont jamais fait en 1968...), illusion d'ailleurs systématiquement répandue par les militants du PT dans l'enseignement, qui ont multiplié les suppliques dans ce sens, et se sont efforcés de les faire adopter par les AG, mais en même temps elle a ancré dans tous les esprits le fait que c'est à cette hauteur que la riposte doit être organisée. Et il n'est pas in-

différent qu'elle soit devenue un objectif de masse dans ce mouvement. Mais on doit également se demander à cet égard pourquoi ce sont de nouveau les enseignants qui en ont été les déclencheurs, dans des zones comme le 93, Marseille ou l'Hérault. Les discussions avec des parents employés chez France Télécom ou la SNCF, qui avaient été massivement dans la grève de 95, font apparaître que l'Éducation nationale demeure l'un des seuls secteurs de quelque importance où les statuts permettent encore l'action. La faible participation des ATOSS (les non enseignants de l'Éducation nationale) s'explique d'ailleurs largement par le fait qu'ils vivent une sorte de préfiguration du sort réservé à l'ensemble des personnels : petits chefs omnipotents, très forte proportion de non-statutaires parmi eux (75 % des postes de ce type sont, dans mon lycée, tenus par des CES et des CEC), mais aussi présence très marquée d'entreprises sous-traitantes, du type Sodexo ou Avenance pour les cantines, etc.

Il serait pourtant erroné de penser que les enseignants se sont engagés dans le mouvement contre le Plan Fillon, ou contre la décentralisation des ATOSS, ou contre le licenciement (programmé dès la constitution de ce « corps » par Jospin) des emplois jeunes ou des MI-SE. Il faudra attendre en effet la publication du plan Raffarin et la sortie des calculs pour que cette dimension prenne toute son ampleur dans la rage des grévistes. La suppression des Emplois jeunes ou des MI-SE a, elle, joué un rôle déclencheur qui renvoie à bien plus loin que la décentralisation : c'est la disparition d'adultes dans des collèges où il n'est littéralement plus possible, non d'enseigner, mais tout simplement de vivre, tant la

misère, la dégradation de la civilité ont des effets ravageurs au quotidien.

L'ampleur du problème posé par la décentralisation ne sera découverte qu'au gré des discussions dans le cours du mouvement.

Ce dont il s'agit donc en réalité, c'est d'un mouvement qui est bien en peine de formuler des revendications (sinon en termes de refus de mesures nouvelles et aggravantes, passage obligé : ce sera l'essentiel de la plate-forme adoptée par les assemblées du personnel, et qui, comme dans le mouvement contre Allègre, dans les LEP essentiellement, vont souder les grévistes, et leur permettre d'évaluer toutes les soi-disant « négociations » tentées par les appareils syndicaux), mais qui accède d'emblée à une formulation par essence politique : nous ne pouvons plus vivre comme cela ! Portée par des enseignants jeunes et déjà expérimentés (ils ont fait « tomber », « leur » ministre de « gauche », Allègre ; ils ont connu les mouvements du 93 et de l'Hérault, etc. Ils ont déjà appris à organiser leurs propres réseaux, entre autres via internet), c'est une force considérable.

Les discussions, nourries par les révolutionnaires (et par tout un climat lié aux actions des alter mondialistes, pour dire les choses simplement), vont aboutir à mettre en perspective, à mettre bout à bout des mesures dont la cohérence n'apparaît pas immédiatement. Se profile un projet de monde, cohérent, effrayant. Ce qu'il y avait de lancinant et d'un peu abstrait dans les refus de la « mondialisation » (et de profondément insuffisant dans l'analyse) prend un relief saisissant, dans le cours même de l'action. Des millions accèdent à la compréhension plus ou moins claire de la cohérence de

ces mesures, et entrevoient, parfois pour la première fois, leur source unique. Ils apprennent à la nommer : un capitalisme à dominante financière, rentier, cupide, inhumain, sans limite.

C'est parce que très vite les documents publiés par les assemblées de grévistes enseignants prennent ce ton et ce tour que les parents, les salariés peuvent s'y reconnaître, y adhérer, entrer à leur tour dans la lutte. Résumons : une grève politique, nécessairement politique, parce qu'il n'y a plus moyen de déléguer à d'autres le soin de régler des problèmes qui relèvent de la possibilité de vivre ensemble en société ; une grève qui a su, au moins dans une très large mesure, se hisser à la hauteur de cette compréhension, et qui n'a pas encore pu le régler ; des conditions inchangées, qui rendent inévitable que le mouvement rebondisse, sans pouvoir préjuger ni des formes ni des délais.

DE LA NÉCESSITÉ

DE LA PRÉCISION

Le problème n'est donc pas pour nous de devenir les propagandistes de « l'action ». Il est d'aider politiquement. Il faut pour cela être précis, définir le champ de notre action propre de révolutionnaires. Et ne pas commencer par s'abuser. Je prendrai quelques exemples.

¶ Ce qui a émergé dans ce mouvement, ce n'est pas une « parfaite, une pleine conscience » des problèmes, des buts et des moyens. Ce qui s'est constitué, et c'est déjà formidable, c'est un embryon de conscience, bien plus évoluée qu'elle ne l'avait été en 68, pour ne rien dire de 95 ou de la bataille contre Allègre. On a commencé à mettre les choses bout à bout ; on a commencé

à comprendre qu'il y a un projet cohérent de société derrière tout cela ; on a commencé à en identifier la source ; on a commencé à comprendre pratiquement que c'est à nous de prendre les choses en mains et qu'on ne peut compter que sur nous-mêmes.

¶ Il en découle que la tâche des révolutionnaires est d'aider à approfondir cette conscience (qui connaît une accélération fantastique dans le cours de la lutte, mais qui se prépare, se laboure aussi dans les intervalles entre les luttes). Il est aussi et surtout de gratter jusqu'à l'os, de crever les baudruches qui obscurcissent la « pleine conscience » des problèmes. Non, il ne s'agit pas par exemple d'en revenir à l'École de la III^e république, à une « civilisation des services publics », à une demande adressée à l'État ; il ne s'agit pas de retrouver une école où des enfants-réservoirs vides attendent le savoir de leurs maîtres ; il ne s'agit pas non plus de rétablir « l'ordre ». Ces réflexions et ces débats aussi doivent avoir lieu, pour nourrir le mouvement propre des masses. Nous sommes parties prenantes du débat engagé sur le thème « dans quel monde voulons-nous vivre ? » Et les militants sont bien loin d'y être les plus à l'aise !

¶ Non, il n'y a pas eu d'« assemblées populaires » du type de celles que le peuple argentin a commencé à mettre en place au plus profond de la crise des années passées. Ce qui en revanche a eu lieu, c'est la naissance à l'état embryonnaire de quelque chose qui, dans son développement, y mène. Lorsque, dans le 13^e arrondissement de Paris, se réunit par trois fois une assemblée avec enseignants en grève, parents appartenant à toutes les professions et représentants d'un certain nombre

d'entreprises, nous avons quelque chose qui va dans ce sens. Lorsque la discussion y balaie tout le spectre des questions de la vie commune, nous sommes dans cette épure. Lorsque, très naturellement, l'exigence est que ces réunions se tiennent dans les locaux mêmes de la mairie, on va vers une réappropriation de lieux de quartier qui sont au cœur de la démocratie, on est sur la voie qui cherche à se ressaisir de cette démocratie. Tout notre effort doit porter sur la mise au point de formes politiques permettant de prolonger cela, de l'approfondir, de le nourrir.

▮ Moins que jamais il n'est question d'apporter de l'extérieur une réponse « programmatique ». De ce mouvement a commencé à émerger une revendication du type « le pain, la paix, la terre ». Les attaques menées au compte du capitalisme financier contraignent à y opposer une formulation de ce que l'on exige, des conditions d'une vie ensemble, dans la dignité, des règles du jeu à changer. Ce ne sont plus des « militants » qui posent cela (bien souvent ils sont même les moins aptes ou les moins souples à le faire), mais des milliers de femmes et d'hommes. J'avais dit dans un article paru dans Carré rouge que les forums proposés par la LCR auraient dû être convoqués dans la foulée du 21 avril. Leur nécessité vient de rejaillir dans le feu même du mouvement. Mais ce sont de véritables « cahiers de doléances » (au contenu essentiellement politique, du type abolition des privilèges), de véritables « États généraux » qui sont à l'ordre du jour. C'est dans ce cadre que des révolutionnaires peuvent nourrir, féconder la réflexion saisie par les masses, y faire prévaloir la nécessaire, l'inévitable abolition de la propriété privée,

non comme un dogme, mais comme une nécessité pratique, incontournable, mais aussi possible.

▮ Enfin, j'ai eu le privilège, par rapport aux autres rédacteurs de Carré rouge, de pouvoir lire le texte de François Chesnais. J'adhère absolument à son analyse de la place historiquement nouvelle des syndicats. Mais en y apportant deux nuances, ou plutôt deux précisions.

En particulier chez les enseignants, le problème de la représentation directe des grévistes dans les « négociations » s'est de nouveau posé. Il avait déjà surgi lors de la grève contre Allègre en mars 2000, lorsque les assemblées de grévistes, intégrant les syndicats, avaient débattu en tant que telle de la composition des délégations au ministère. Il a de nouveau été posé avec une grande clarté dans ce mouvement-ci. La montée en puissance des « coordinations » depuis quinze ans (1986, grève des cheminots) et le développement de formes d'organisation en réseaux internet par exemple ont nourri la conscience que cette question est devenue centrale. Certes, Aschieri a encore pu aller chercher chez Sarkozy-Ferry des raisons d'appeler à assurer le bac et de parler d'« avancées ». Mais il l'a fait face aux grévistes, contre eux, qui l'ont nettement ressenti comme une usurpation. Cela n'a pas suffi, certes, à surmonter le problème : aucune démocratie dans la tenue de ces réunions, où gouvernement (et MEDEF) et centrales syndicales s'accordent pour s'attribuer le monopole des négociations. Mais la conscience nouvelle et renforcée que cela constitue le point central des problèmes de tout mouvement d'importance n'est pas indifférente. Elle est même l'un des aspects les plus spectaculaires du bilan de ce mouve-

ment. Et elle doit faire l'objet d'une agitation, d'une réflexion en tant que telles de notre part.

Et très naturellement ces questions posent un problème au sein même des regroupements politiques militants qui se présentent comme révolutionnaires. L'une des actions les plus constantes de ce que j'appellerais le « mouvement social officiel » a précisément consisté à dissoudre cette conscience, à émousser le tranchant des conclusions auxquelles sont parvenues des fractions significatives des salariés engagés dans le mouvement. Et il n'est pas abusif de dire que les « militants » ont été dans ce domaine en retrait par rapport au niveau de conscience des salariés en grève. Ce sont eux qui, presque culturellement, ne s'estiment pas légitimes comme direction alternative, et qui renvoient les grévistes dans les mains des appareils. L'exemple donné en annexe est à cet égard absolument clair : les grévistes de Rouen avaient élaboré une sorte de texte bilan de l'action, établissant avec la plus extrême lucidité la responsabilité des dirigeants des centrales syndicales. Olivier Vinay, figure préhistorique de l'École émancipée dans le 93, s'est chargé, en coordination nationale, de proposer une modification de leur texte, finalement adoptée. La comparaison des deux textes est parlante. Mais ce qu'écrit O. Vinay n'est rien d'autre que la traduction écrite de la tendance des « militants ». Une génération de militants jeunes émerge (en particulier chez les enseignants). Elle se heurte à des vieux militants qui ont été élevés en politique dans l'intériorisation de leur illégitimité... On ne peut éviter cette discussion.

Ce texte de Rouen lu à la coordination

du 14 juin à Jussieu, est soumis à la discussion des AG et comités de grève, il sera proposé à la prochaine coordination après d'éventuels amendements. Il s'agit du texte original, avant « amendement » Vinay !

Adresse de la Coordination Nationale des établissements en lutte réunie le 21 juin à Jussieu

Après 7, 8, ou 9 semaines de grève reconductible dans l'Éducation nationale, contre la décentralisation, les restrictions budgétaires, la précarité et la remise en cause du système par répartition, nous devons constater que l'exigence de tous les grévistes, celle d'une grève générale interprofessionnelle, seule capable d'imposer le retrait des projets gouvernementaux, n'a pas été relayée par les responsables nationaux des principales fédérations et confédérations syndicales.

▮ Sur les revendications, les quelques reculs du gouvernement concernant la décentralisation, même s'ils ne sont pas négligeables, sont totalement insuffisants et aucunement des « avancées significatives ».

▮ Les 90 000 personnels TOS sont toujours mis sous la tutelle des Régions, le dispositif de mise en réseaux des écoles primaires est maintenu, la mainmise patronale ou régionale sur les filières et les diplômés est toujours d'actualité.

▮ Le licenciement des emplois-jeunes est toujours programmé, ainsi que la suppression des postes de MI-SE.

▮ Sur la question des retraites, l'ensemble du plan Fillon est maintenu.

Il nous faut donc établir clairement les responsabilités dans la situation actuelle du mouvement. Alors que l'opinion publique a toujours soutenu la grève de l'Éducation nationale, que de nombreux autres secteurs professionnels se sont lancés avec audace dans la lutte et la grève reconductible le 13 mai et les jours suivants d'abord, le 26 mai ensuite, l'immense force rassemblée dans la rue et

dans la grève n'a pas réussi à cette étape à faire plier le gouvernement. Pourquoi ?

Sur l'ensemble du territoire, nous nous sommes dotés de structures démocratiques et unitaires (AG de secteurs, d'établissements, comités de grève Éducation nationale, comités de liaison public/privé, coordination nationale, qui nous ont permis de nous inscrire dans la durée, d'être efficaces, et de tenir les rênes de la grève.

Alors que des centaines de milliers de manifestants ont rapidement compris que seule la grève générale ferait céder ce gouvernement aux ordres du Médef, les directions des confédérations syndicales ont d'abord différé les initiatives massives, organisé des journées d'action de 24 heures, minimisé le nombre de manifestants le 25 mai, pour finalement refuser d'appeler à Marseille le 12 juin, tous les salariés à la grève générale, alors que 200 000 personnes leur criaient « grève générale, public-privé ! Nous sommes prêts et vous ? »

Ce sont les directions syndicales, au plus haut niveau, qui, à des degrés divers, ont pris la responsabilité d'empêcher la généralisation de la grève jusqu'à la grève générale.

Tous les grévistes sont unanimes pour dire qu'en ce qui nous concerne, nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir pour étendre la grève.

Comprendre collectivement cela, c'est être plus fort pour continuer le combat.

Nous ne sommes pas défaits, parce que par cette grève, nous avons relevé la tête, et avons indiqué la voie à suivre pour combattre l'offensive libérale contre les services publics et plus généralement contre les acquis sociaux.

Il nous faut poursuivre ce combat, maintenir les liens tissés pendant la grève, garder intact notre détermination.

La coordination nationale des établissements en lutte appelle tous les personnels de l'EN à débattre des moyens de

surmonter les obstacles qui ont empêché notre mouvement d'être victorieux, à s'unir pour les combats à venir et pour lesquels nous avons besoin que les instances syndicales nationales soient à notre écoute et à notre service. Nous savons que le gouvernement va poursuivre sa politique libérale, en s'attaquant à la protection sociale, à la santé publique, à l'enseignement supérieur, au droit de grève par l'instauration d'un service minimum, et la liste n'est pas close... On est toujours debout ! on ira jusqu'au bout !

Texte issu de la discussion de l'AG de Rouen, débattu à la coordination du 14 juin, soumis à la discussion des AG de la semaine du 16 au 21 juin, en vue de son adoption lors de la coordination nationale du 21 juin. Il s'agit cette fois de la version transformée sur proposition d'Olivier Vinay, et adoptée par une Coordination nationale largement dominée par les « militants » et très peu représentative.

Adresse de la Coordination Nationale des établissements en lutte réunie le 21 juin à Paris

Après 7, 8, ou 9 semaines de grève reconductible dans l'Éducation nationale, contre la décentralisation, les restrictions budgétaires, la précarité et la remise en cause du système par répartition, nous devons constater que l'exigence de tous les grévistes, celle d'une grève générale interprofessionnelle, seule capable d'imposer le retrait des projets gouvernementaux, n'a pas été relayée par les responsables nationaux des principales fédérations et confédérations syndicales.

▮ Sur les revendications, les quelques reculs du gouvernement concernant la décentralisation, sont totalement insuffisants et ne constituent aucunement des « avancées significatives ».

▮ Les 90 000 personnels TOS sont toujours mis sous la tutelle des collectivités territoriales, le dispositif de mise en réseaux des écoles primaires est maintenu, ainsi que les menaces sur la maternelle et la laïcité ; la mainmise patronale ou régionale sur les filières et les diplômés est toujours d'actualité.

▮ Le licenciement des emplois jeunes est toujours programmé, ainsi que la disparition des MI-SE.

▮ Sur la question des retraites, l'ensemble du plan Fillon est maintenu.

Il nous faut donc établir clairement les responsabilités dans la situation actuelle du mouvement. Alors : Pourquoi l'immense force rassemblée dans la rue et dans la grève n'a-t-elle pas réussi à cette étape à faire plier le gouvernement, pourquoi ce pouvoir, fragilisé par le mouvement, peut-il se permettre de contre-attaquer par la répression et les menaces sur les prélèvements salariaux, - alors que l'opinion publique a toujours soutenu la grève de l'Éducation nationale, que de nombreux autres secteurs professionnels se sont lancés avec audace dans la lutte et la grève reconductible le 13 mai et les jours suivants d'abord, le 26 mai ensuite, le 3 juin et les jours suivants enfin ?

- alors que, sur l'ensemble du territoire, nous nous sommes doté-e-s de structures démocratiques et unitaires (AG de secteurs, d'établissements, de départements, comités de grève Éducation nationale, comités de liaison public/privé, coordination nationale, qui nous ont permis de nous inscrire dans la durée, d'être efficaces, et de tenir les rênes de la grève ?

- alors que des centaines de milliers de grévistes et de manifestants ont rapidement compris que seule la grève générale ferait céder ce gouvernement aux ordres du Médef, et ont demandé aux directions des confédérations des fédérations et des syndicats d'y appeler et de contribuer à l'organiser.

La coordination nationale entend souligner que les grévistes ont fait -et continuent de faire- tout ce qui est en leur pouvoir pour étendre la grève à l'ensemble des établissements, des régions, des secteurs ainsi qu'au niveau interprofessionnel. Ce sont les directions des confédérations des fédérations et des syndicats, au plus haut niveau, qui, à des degrés divers, ont pris la responsabilité d'empêcher la généralisation de la grève jusqu'à la grève générale.

Ces directions ont d'abord différé les initiatives massives, organisé des journées d'action de 24 heures, minimisé le nombre de manifestants le 25 mai, pour finalement refuser de répondre à Marseille le 12 juin, à l'exigence des centaines de milliers de grévistes qui, à Marseille comme ailleurs, leur demandaient d'appeler l'ensemble des salariés à la grève générale, public-privé. Débattre collectivement cela, y compris avec les représentants syndicaux, c'est être plus fort pour continuer le combat.

La coordination nationale considère :
 -que, par cette grève, nous avons relevé la tête, et avons indiqué la voie à suivre pour combattre l'offensive libérale contre les services publics et plus généralement contre les acquis sociaux.
 -qu'il nous faut poursuivre ce combat, maintenir les liens tissés pendant la grève, garder intacte notre détermination.
 -que tous les personnels de l'EN, et plus largement dans le cadre interprofessionnel, doivent débattre des obstacles qui empêchent notre mouvement de gagner, et de rappeler par tous les moyens aux directions syndicales nationales que leur rôle est d'être au service du mouvement. Et qu'à défaut, leur responsabilité serait grande dans la généralisation par le gouvernement de sa politique libérale (protection sociale, santé publique, enseignement supérieur, au droit de grève par l'instauration d'un service minimum, et cette liste est pas close...).

Je vous invite à jouer au jeu des 7 erreurs. On ne saurait être plus clair !

20 juin 2003

« C'est eux ou nous »

« C'est eux ou nous » ; c'est ainsi que François Chesnais rendait compte récemment de la conscience qu'ont des millions d'enseignants et de travailleurs du secteur public, de l'enjeu de leur combat.

Après trois décennies où rien ne semblait devoir émouvoir ou ébranler collectivement le « corps enseignant » dont j'avais fini par désespérer, les choses ont commencé à bouger en 95 où, malgré le rôle prépondérant des cheminots, nous sommes entrés massivement dans la grève, avec des élèves. Puis il y a eu Allègre et là encore, c'est dans un combat au finish que pour la première fois le ministre de l'Éducation nationale d'un « gouvernement de gauche » allait devoir rendre son tablier. Pour ma part, dans mon lycée, en 2002, une victoire en deux jours allait confirmer localement la détermination et la claire conscience de la profession. On voulait nous déclarer, en douce, lycée des métiers ; tout le lycée s'est dressé et ils ont remballé leur projet.

Je pense que parallèlement à l'élévation du niveau de conscience dans ce milieu (qui travaille aujourd'hui dans des conditions qu'il aurait eu du mal à imaginer il y a 30 ou 40 ans, et que j'assimile à une sorte de proléta-

risation d'une profession qui a maintenant ses soutiers (cf. le 93), l'enchaînement d'autres facteurs a déchiré le voile d'un capitalisme dont l'aberration, l'immoralité, l'inhumanité, la rapacité, le cynisme, la brutalité, apparaissent maintenant sans aucun fard.

En l'espace de deux ans, nous avons eu droit aux scandales de Enron, Worldcom et autres (il est à remarquer à cet égard que le gouvernement Raffarin n'a même pas osé proposer les fonds de pension directement ; ce qui ne l'empêche pas de les faire entrer par la fenêtre cependant, en proposant des retraites à 60 ans amputées de 20 à 25 % de leur valeur), puis à l'intervention en Irak, pour en arriver à la réforme des retraites.

La réalité a été une fantastique école de formation nourrie par les expériences de 95 (Juppé) 2000 (Allègre) et 2003 (Fillon), et comme le dit François, par la présence de nombreux enseignants impliqués dans le mouvement anti-mondialisation. Il me semble aussi que ce nouveau rôle, « historique », des enseignants, n'est pas étranger au fait qu'ils soient soutenus par les 2/3 de la population, d'une part parce que la majorité des salariés s'y reconnaissent, mais

aussi parce que partout, du petit village de l'Hérault à n'importe quel arrondissement de Paris, ils réunissent les parents, les salariés, les jeunes, pour expliquer et discuter en invitant les Bernard Friot et autres dans leurs assemblées. En 95, on se contentait de se réunir avec ceux de la SNCF, du bureau de poste et de la RATP ; là il s'agit de véritables « assemblées populaires » dont le débat est hautement politique. Les pancartes clamant « partage des richesses, pas de la misère », le « tout est à nous » qu'évoque François, répondent au « ils sont huit, nous sommes des milliards » d'Évian.

La claire conscience que ce qui est proposé est un « changement de société », que peu ou prou ils ont tous partie liée, du PC ou du PS aux directions syndicales, et que celles-ci ont couru derrière les grévistes en faisant du mot d'ordre de « grève générale » un hochet inoffensif alors que des millions de salariés le clament tous les jours, cette claire conscience que l'obstacle est le système lui-même, dans son ensemble, est une réalité.

Elle explique cet incroyable acharnement chez les enseignants, si circonspects auparavant, qui se demandent, au-delà de leurs tristes perspectives de retraite, quelle place, quel rôle leur sera imparté dans l'univers impitoyable « des eaux glacées du calcul égoïste ». Ils n'en voient aucun qui ressemble à l'idée qu'ils en ont. Ainsi ce M.A. dit « nous nous sentons investis d'une mission sacrée » ; cette instit qui a l'impression de « retrouver enfin par le mouvement, la vocation première des enseignants : éclairer les autres, les aider ». Cet autre gréviste : « on a la conviction profonde de participer à un soulèvement populaire, un vrai, quelque chose qui ressemble à la

conquête des droits sociaux au début du siècle. Alors on ne va pas renoncer pour des peccadilles »

Enfin cette enseignante d'un grand lycée parisien, ex-adhérente du SNES et non syndiquée, non organisée, qui affiche en salle des profs ce texte qu'elle a rédigé. « Ces dernières semaines ont eu le mérite de nous faire entendre plus souvent les voix d'économistes compétents sur la question des retraites. Personne ne peut désormais ignorer que d'autres solutions existent et que la réforme que le gouvernement veut imposer n'est ni inéluctable ni fatale mais relève bien d'un choix de société. Nous n'avons donc pas à nous résigner, nous avons à dire notre accord ou notre refus, sachant que la logique qui est à l'œuvre dans cette réforme est celle d'un néolibéralisme dont les références exclusives sont la compétitivité et la flexibilité. Fonder une société sur ces seuls critères c'est, inévitablement cette fois, programmer la destruction du tissu social déjà mis à mal. En effet, non seulement les riches seront de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres, ce qui épargnerait encore tout l'entre-deux de la classe dite moyenne, mais les riches effectivement s'enrichiront et tous les autres s'appauvriront. L'Angleterre modelée par la "dame de fer" devrait dans ce domaine nous servir de boule de cristal. Alors : QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS -pour nous-mêmes et, au moins, la génération suivante ? tel est l'enjeu que nous avons encore entre les mains et vers lequel convergent toutes les revendications qui mobilisent tant de français aujourd'hui, qu'il s'agisse de la décentralisation de l'Éducation nationale, de l'offensive déterminée sur tout le service public ou du problème des retraites dans son ensemble. La jour-

née du mardi 3 juin doit absolument rassembler TOUS CEUX qui veulent dire NON à ce modèle de société. Grèves et manifestations sont les seuls outils de poids dont nous disposons à ce jour en toute légalité. Nous savons tous que c'est un outil difficile à manier financièrement et professionnellement. Mesurons-nous bien cependant ce que pèsent l'argent que nous perdrons aujourd'hui et les cours que nous ne ferons pas en regard des effets dévastateurs que nous subirons demain ? Certes si on se bat on n'est pas sûr de gagner, mais si on ne se bat pas on est sûr de perdre ! »

Quelle lucidité, quelle sérénité, quelle détermination ! Le « nous n'avons donc pas à nous résigner, nous avons à dire notre accord ou notre refus » me laisse pantois, admiratif et envieux, après des décennies de militantisme, tant il dit tout en peu de mots.

Reste pour nous, maintenant, le « que faire ? ». Une dernière citation pêchée dans Libération est très éclairante. Il s'agit d'une caissière et d'une instit d'une municipalité PC auxquelles le journaliste demande si le PC ne les aurait pas poussées à la grève. Elles répondent : « Je vous jure que si la mairie avait poussé, on aurait tous reculé. Pourtant on les aime bien les cocos. On vote pour eux. Mais on veut s'organiser nous-mêmes. Même pour les tracts on ne veut pas qu'ils nous aident. Pourtant on a du mal ». Comme témoignage de la volonté de millions de s'organiser par eux-mêmes et pour eux-mêmes on ne peut faire mieux. Et pourtant la méfiance, l'épouvante même que suscite le PC chez ces femmes s'accommode encore d'une délégation de pouvoir lors des élections.

Peut-on y répondre en disant

qu'elles n'ont pas encore rejoint le niveau de conscience des trois millions qui ont voté pour l'extrême gauche ? Est-ce que le vote est devenu si dérisoire, tant elles se sentent peu représentées, qu'elles continuent à voter par réflexe conditionné pour ceux qu'elles côtoient y compris dans la grève, mais dont elles se méfient comme de la peste ? Ce qui est sûr, c'est que dans les manifestations de ces jours-ci la question de l'après-grève, de la rentrée de septembre, mais aussi des prochaines élections est évoquée de plus en plus souvent. Et ce qui frappe, c'est la perplexité de beaucoup qui ne croient absolument pas que quoi que ce soit se réglera électoralement, et qui cherchent comment mettre le gouvernement hors d'état de nuire. Tout est à

portée de main et tant les ministres que les leaders syndicaux qui ont considéré comme une avancée le maintien des non TOS dans la Fonction publique nationale, décuplent la rage de millions de grévistes et de manifestants.

Le gouvernement en est tellement conscient qu'il remet la réforme de la sécurité sociale à 2004. Je suis pour ma part d'accord avec ce que propose François dans le dernier paragraphe : montrer qu'il existe des mots d'ordre qui permettent de dépasser l'ensemble des problèmes, élaborer une démarche revendicative couplée à une alternative politique. Mais comme il le dit, il faut y travailler, car si l'idée est totalement convaincante, son élaboration est un exercice nouveau pour tout le monde, car même

pour ceux qui ont connu 68, la situation est tout autre, avec un PS et un PC désavoués et atomisés et un gouvernement qui recueille sur ses mesures les 19 % obtenus aux élections. Cela rappelle le paradoxe de l'Argentine. Les vieux obstacles dressés durant des décennies ont été balayés ; dans la rue, adhérents badgés de la FSU, FO, UNSA, SUD, CGT manifestent fraternellement sur un même mot d'ordre de « grève générale », débordant allégrement sonos et cortèges officiels, portant des banderoles qui contredisent souvent les mots d'ordre des centrales, et pourtant les Aschieri, Thibault, Blondel ont réussi, à cette étape, à dévier le coup direct. Et malgré les 2/3 de sympathisants du mouvement, le privé est resté très largement l'arme au pied. Certes, c'est partie remise, mais il faut maintenant caractériser l'obstacle auquel ce mouvement s'est heurté : ces bureaucraties syndicales qui, bien que submergées par ces masses qui ont transformé leur 13 mai d'enterrement des retraites, en début du combat, ont réussi à le contenir, faute d'une force proposant d'orienter le mouvement, aussi, contre ces gardiens de l'ordre bourgeois pour les obliger à se subordonner aux exigences de la grève et de la rue.

Oser préparer l'alternative

1/ La situation sociale et politique qui s'est cristallisée à partir du 13 mai est évidemment imprévisible dans ses développements à court terme [1]. Mais l'expérience accumulée en quelques semaines est d'une telle richesse qu'il semble possible de dégager quelques pistes propices à la réflexion.

Galvanisés par des centaines de milliers d'enseignants, des millions de salariés, essentiellement des fonctionnaires, sont entrés dans l'action par la grève et la manifestation. Le 13 mai au soir, dirigeants syndicaux et responsables policiers convenaient que les manifestants étaient plus nombreux qu'au plus fort du mouvement de 1995. L'ampleur, la profondeur de la mobilisation était considérable. Elle n'a pas cessé. Et malgré l'incroyable matraquage médiatique contre les grévistes, la population n'a cessé de soutenir leur combat.

En 1995, cheminots et traminots formaient le fer de lance de la lutte ; en 2003, ce sont les enseignants qui ont joué ce rôle, donnant tout à la fois son sens et sa radicalité au conflit. Avec une incroyable pugnacité, une véritable créativité, une intelligence

politique, les enseignants ont exprimé un haut niveau de conscience. Ils ont compris, au-delà même des revendications, que l'objet des lois sur les retraites et la décentralisation était de bouleverser, briser les conditions sociales qui existent en France depuis la Libération. C'est le système capitaliste, l'économie de marché comme disent avec pudeur les socialistes, que les grévistes ont nommé-mis en cause dans l'action de classe. Au double titre de fonctionnaires et d'enseignants. Dotés d'un statut national, formateurs, passeurs de civilisation, les enseignants ont dit non aux « réformes », à ce qu'elles annoncent.

C'est un événement politique considérable.

Le mouvement spontané a réalisé, imposé, la grève générale de l'Éducation nationale. Il y a de nombreuses explications à cette situation. Avec la loi sur la décentralisation, la suppression massive de postes, la réforme des universités, l'Éducation nationale était au cœur de l'offensive du gouvernement. Par ailleurs, depuis la grève contre Al-lègre, les enseignants sont sur leurs gardes, ils ont réfléchi sur les consé-

quences de la « mondialisation » dans l'éducation. D'emblée, ils ont donc pris conscience de l'ampleur du plan gouvernemental, répondu avec vigueur à l'offensive, mené une lutte magnifique. Instituteurs d'écoles, de maternelles, professeurs de collèges, de lycées, sont sortis de leur petit monde, pour combattre avec les méthodes de la lutte des classes et commencer à penser un autre monde. Malgré les journées d'actions répétées, convoquées pour épuiser le mouvement, ils ont non seulement préservé leur unité, mais également cherché à établir la liaison avec les autres fonctionnaires, voire avec les salariés du privé ; dans leurs AG, les enseignants ont commencé à débattre des pistes politiques programmatiques, donnant à la formule « un autre monde est possible » son contenu anti-capitaliste. Dans certains arrondissements parisiens, en banlieue, des assemblées interprofessionnelles de grévistes, ouvertes aux parents se sont constituées. Certains camarades parlent à ce propos d'« Assemblées locales populaires »

2/ Nous pouvons gagner, nous allons gagner » scandaient les manifestants.

Soyons précis. Le mouvement spontané des enseignants a dominé le mois de mai. Mais tous les secteurs de la fonction publique étaient prêts à l'action. L'attitude de la filiale du MEDEF, la CFDT, n'a pas affaibli les salariés. Elle a clarifié le champ de bataille. Depuis 1995, les salariés ont intégré cette réalité : la CFDT est un syndicat jaune ; que des militants ouvriers y demeurent est leur (peu brillante) affaire, mais les salariés n'ont plus d'états d'âme : il est acquis que la CFDT sur les questions essentielles est du côté du patronat.

Des dizaines, des centaines de milliers de salariés ont réclamé la « grève générale ». Des centaines de sections syndicales ont adressé des motions aux bureaux confédéraux de la CGT, de FO pour qu'ils l'organisent [2]. Les secrétaires généraux ont répondu. À leur manière.

Bernard Thibault qui, dès le début, a cherché (comme Blondel) un accord avec Raffarin était bloqué par les résultats de son congrès et surtout l'ampleur de la mobilisation. La grève générale ? Certes, certes... c'est une idée, disait Thibault, mais elle ne se décrète pas ! Ce n'est pas mon problème, mais le vôtre. Si vous réalisez la grève générale, j'en prendrai acte... Non sans difficulté, B. Thibault a « retiré le tapis », multipliant les journées d'action pour épuiser les énergies, tenter de démoraliser les combattants.

Marc Blondel a été plus direct. Appeler à la grève générale serait, a-t-il déclaré, un acte insurrectionnel, qui balayerait le gouvernement, contraire à la Charte d'Amiens !

M. Blondel, comme B. Thibault, étaient terrorisés par l'ampleur de la mobilisation. Ainsi, lorsque à Marseille les UD CGT et CGT-FO ont, unies, appelé à une grève générale, ils ont mobilisé les salariés, la ville a été paralysée, les entreprises du privé ont débrayé, la manifestation (de mémoire de journaliste) la plus puissante... depuis la Libération. À Marseille, la grève générale a commencé à se réaliser. Sans violence. Dans le calme. La grève générale, c'est le contraire de « l'insurrection » que Blondel évoque pour justifier sa capitulation. C'est la rupture totale avec le gouvernement, le patronat, l'affrontement de deux logiques : salariés contre marchés financiers. Le front unique dans l'action.

À l'inverse, multiplier les « formes

d'action », laisser les enseignants isolés, provoquer des actions « coup de poing », c'est diviser, risquer les désespérances, les violences, les actes minoritaires. Ainsi, les bureaucrates ont encore manifesté un pouvoir réel de nuisance, mais ce mouvement marque probablement pour eux aussi la fin d'une époque. La première réplique par la lutte des classes, au séisme du 21 avril a opposé au gouvernement comme aux bureaucrates une résistance d'une profondeur jamais connue, une maturité politique nouvelle.

Pour des centaines de milliers de salariés, fonctionnaires et travailleurs du privé, une idée a fait son chemin : il ne faut compter que sur nous-mêmes, sur nos propres forces. Et ces forces sont suffisantes pour gagner. Gagner contre le gouvernement capitaliste, contre les secrétaires généraux qui le protègent. La première lutte d'ampleur depuis le 21 avril en annonce d'autres.

3/ L'élection présidentielle a marqué la naissance d'un nouveau cycle. Le 21 avril exprimait le rejet par une majorité de salariés des partis de la gauche plurielle et évidemment des partis de « droite ». Le vote en faveur des candidats de l'extrême gauche avait cette signification : plus jamais les sociaux-libéraux, les communistes-privatiseurs, les verts du capital.

La tentative de grève « généralisante » de mai-juin 2003 enterre les illusions des années soixante-dix-80 qui avec « l'union de la gauche », son « programme commun », prétendaient apporter aux salariés un débouché politique, clef en mains, pour « changer la vie ». Le gouvernement Jospin, avec la « gauche plurielle » et son « réalisme de gauche » aura été le dernier avatar de cette stratégie.

En ce mois de mai, le PCF a été inexistant, les Verts, introuvables, le PS aux abois.

Pitoyable, c'est avec cet adjectif que le sénateur socialiste fabiusien Michel Charasse a caractérisé la position du Parti Socialiste, réclamant le retrait du projet Fillon. C'est bien vu. Pitoyable, car dès le lendemain des agapes dijonnaises, Laurent Fabius précisait que certes l'opposition du PS serait « totale, frontale... mais responsable ». Et François Hollande d'oublier le « retrait » pour préconiser une autre « réforme » Et Michel Rocard, Jacques Delors, Bernard Kouchner, Jacques Attali, Jean-Marc Bockel et tant d'autres (plus discrets) de soutenir publiquement Raffarin, rappelant que c'est exactement la politique que la « gauche plurielle » prévoyait de mettre en œuvre si Jospin avait été élu. Ils disent vrai. Dorénavant, selon F. Hollande, si le PS revenait aux « affaires », il n'abrogerait pas la loi Fillon, ou les décrets Balladur. Il réécrirait l'ensemble en limitant... à 40 années la durée des cotisations ! et... supprimerait les régimes spéciaux (RATP, SNCF) que par peur, aujourd'hui, le gouvernement laisse à l'écart de sa loi !

Contrairement aux rodomontades de Jean-Luc Mélenchon, le PS ne peut faire la « synthèse » avec les « manifestants », car la rue commence à comprendre que la défense des statuts, des retraites décentes, exige la rupture avec l'Europe de Maastricht, avec le capital.

Au vrai, les palinodies des dirigeants du PS ne trompent et surtout n'intéressent personne. L'époque de l'alternance est terminée : les salariés ne comptent plus sur la gauche pour trouver un débouché politique à leurs combats, à leurs revendications.

4/ Durant ce mois de mai, les militants du PT, de LO, de la LCR,

de la CNT, avec leurs divergences, leurs faiblesses, ont été reconnus par des centaines de milliers de salariés comme des frères de combat, plutôt fraternels. Les militants d'extrême gauche étaient tout naturellement, avec certains militants du PCF, du PS, des cadres syndicaux, les animateurs des grèves et des manifestations ; l'extrême gauche, globalement, s'est mise au service des salariés. On peut discuter de l'orientation de la Ligue, du PT, de LO [3] dans ce mouvement, mais il faut souligner le rôle, extrêmement positif, joué par les militants.

Le gouvernement parviendra probablement à faire voter sa loi sur les retraites. Malgré l'inévitable amertume qui s'exprimera notamment parmi les éléments les plus combattifs, à la fin de la grève, ce n'est ni de près ni de loin, une défaite. Mais un premier affrontement sérieux qui pose la question politique de la grève générale comme un enjeu politique des prochaines batailles sur la sécurité sociale, la réforme de l'État, etc. La grève générale n'est pas une technique de mobilisation, mais une action politique. Une préparation politique, psychologique, militante s'impose. La grève générale, sans idéologie, doit dresser son programme, celui des travailleurs, contre droite et gauche qui, elles, représentent les « marchés ».

De très nombreux salariés s'interrogent, s'interrogeront demain sur les initiatives à prendre pour aboutir. Ou les responsables syndicaux feront leur travail, ou ils devront être submergés. Mais le problème de la centralisation ne peut être contourné. C'est ce que les enseignants ont avec ingéniosité presque réussi. Par mille et un canaux, par capillarité politique, ces leçons gagneront les autres corporations de la fonction publique, le secteur privé. C'est donc

l'heure de tous les débats !

Nous avons vécu un développement qualitatif : les salariés combinent action et mesures d'organisation pour réaliser leur unité. Ils devront trouver le chemin d'une représentativité politique de leur mobilisation. La combativité politique seule peut faire sauter les verrous. Les réseaux de militants syndicaux, politiques, se constituent dans les arrondissements, les communes, les villes. L'armature militante de nouvelles légitimités se met en place. Soyons mesurés ; il n'y aura pas de miracle. Nous devons collectivement, au premier chef les militants révolutionnaires, confronter nos analyses, nos expériences, enrichir la réflexion.

Depuis le 13 mai, la situation politique a totalement changé. Il est faux de prétendre que l'absence de débouché politique interdit de vaincre. Le PS, le PC, n'ont plus d'alternance clef en mains à proposer (à opposer !) pour maintenir l'ordre social si le gouvernement venait à se disloquer sous les coups de butoir de la lutte des classes. C'est le vide. Tant pis ! Tant mieux ! C'est ainsi. C'est la nouvelle réalité politique. Les salariés doivent élaborer les grandes lignes d'un programme d'urgence, de sauvegarde de la civilisation et de la paix ; les salariés sont confrontés aux politiques extrémiste, néolibérale, de la droite et de la gauche qui appliquent le programme de Barcelone, c'est-à-dire la déréglementation dans toute l'Europe. Les salariés n'ont d'autre choix que de combattre, tout en élaborant avec qui veut y participer, les éléments d'un programme de gouvernement pour la France et l'Europe. Le combat des salariés français est de même nature que celui mené en Autriche, dans tous les pays européens. Dans une tribune libre publiée par le Monde [4], cinq militants parisiens de SUD-éducation

écrivent qu'en mai-juin, on a assisté au « retour du politique » parmi les salariés. Je partage cette opinion. Reste le plus difficile : éclairer ce « retour », en travaillant à élaborer une alternative de civilisation.

Notes

[1] Ces lignes sont écrites le 11 juin.

[2] Nous publions l'appel des agents des impôts de Moulins, réunis le 5 juin et qui donne un aperçu de la politisation de ce mouvement de masse.

[3] Incroyable « Vive la grève » d'Arlette La-

guiller (!) contre la grève générale et... les militants de LO qui militaient pour cette perspective.

[4] Article d'Yves Bonin, Jean-François Fontana, Michel Lanson, François Pinson, Olivier Zuretti.

MOULINS : APPEL DES AGENTS DES IMPÔTS DE MOULINS RÉUNIS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTERSYNDICALE LE 5 JUIN 03

Depuis des années et des années jamais la mobilisation populaire actuelle n'a été aussi profonde, tenace et résolue. Jamais dans les villes, les localités, les rencontres entre responsables syndicaux de tout bord et représentants des administrations, entreprises mobilisées n'ont été aussi constructives et unitaires : les assemblées générales interprofessionnelles après les manifestations représentent un pas en avant important de la démocratie et du contrôle de l'action. Les UL ont joué leur rôle. Après la manifestation monstre du 25 mai, tout le monde attendait un mot d'ordre national immédiat et unitaire :

Qu'attendent les dirigeants nationaux pour se montrer dignes et responsables de cette mobilisation !

Qu'attendent-ils pour appeler à la mobilisation générale claire : à la grève générale !

Tout le monde le sait l'enjeu est un choix de société : celui de préserver le contrat social entre les générations construit par nos prédécesseurs. Le choix de FILLON-RAFFARIN est tout autre : il n'est pas de régler le problème des retraites mais de régler les retraites au sens de les liquider. Depuis 15 ans, la part des salaires directs et indirects dans le PIB n'a cessé de baisser et aujourd'hui cette baisse dépasse les 10 %. En faisant financer exclusivement par les salariés l'acquis de civilisation que représente l'allongement de la vie le gouvernement choisit l'aggravation des inégalités déjà constatée depuis des années.

L'enjeu est vital :

Qu'attendre d'un débat à l'A.N. ? Alors que les députés de la majorité demandent au gouvernement de tenir bon quand ils ne sont pas rejoints avec armes et bagages par les ROCARD, DELORS, CHARASSE, ATTALI, KOUCHNER ! Puisque nous sommes bien obligés de constater cette carence politique patente, il nous revient la responsabilité d'élaborer en commun nos propositions.

POUR CELA :

Renforçons le réseau des responsables syndicaux et représentants des administrations, écoles, lycées, entreprises dans une Assemblée Permanente de discussions et décisions.

Préparons la grève générale en appelant les DIRIGEANTS NATIONAUX À PRENDRE ENFIN LEURS RESPONSABILITÉS :

LA GRÈVE GÉNÉRALE. (adopté à l'unanimité).

Un « 21 avril » dans la lutte de classes

1/ Une situation dans une large mesure nouvelle s'est ouverte en mai 2003 en France, comme résultat de l'offensive engagée par le gouvernement Chirac-Raffarin et de la riposte de masse qui s'est développée, fondamentalement « par en bas », à partir de la mobilisation des enseignants.

La quasi-inexistence de la gauche ex-plurielle, tant au sein de la mobilisation que comme opposition politique au gouvernement, jointe au rôle central joué par les organisations et militants révolutionnaires, anticapitalistes ou simplement radicaux, ont donné à ce mouvement le caractère d'un 21 avril 2002 se déroulant directement sur le terrain de la lutte de classes. L'illusion « républicaine et citoyenne » du 5 mai, dont Chirac et Raffarin se prévalaient pour asseoir leur légitimité, a été dissipée. Il faut se rappeler les principaux phénomènes politiques du premier tour de l'élection présidentielle : effondrement de la gauche capitaliste, très bas niveau d'adhésion à la droite tra-

ditionnelle, forte abstention, et percée notable de l'extrême gauche qui aurait constitué l'événement politique du scrutin si, last but not least, Le Pen n'avait pas devancé Jospin de quelques dizaines de milliers de voix. Ces résultats avaient exprimé le rejet des politiques libérales menées depuis plus de 20 ans par tous les gouvernements, tout comme le fait que malgré de réels facteurs de pourrissement et les dangers qui en résultent, la classe des travailleurs était loin d'être défaite, restait disponible pour la lutte et aspirait majoritairement à une alternative politique progressiste. Or, ce sont ces rapports sociaux et politiques qui viennent maintenant de se traduire dans la plus grande mobilisation que le pays ait connue depuis Mai-Juin 1968.

Si le plan Fillon va cependant être adopté par le parlement, comme le seront aussi l'essentiel des mesures de « décentralisation » dans l'Éducation nationale, c'est parce qu'à l'exception du G10-Solidaires, dont

l'orientation a globalement répondu aux besoins de la lutte, les directions syndicales ont chevauché le mouvement pour empêcher qu'il ne débouche sur la grève générale — et y ont réussi (la politique de la confédération CFDT, qui comme en 1995 a été l'agent direct du gouvernement de droite, se situant à un autre niveau : celui d'un syndicat jaune). D'une part, ces directions (CGT, FO, FSU, UNSA) se sont inscrites dès le départ dans le cadre de la négociation ou concertation sur la « réforme ». D'autre part, elles ont ressuscité avec succès (même s'il leur faut maintenant s'attendre, surtout pour la CGT, à un retour de bâton) la vieille politique des « journées d'action », rebaptisées « journées de grève interprofessionnelles » et « temps forts de la lutte ». Elles ont de cette façon « remédié », pour le compte du gouvernement et du patronat, à la carence des partis de la gauche capitaliste.

2/ Un an après les élections présidentielle et législatives, le gouvernement Raffarin a donc fini par lancer l'offensive qui était exigée par le patronat et la finance : à la contre-réforme des retraites s'ajoutent les mesures de « décentralisation », le projet sur l'autonomie des universités, l'attaque centrale contre la sécurité sociale prévue pour la rentrée, les plans de privatisation à la Poste, à EDF-GDF et ailleurs. Malgré tout, le gouvernement ne s'est pas départi d'une certaine prudence. Ainsi, la présentation du projet de loi sur les retraites a été précédée d'une longue période de concertation avec les organisations syndicales, et son calendrier de mise en œuvre soigneusement étudié. Au contraire de ce qu'il se passe dans d'autres pays, l'allongement de la durée de cotisa-

tion a été planifié de façon très progressive (à échéance de 17 années), tandis que les régimes spéciaux, SNCF et RATP notamment, ont été provisoirement épargnés. Le report du projet sur les universités, puis le recul partiel sur la décentralisation dans l'Éducation nationale (qui ne touchera finalement que les personnels ouvriers et de service, ces catégories étant par ailleurs celles qui se sont le moins mobilisées), et maintenant les annonces sur le caractère très progressif et à long terme du plan à venir sur la sécurité sociale, vont dans le même sens. Le gouvernement, la bourgeoisie ont tiré des leçons de 1995. Et ils sont conscients de l'obstacle auquel ils vont devoir continuer à s'affronter.

3/ Cet obstacle n'est évidemment pas celui des partis de la gauche ex-plurielle. Au contraire, ces derniers avaient préparé le terrain à la droite et continuent aujourd'hui à se situer dans la même logique (engagement de Barcelone sur les retraites cosigné par Chirac et Jospin, rapport Mauroy sur la décentralisation...). Absent des mobilisations, le PS s'est trouvé ridiculisé lorsque plusieurs de ses anciens ministres ont dénoncé la pantomime du congrès de Dijon, en soulignant que Raffarin mettait en œuvre la politique que les « socialistes » auraient eux-mêmes appliquée s'ils étaient restés au gouvernement. Quant au PCF, s'il a fini par gauchir son discours en reprenant à son compte les revendications des grévistes, il n'a pas joué de rôle notable dans la mobilisation. Le mouvement de mai-juin 2003 a ainsi signifié, une nouvelle fois, qu'il n'y a plus de « politique de front unique » qui vaille en direction de ces partis, que les travailleurs ne reconnaissent plus comme les leurs. La seule unité

d'action envisageable et pertinente est ponctuelle, dans les mobilisations et sur les revendications qui sont définies par le mouvement social lui-même, de façon totalement extérieure à ces partis.

4/ Comme en 1995, ce sont les salariés de la fonction publique, cette fois-ci emmenés par les enseignants, qui ont été les principaux protagonistes du mouvement. Le fait qu'un secteur important de la classe ouvrière continue de disposer de protections syndicales et sociales substantielles (en premier lieu la garantie de l'emploi), donc de fortes capacités de mobilisation, est un élément constitutif de « l'exception française ». Cependant, le mouvement a aussi été marqué par un début d'entrée dans la lutte du secteur privé, à un niveau plus élevé qu'en 1995. L'irruption de nouvelles générations militantes (notamment mais pas seulement parmi les jeunes enseignants), l'auto-organisation autour des AG de grévistes et de leurs coordinations locales ou régionales, l'existence de véritables processus de grève générale régionale comme à Marseille, la dynamique interprofessionnelle de la mobilisation et de l'auto-organisation, ont été d'autres caractéristiques centrales du mouvement. Il est particulièrement remarquable qu'en divers endroits, les AG et structures de coordination interprofessionnelles, émanation de l'auto-organisation, soient parvenues à s'imposer aux directions syndicales traditionnelles (UL et UD), y compris en démontrant sur le terrain que c'était elles, et non les bureaucraties syndicales, qui détenaient la capacité effective de convocation des manifestations (cela a été très clair, par exemple, à Rouen).

5/ Les seules forces politiques organisées à avoir joué un rôle moteur dans la mobilisation sont l'extrême gauche (LCR, PT et LO) et les courants libertaires. Dans ce sens, on peut effectivement considérer qu'il n'y a eu dans la lutte qu'« une seule gauche », la gauche révolutionnaire et anticapitaliste. Tel n'est cependant pas le cas sur un plan politique plus général, où nous continuons à nous affronter à non pas une mais à deux autres gauches, ou deux variantes de la gauche capitaliste : le « social-libéralisme » sous hégémonie du PS, et les divers courants qui se réclament dans des proportions variables d'un « anti-libéralisme » non anticapitaliste, en affichant l'ambition d'un retour à un capitalisme « régulé » et plus « humain » (Nouveau Monde, direction Buffet et « refondateurs » du PCF, direction d'Attac...).

Il est nécessaire de souligner que la politique des différentes organisations d'extrême gauche n'a absolument pas été uniforme. Le PT a très souvent boycotté les structures d'auto-organisation des enseignants ou interprofessionnelles, tandis que LO (dont les militants avaient été à l'initiative de la première coordination enseignante, celle du 93) a longtemps refusé un fonctionnement démocratique de ces structures, basé sur le mandat. La LCR (et aussi, à sa manière, le PT) a défendu l'objectif de la grève générale, alors que LO s'y est refusée au nom d'une conception possibiliste poussée à l'extrême (« ce n'est pas nous qui pouvons déclencher la grève générale, alors il ne sert à rien d'en parler »), conduisant à capituler devant les directions confédérales en se rangeant de fait à leurs arguments (« la grève générale ne se décrète pas, ce sont les salariés qui

décident »).

6/ Il faut se poser la question, non seulement de comment mais aussi et surtout de pourquoi les bureaucraties syndicales, en premier lieu celle de la CGT désormais autonome de l'appareil du PCF, ont finalement « réussi leur coup ». Invoquer à ce sujet les « faiblesses objectives » du mouvement lui-même n'a que peu d'utilité (puisque cela revient à dire que la conséquence est la cause et vice-versa). Les explications qui mettraient en avant telle erreur d'orientation de telle composante du mouvement seraient également inopérantes, de tels facteurs ne pouvant avoir qu'une incidence marginale. La raison est plutôt à rechercher dans le degré de confiance dont les directions de la CGT, de FO et de la FSU bénéficient ou bénéficiaient encore auprès des salariés. Cette confiance relative repose sur le fait que ces organisations, contrairement aux partis de l'ex-gauche plurielle, restent perçues (en partie à juste titre) comme des outils de résistance au moins potentiels. De plus, leur rôle dans le mouvement semi-victorieux de novembre-décembre 1995 était fortement et positivement présent dans la mémoire collective des travailleurs. Évidemment, cette situation reflète aussi les limites du processus de recomposition syndicale engagé dans la foulée de 1995, processus marqué principalement par l'extension et le renforcement des SUD. De ce point de vue, la capacité des salariés en général et des syndiqués en particulier à voir clair dans la politique des directions syndicales et à en tirer les leçons sera très importante pour les luttes futures.

Notons que bien que moins en première ligne que la CGT, et en usant de davantage de précautions, les di-

rections de FO et de la FSU sont cependant entrées à fond dans le jeu des journées d'action s'opposant aux mouvements de reconduction de la grève à la SCNF, à la RATP et ailleurs (toutes ces journées ont été appelées en commun par ces trois organisations et par l'UNSA), ainsi que dans la logique de la négociation des « réformes » avant comme pendant le mouvement. On a ainsi pu voir Blondel affirmer au début du mouvement qu'il n'appellerait en aucun cas à la grève générale, car compte tenu de l'absence d'alternative politique ce mot d'ordre présentait un dangereux caractère « insurrectionnel », puis y appeler à demi-mot dans le meeting du 12 juin à Marseille, c'est-à-dire lorsque la perspective s'en était suffisamment éloignée ; ou encore Aschiéri se féliciter, après un recul gouvernemental extrêmement partiel, de « l'écoute » et de la volonté de négociation manifestées par Sarkozy sur la décentralisation, alors même que cette posture avait pour but évident de mieux faire passer l'essentiel des contre-réformes.

7/ Si les grèves et manifestations n'ont pas suffi à faire céder le gouvernement, ce dernier n'a toutefois remporté qu'une victoire partielle et précaire. Bon nombre de grévistes sont convaincus que la bataille qui se termine n'a été qu'un « premier round ». Beaucoup ont avancé qualitativement dans la compréhension que ce qui est jeu est un choix de société, et y compris, pour une fraction non négligeable d'entre eux, que le problème réside dans la logique d'un système qui a pour nom le capitalisme. Des liens interprofessionnels de solidarité et d'action militante ont été tissés à une échelle sensiblement plus large qu'en 1995. Le gouverne-

ment a nettement perdu cette « bataille de l'opinion » qu'il présentait comme étant pour lui l'enjeu décisif : tous les sondages montrent qu'une majorité de la population a soutenu les grèves et manifestations. Raffarin a dû reculer sur certains points, et il est clair que ces quelques concessions ont été arrachées par la lutte, pas par le débat parlementaire, lequel n'intéresse personne. Le gouvernement ne sort pas renforcé, n'est pas en meilleure posture qu'avant pour appliquer la suite de son programme. La gauche capitaliste n'est pas non plus mieux considérée, son rejet est même plus fort parmi les protagonistes du mouvement. Dans de telles conditions, la rentrée de septembre s'annonce potentiellement explosive.

8/ Il reste un problème absolument essentiel, auquel aucune force

politique n'a aujourd'hui apporté un début de réponse satisfaisant. Le 21 avril 2002 avait mis en évidence, dans le cadre déformé d'une consultation électorale, la nécessité de la construction d'une alternative politique, d'un nouveau parti anticapitaliste de masse, unitaire et démocratique. Mai-Juin 2003 a fait exactement la même démonstration, mais cette fois-ci, directement dans les luttes. Quand dans n'importe quelle réunion on peut voir un parent d'élève, un postier, un salarié d'une petite entreprise du privé, un chômeur prendre soudain la parole pour dire « oui, mais ce qu'il faudrait aussi commencer à discuter, c'est comment on pourrait changer la société », cela signifie que quelque chose de très important est en train de se passer dans la conscience ; mais aussi qu'il y a par conséquent un besoin urgent de répondre à cette si-

tuation en commençant à bâtir un outil, des outils appropriés. Urgent, car l'opportunité ne durera pas indéfiniment et l'on sait bien que « l'histoire ne repasse pas les plats ». Sans parler du fait que l'extrême droite reste en lice et guette toujours au coin du bois.

Les conceptions spontanéistes sont, ici comme souvent, inopérantes. Ce défi ne peut en effet être relevé sans une intervention collective, organisée, consciente, résolue de militants marxistes révolutionnaires. Il est vrai qu'en l'absence, jusqu'à présent, d'initiatives sérieuses émanant des forces qui auraient la possibilité d'impulser une convergence anticapitaliste vers une nouvelle construction politique, chacun se trouve plus ou moins réduit à se poser la question de comment œuvrer dans ce sens à son propre niveau, là où il est et intervient. Une réponse immédiate, nécessaire quoique forcément limitée et notablement insuffisante, est de poser ouvertement le problème au sein des regroupements militants qui se sont forgés dans la grève, en les encourageant à commencer eux-mêmes, « par en bas », à le prendre à bras-le-corps.

n

En votant massivement pour Lula, le candidat du Parti des Travailleurs (PT) aux élections présidentielles, 39 millions de Brésiliens, au premier tour (plus de 46 % des voix), et 53 millions au second (plus de 60 %), sanctionnaient en octobre dernier le bilan de huit ans de contre-réformes libérales appliquées par le gouvernement du Président sortant, Fernando Henrique Cardoso. Le candidat appuyé par celui-ci, José Serra, était battu sans appel possible. C'est là l'appui électoral le plus massif reçu par un candidat présidentiel au Brésil dans l'histoire, appui électoral qui se portait de surcroît pour la première fois sur un candidat ex-ouvrier métallurgiste, figure emblématique d'un parti comme le Parti des Travailleurs.

Où va le gouvernement Lula, où va le PT ?

Matériaux pour engager la discussion

Des millions de travailleurs des villes et des campagnes, des millions d'exclus, d'exploités et d'opprimés et, avec eux, des couches importantes des classes moyennes et de la petite bourgeoisie exprimaient ainsi leur mécontentement profond, leur aspiration au changement, leur espoir de changer la vie et d'échapper au gouffre dans lequel les Brésiliens ont vu précipités l'Argentine voisine et son peuple, à la suite de l'application des mêmes re-

cettes dites néolibérales que Cardoso avait mises en œuvre au Brésil. Cette victoire était une expression, sur le terrain électoral, du mouvement qui pousse les masses latino américaines à se mobiliser contre leurs gouvernements, sous les formes les plus diverses, incluant de fortes explosions sociales, comme récemment en Bolivie et au Pérou. Il s'agit pour elles de lutter contre la mise en œuvre de ces contre-réformes destructrices qui ont été appliquées

partout par les élites gouvernantes depuis « l'engagement de Washington » de 1990.

Quelques semaines pourtant après avoir porté Lula et le PT au gouvernement, les militants ont été obligés de reconnaître, tout comme l'ensemble des intellectuels qui ont combattu pour la victoire de Lula, que depuis la présidence de la République celui-ci mène une politique qui tourne le dos au parcours historique du parti, et qui affirme chaque jour plus fortement sa continuité avec celle du gouvernement précédent. C'est ce virage que cet article cherche à documenter.

LE BILAN DÉSASTREUX

DU GOUVERNEMENT

CARDOSO

A la suite de la politique menée au Brésil par Cardoso, « on est face, dit Ricardo Antunes, à un pays qui est littéralement confronté au dénuement sur le plan des ressources énergétiques, à une désindustrialisation dans de nombreux secteurs, et à une intégration à l'ordre mondial fondée sur une désintégration sociale ». Et Antunes d'ajouter : « le slogan du Président Juscelino Kubitchek (1956-1960), "Le Brésil doit croître de cinquante ans en cinq ans", F. H. Cardoso l'a adapté de la façon suivante, "détruire cinquante ans de croissance en un peu plus de 5 ans" ». Au cours de ses deux mandats de 94 et 98, la politique de Cardoso a conduit à la déstructuration du tissu productif lié au marché intérieur brésilien, à un déplacement massif du centre de l'activité économique vers les exportations et à la privatisation de grands secteurs de l'économie liés à l'État. Cette politique a conduit à l'accroissement de

l'appauvrissement des masses populaires et à l'augmentation des inégalités sociales. Elle a assis plus fortement la prédominance du capital financier et permis l'expansion des possibilités de spéculation du capital de placement. La transnationalisation de la bourgeoisie brésilienne a été très intense. Sous la gestion Cardoso, 20 à 30 % du PIB ont changé de mains, non seulement dans l'industrie et l'agro-industrie, mais aussi dans les banques. Le rôle de l'endettement est devenu majeur, conduisant à une politique économique monétariste. Les ingérences du FMI sont devenues courantes, certains économistes n'hésitant pas à dire que le véritable Ministre de l'économie du Brésil est le Directeur général du FMI. Enfin la précarisation du monde du travail s'est généralisée. Sur 80 millions de travailleurs actifs, 60 % sont employés dans des emplois précaires et informels, ne faisant aucun apport (ni patronal, ni employé) au système de retraites.

L'un des rapports d'analyse de conjoncture présentés pour le Congrès de la Centrale Unique des Travailleurs (la CUT) de juin 2003, est éloquent. Le nombre de chômeurs est passé de 2,37 millions en 1990 à 11,45 millions en 2000, plaçant le Brésil en deuxième position sur ce plan selon l'OIT. Le revenu de ceux qui travaillent est tombé de 20 % en décembre 2002 par rapport à décembre 2001. Au Brésil 55 % des travailleurs ont seulement un travail dit « informel » sans contrat, protection légale ou droit d'aucune sorte, et ont un revenu inférieur au salaire mensuel minimum (qui était en avril 2003 de 70 dollars par mois). Le Brésil est un pays où 49 millions de personnes gagnent moins de la moitié de ce salaire minimum.

Ce ne sont pas là des chiffres qui in-

téressent le FMI et les investisseurs financiers étrangers. Les indicateurs qui les préoccupent sont ceux de la dette externe, qui est passée de 22,6 % du produit intérieur brut (PIB) en 1995 à 39,7 % en 2000. Les comptes publics portent les mêmes stigmates négatifs. En l'absence d'un système fiscal digne de ce nom et surtout d'une imposition quelconque de la fortune et des hauts revenus, la dette publique intérieure est passée de 147,2 billions de réais (26 % du PIB) en juin 1994 à 800 billions (60 % du PIB) à la fin de 2002. Les intérêts dus par le secteur public ont augmenté de 48,7 billions en 1995 (7,5 % du PIB) à 140 billions en 2002 (11 % du PIB). Les revenus de la partie de la population brésilienne qui paye l'impôt (surtout des impôts indirects, TVA, etc.) sont ainsi aspirés, mois après mois, par le paiement des intérêts, au bénéfice du capital financier, des grandes banques nationales et internationales. Le FMI exige alors, pour satisfaire la rente des actionnaires, des coupes sombres dans les budgets sociaux et les investissements productifs.

La modernité et le progrès dans les infrastructures, qui viendraient selon Cardoso avec les privatisations et l'afflux de nouveaux capitaux extérieurs, reçurent un démenti dramatique lors de la grande crise de l'énergie de l'année 2001. L'incurie dans le domaine des infrastructures est périodiquement illustrée par la défaillance des entreprises d'énergie électrique privatisées, les pannes dans le transport aérien et les problèmes dans les communications téléphoniques, avec des augmentations abusives de tarifs et l'abaissement général de la qualité des services, comme dans presque tous les autres secteurs privatisés. « Aujourd'hui, on peut voir ce qui reste de ce

pays dépendant et désorienté, écrit Antunes. Ce qui avait été conçu comme une voie d'intégration extravertie du Brésil à l'économie mondiale (par opposition à un développement autocentré) fut en vérité une voie de complète désintégration introvertie. Le Brésil après la présidence de Collor (1990-92) et de Cardoso (1994-2002) est un autre pays, plus fragile, plus discrédité plus bafoué. » C'est contre les effets de cette politique et les conséquences de ce bilan désastreux que plus de 60 % de Brésiliens se sont prononcés, en se saisissant de la candidature de Lula. Ils ont identifié celle-ci à une volonté de changement, exprimant un désir de transformation sociale et politique, marquant un tournant à gauche dans les relations entre les classes de ce pays. Il ne s'exprime que partiellement au plan parlementaire. Si le PT devient le principal parti à la Chambre des députés, avec un groupe de 91 députés, il n'est qu'une forte minorité, y compris si l'on ajoute les députés élus des partis qui formaient la coalition électorale de Lula. Il en va de même au Sénat. Enfin la majorité des gouverneurs élus dans les 27 États sont membres des partis traditionnels bourgeois, le PMDB, le PSDB, le PFL. Le PT n'a conquis que 3 États relativement marginaux et a perdu celui de Rio Grande du Sul, même s'il a disputé de nombreux seconds tours.

LA CRISE POLITIQUE

DE LA BOURGEOISIE

L'épuisement de la formule politique représentée par le gouvernement Cardoso (social libéral, admirateur de Blair, reçu il y a quelques années avec enthousiasme par le gouvernement Jospin et ses conseillers économiques) s'est traduit par l'éclate-

ment de la coalition au pouvoir (PSDB- PFL) et par son incapacité à se regrouper autour d'un candidat unique. De plus, plusieurs des contre-réformes de Cardoso se sont enlisées au Parlement, donnant ainsi un sentiment d'impuissance, de fin de parcours, alors que des scandales financiers et des phénomènes de corruption venaient éclabousser l'entourage présidentiel.

Les élections ont été caractérisées par la multiplication de candidatures bourgeoises, dont pas une seule ne défendait le bilan gouvernemental, le candidat officiel lui-même, José Serra, tentant de s'en démarquer. Dans ce contexte social et politique, en l'absence, précisons-le, de grands affrontements sociaux sur le terrain direct de la lutte des classes, les élites brésiliennes ont entamé peu à peu, à partir de la montée en puissance de la candidature de Lula, un mouvement préventif visant à réorganiser leur ligne de défense, leur système d'alliance.

Tout d'abord, un secteur de l'élite des entrepreneurs, représenté par José Alencar, sénateur du Parti Libéral, lié à un courant international d'une Église protestante pentecôtiste très réactionnaire (très implantée aux États-Unis), propriétaire d'une entreprise textile, la COTEMINAS, dont le chiffre d'affaire est de 323 millions de dollars par an et qui emploie 18 000 salariés, a accepté d'être le candidat vice-président de la candidature Lula. Il avait refusé auparavant plusieurs offres de la part d'autres candidats présidentiels, dont une venant de José Serra. L'alliance entre le Parti des travailleurs et le sien, le Parti Libéral, a été pionnière. Pour situer ce parti, disons qu'il soutenait au premier tour les candidats gouverneurs de la droite brésilienne, comme A. C. Magalhaes (Salvador de

Bahia) et P. Maluf (Sao Paulo). Le président de la Banque interaméricaine de Développement (BID), Enrique Iglesias, a défendu l'alliance avec le PT de même que Roberto Sebulal, le patron de la Banque ITAU (Brésil), deuxième banque privée du pays, qui a appuyé sans hésitation cette formule lors d'une réunion des poids lourds du capital financier américain dans la capitale fédérale Washington.

Avant le premier tour des élections, l'un des « barons » très représentatifs de l'oligarchie du Nord Est, l'ex-Président José Sarney, membre de poids du PMDB, le parti bourgeois autour duquel s'articulent toutes les coalitions gouvernementales au niveau Fédéral ou dans les États, ainsi que d'autres caciques politiques comme Oreste Quercia, ex-gouverneur de Sao-Paulo, se sont agrégés à cette alliance, réalisant leur jonction avec le noyau central de la campagne électorale de Lula. Avec leur arrivée, on a eu affaire à un déplacement très significatif de l'axe politique de la bourgeoisie brésilienne vers un bloc avec l'équipe dirigeante de la candidature Lula.

Au début de l'été 2002, les investisseurs financiers étrangers et nationaux ont déclenché une spéculation contre la monnaie brésilienne, prélude à de grandes manœuvres orchestrées par les institutions financières internationales et les banques étrangères, avec la participation active de Cardoso, pour présenter aux principaux candidats à l'élection présidentielle, et surtout à Lula, un protocole d'accord avec le FMI. Il s'agissait de restreindre au maximum la liberté d'action d'un futur gouvernement présidé par ce dernier. Tous les candidats l'ont signé, celui du PT compris. Enfin, entre le premier et le deuxième tour, tout en poursuivant

leur chantage à la déstabilisation financière (fuite des capitaux par les grands spéculateurs brésiliens et les transnationales, possible défaut de paiement de la dette brésilienne...), les élites brésiliennes, de façon plus nette, se rapprochaient de l'équipe de direction de la campagne de Lula. Des secteurs très traditionnels se prononçaient en sa faveur : outre les candidats battus au premier tour, la campagne du candidat du PT recevait l'appui de politiciens comme ceux cités plus haut, tels que Magalhães et Paulo Maluf. Des négociations s'ouvraient pour un « gouvernement de transition » qui se fixerait comme but de toucher le moins possible à l'orientation politique mise en œuvre par le président sortant.

Telles sont les étapes par lesquelles la bourgeoisie brésilienne a accepté d'utiliser comme nouvelle ligne de défense l'alliance avec le représentant emblématique du Parti des Travailleurs. Elle s'est ralliée à l'homme que, élection après élection, elle avait disqualifié et couvert de ses sarcasmes et de son mépris. Elle a accepté de s'allier au parti issu des grandes grèves de la fin des années soixante-dix, qui était venu perturber la transition négociée avec les militaires autour d'un bipartisme bourgeois rassurant. Voilà un signe important de l'érosion qui atteint le système de domination de classe de l'ordre bourgeois au Brésil et en Amérique Latine, après plus d'une décennie de contre-réformes libérales, un signe du tournant dont nous parlions plus haut.

Mais si ce processus de rapprochement et de captation de l'orientation de la campagne électorale de Lula a pu se réaliser si facilement, c'est qu'il trouvait dans le noyau dirigeant du PT un répondant enthousiaste.

LA PROFONDE MUTATION

DU PT

Il serait nécessaire d'engager un travail de fond pour retracer et analyser pas à pas le parcours du PT et l'évolution vers des positions social-démocrates opérée par la direction. Les transformations qu'il a connues dans le cours des années quatre-vingt-dix, qui ont vu le plein déploiement à l'échelle mondiale des contre-réformes libérales frappant un mouvement ouvrier à la défensive, et l'offensive idéologique « irrésistible » qui les a accompagnées, particulièrement après la chute du mur de Berlin en 1989, ont été particulièrement décisives. Dans le cadre de cet article d'actualité, nous ne pouvons l'engager sérieusement. Mais ce débat est indispensable, et il a une portée mondiale, puisque le PT, hôte du Forum Social de Porto Alegre, est au centre de l'attention de millions de personnes dans le monde.

Disons que lors de son Congrès national de décembre 2001, le PT approuvait encore, même sous une forme édulcorée, des lignes directrices programmatiques proposant la rupture avec le « néolibéralisme », reprenant, même de manière diluée, certaines formules historiques du parti, liant, même de façon formelle, la conquête du gouvernement avec une perspective socialiste. Ce texte est connu sous le nom de « Conception et axes directeurs du programme de gouvernement du PT pour le Brésil ». Préparé par une série de glissements théoriques et pratiques qu'il faudra reprendre minutieusement, le programme électoral présenté pour les élections présidentielles par les membres de la direction de campagne de Lula est bien différent. Son élaboration a tous les aspects d'une sorte de coup de force

de la part d'une équipe restreinte comptant sur la passivité et l'opportunisme de la majorité du Directoire national du P T. Présenté en juillet 2002, le programme électoral « Un Brésil pour tous » a été précédé en juin 2002 par le texte de Lula intitulé « Lettre au Peuple Brésilien » publié au plus fort de la pression et de l'atmosphère d'incertitude créées par la spéculation contre le réal et les titres publics brésiliens. Ce texte, largement diffusé, cherchait surtout à tranquilliser les marchés financiers. C'est dans ce texte que Lula, tout en réaffirmant ses engagements par rapport aux changements voulus par la population, introduit l'idée d'une période de transition dont les prémisses seront « le respect des contrats et obligations du pays. »

Quelques semaines plus tard, abandonnant l'idée de rupture, le « programme de gouvernement », expurgé de toute référence à des notions même vagues d'anticapitalisme (le mot socialisme n'apparaît pas une seule fois dans les 88 pages du document), reprend et développe la notion de période de transition et énumère des mesures dans lesquelles sont préservés des aspects centraux de la politique de F. H. Cardoso, en particulier en matière de réforme des retraites. Pendant toute la campagne, la nécessité de « respecter les engagements » contractés par le gouvernement antérieur a été martelée, y compris le paiement total des dettes publiques, aussi bien la dette externe que la dette interne, rompant ainsi avec la position antérieure de la direction du PT de « moratoire de la dette ». Le nouvel accord signé avec le FMI, en échange d'un nouveau prêt, préparé pendant la campagne, a été présenté comme inévitable.

L'ALIGNEMENT SUR
LA CONFIGURATION
DES RETRAITES
PRÉCONISÉE PAR
LA BANQUE MONDIALE

Revenons sur certains aspects de ce « programme de gouvernement ». Au centre du projet gouvernemental se trouve l'idée d'intégration des classes sociales du Brésil dans un « destin commun » par l'intermédiaire d'un « nouveau contrat social » dont l'État, gouverné par le PT, facilitera l'établissement. Ce « nouveau contrat social » lui permettra de diriger les ressources du pays « vers l'investissement productif en direction de la croissance économique et le progrès matériel accessible à tous », pour « un développement national conciliant les exigences du marché et les demandes sociales ». Le marché brésilien d'actions doit devenir, sous la conduite de ce gouvernement, un instrument central pour ces investissements productifs. Pour l'alimenter, un rôle essentiel est réservé dans le programme de campagne de Lula à la mobilisation boursière des fonds d'épargne salariale et des fonds de pensions, permettant d'impliquer ainsi les travailleurs brésiliens dans le renforcement du marché de capitaux brésiliens. Cardoso a joué un rôle pionnier dans l'utilisation des fonds de pension salariaux pour la capitalisation d'entreprises d'État, comme celle du pétrole, la Petrobras, ou d'entreprises privées comme la « Compagnie Vale do Rio Doce ». Il a utilisé aussi les ressources des « Fonds de Garantie pour Temps de Service » pour acheter des actions de la Banco de Brasil. Le programme électoral élaboré par la direction du PT a systématisé cet-

te orientation. Adoptant la problématique de la Banque mondiale sur les « trois piliers » des systèmes de retraites (régime minimum de sécurité sociale, régime complémentaire et épargne salariale), le programme dit : « Quant au troisième pilier qui peut être mis en œuvre à travers des fonds de pensions, institués par des entreprises ou par des syndicats, à l'intention de travailleurs qui veulent un revenu supplémentaire en plus de celui qui est garanti par les régimes de base, il doit être compris aussi comme un puissant instrument de renforcement du marché interne futur et source d'épargne à long terme pour le développement du pays. La croissance et le renforcement de cette institution est nécessaire par le moyen de mécanismes incitatifs. » Mais pour libérer massivement ces ressources financières, il faut une « grande réforme du système des retraites ». Selon le programme de gouvernement « c'est l'un des plus grands défis politique et administratifs du futur gouvernement », et de préciser : « Cette profonde reformulation doit avoir comme objectif la création d'un système de retraites de base universel, public, obligatoire, pour tous les travailleurs brésiliens du secteur public et privé. Le système doit avoir un caractère contributif, avec des revenus clairement stipulés et la valeur du plafond des revenus de la retraite clairement définis ». « En complément du système public universalisé, pour les travailleurs tant du secteur public comme du privé, qui voudraient des retraites supérieures à celles offertes par le plafond de retraite du système public, il y aura un système de plans complémentaires de retraites à but lucratif ou non, de caractère facultatif et appuyés par les employés et les employeurs ».

La réforme vise d'abord les fonctionnaires qui touchent actuellement une retraite équivalente à leur dernier salaire et sont régis par un système spécial (le RJV) qu'il faut donc éliminer pour réaliser ce « système de retraite unique » prévu par le programme. Au lieu d'aligner tous les travailleurs sur les acquis des fonctionnaires, le programme veut les aligner tous sur les retraites misérables des travailleurs, du privé, régis par le système général (le RGPS) dont les retraites de base ont un plafond de 400 \$. Il s'agit donc d'une part de réduire massivement le budget consacré au paiement des retraites et d'obliger dans la pratique les travailleurs qui aspirent à une retraite en rapport avec leur salaire à apporter « volontairement » à un fond de pension. Cette réforme est très proche des projets élaborés par le gouvernement Cardoso, comme des recommandations de la Banque Mondiale qui envoya quatre « rapports confidentiels » entre 1999 et 2000 au gouvernement brésilien, ainsi qu'elle l'a reconnu en juillet dernier (Rapport spécial de la Banque Mondiale : L'ampleur du défi de la Sécurité Sociale au Brésil). La parenté de la « réforme » brésilienne avec les plans mis en œuvre dans le monde par l'ensemble des gouvernements bourgeois est claire. Ces plans, dans lesquels s'inscrit le démantèlement du système de répartition en France, sont des attaques réfléchies contre les acquis des travailleurs. Or voilà que ces plans sont repris pour le Brésil par le programme d'un parti comme le PT, qui s'est formé dans le combat contre la dictature militaire, pour la conquête des droits des travailleurs et pour leur indépendance de classe.

LA CONFIGURATION
DU GOUVERNEMENT LULA
ET LA PLACE DONNÉE
AUX REPRÉSENTANTS
DE LA FINANCE
INTERNATIONALE

Achevant la mutation des sommets du PT, l'appareil dirigeant de la campagne électorale, inspirateur et rédacteur du projet gouvernemental, est devenu le centre de gravité du parti. Organisé autour de José Dirceu, futur directeur de cabinet de la Présidence, il comprend Antonio Palloci, futur ministre des Finances et coordonnateur du projet de programme, Luis Gushiken, futur secrétaire de Communication et de Gestion Stratégique du gouvernement, José Genoïno, le nouveau président du PT, et bien entendu Lula lui-même. Après la victoire électorale, ce noyau central formera l'équipe de transition vers la mise en place du nouveau gouvernement. Il dirigera une politique d'alliance sans rivage à droite configurant enfin les contours du gouvernement Lula dont il tiendra les rennes.

Lula a nommé 30 ministres et 4 secrétaires d'État, plus le directeur de la Banque Centrale dont l'importance, comme on va le voir, est majeure. Vingt sont membres du PT, les partis de l'Alliance au second tour ayant chacun un ministère. Des engagements ont été pris pour inclure dans un prochain remaniement ministériel un ministre du principal parti bourgeois, le PMDB, clef de voûte de la transition négociée avec la dictature militaire au début des années quatre-vingt. Le noyau gouvernemental a jeté tout son poids pour que les sénateurs du PT votent en faveur de José Sarney du PMDB comme président

du Sénat. Cela a motivé la protestation et l'opposition énergique de la sénatrice du PT, Heloisa Helena devenue depuis l'un des symboles de la lutte pour la préservation des acquis du PT des origines [voir son interview dans ce numéro]. Des nominations à des postes déterminants vont permettre de réaliser un élargissement du gouvernement, allant encore bien au-delà de la coalition qui appuya Lula au premier et même au second tour. Elles ont porté sur le président de la Banque Centrale et sur deux ministres de la sphère économique, liés au parti de Cardoso, le PSDB.

L'élargissement à droite de l'équipe gouvernementale, notamment pour les postes économiques, exige qu'on s'attarde sur ces nominations. Tout d'abord celle du directeur de la Banque Centrale, Henrique Meirelles. Cette institution est en principe sous la tutelle du ministère de l'Économie, mais elle fonctionne de manière toujours plus indépendante. Elle est devenue déterminante pour la politique économique. De sa direction dépend la définition de la politique monétaire, celle des changes, de la réglementation et de la supervision du système bancaire et du mouvement des capitaux. La définition des taux d'intérêts et des taux de change a une énorme implication budgétaire. De ces variables dépend grandement la dimension du « surplus budgétaire primaire » (l'excédent entre les dépenses et les recettes de l'État avant le paiement des intérêts de la dette publique, nécessaire pour en payer les intérêts et satisfaire ainsi les exigences des marchés financiers et celles du FMI). Henrique Meirelles vient de la finance internationale, ancien président de la Chambre panaméricaine de commerce, premier latino-américain qui ait présidé aux intérêts d'une

banque internationale aux États-Unis, la Fleet Boston, septième banque américaine, dont la filiale au Brésil est la Bank of Boston, pour le renflouement de laquelle une partie des crédits accordés par le FMI l'été dernier ont été destinés. Meirelles touche une retraite de 750 000 dollars annuels de la Fleet Boston et possédait jusqu'en janvier 2003 275 575 actions de cette banque cotée à la Bourse de New York. Selon son cabinet de presse, elles auraient été toutes vendues depuis. Membre du même parti que Cardoso, le PSDB, Meirelles a fait la campagne électorale contre le PT et a été élu député.

Le nouveau président de la Banque Centrale du Brésil apporte au sein du nouveau gouvernement le point de vue des investisseurs internationaux, comme il l'a lui-même affirmé publiquement dans de nombreuses déclarations : « Aujourd'hui, les taux d'intérêts du Brésil sont en réalité décidés à New York et à Londres. Cette équipe ici au Brésil ne connaît pas le marché de là-bas. Moi j'ai vécu les six dernières années à Boston, captant et investissant des fonds dans les grands marchés internationaux, avec de fortes positions au Brésil, en Argentine, au Chili, au Mexique, à Singapour, en Corée, en Indonésie et à Hong Kong. Moi, j'ai opéré tout le temps dans ces marchés. Ma vision de gestion de crise est beaucoup plus grande que celle de l'équipe en place ici au Brésil. Dans la Bank of Boston Corporation j'étais responsable de la trésorerie. C'est-à-dire de la table des opérations, et non seulement pour le poste des marchés émergents mais aussi pour le poste du papier monnaie américain. Et la position que je dirigeais était plus grande que celle que gère la Banque Centrale ici. J'avais en charge 80 bil-

lions de dollars dans la Bank of Boston, et 200 billions dans la Fleet Boston. » (Folha de Sao Paulo 12.12.02.) Au Sénat, Meirelles a répété tout cela dans son discours d'investiture, affirmant que sa gestion à la tête de la Banque centrale serait marquée par la continuité : « Suivrons-nous la politique de M. Arminio Fraga ? (son prédécesseur dans le gouvernement antérieur) Oui ! » avant de se référer à la gestion de Cardoso, « une politique économique qui a apporté des progrès considérables au Brésil ». C'est contre la nomination de ce personnage que s'éleva aussi la Sénatrice du PT Heloisa Helena, s'attirant pour cela des menaces publiques d'exclusion de José Dirceu.

Non content de cette nomination, le gouvernement Lula a défendu, dès les premières semaines, un projet d'autonomie opérationnelle de la Banque Centrale, laquelle est l'une des exigences présentées par le FMI. Cette autonomie constitutionnelle donnerait plus de consistance à la liberté d'action dont la Banque centrale dispose déjà pour atteindre les objectifs fixés par le monétarisme, priorité à la lutte contre l'inflation et au service de la dette, quelles qu'en soient les conséquences pour la croissance et l'emploi. De plus, le mandat des directeurs de la Banque centrale serait de durée fixe. Ce serait donc Meirelles qui déterminerait les marges de liberté du ministre des Finances en se servant de sa capacité à influencer sur le montant des ressources fiscales. Jusqu'ici le PT s'était toujours opposé à cela, expliquant à juste titre que ces mesures, qui demandent une modification de la Constitution, mettaient en cause la souveraineté nationale. C'est pourtant, dès le début, la première grande réforme annoncée par le gouver-

nement du PT, reprenant une proposition déposée l'année antérieure par le candidat adversaire de Lula, José Serra.

Aux commandes de l'Industrie et de l'Agriculture, Lula a nommé deux représentants de l'agro-industrie, dirigeants des Chambres patronales, personnalités représentatives des liens établis par la bourgeoisie brésilienne avec les grands groupes internationaux. Le nom de Luis Fernando Furlan, ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, a été proposé par la FIESP (Fédération des industriels de l'État de Sao Paulo) principale organisation patronale du pays dont il était le Vice-Président. La proposition a été faite à la demande de Lula. Furlan est à la tête de la plus grande firme exportatrice de volailles, de porcs et de viande du Brésil : la Sadia. Celle-ci possède douze grandes usines au Brésil dans sept États. Furlan est au Conseil d'Administration de AMO BANK BRASIL (filiale de la grande banque multinationale hollandaise). Il est aussi lié à l'Association des Producteurs d'Automobiles. Il est Vice-Président de l'Association des exportateurs brésiliens et du Mercosur European Business Forum (MEBF). Il est aussi membre du Brazil-USA Business Development Council et de la Direction du Latin American Enterprises Council (CELA). Habitué des forums économiques mondiaux, il va plaider la cause des grands exportateurs nationaux et internationaux (voir A l'Encontre, décembre 2002). Le ministre de l'Agriculture, Roberto Rodriguez, est un grand propriétaire foncier dans la région de Ribeirao Preto (État de Sao Paulo) et dans la région du Maranhao. Rodrigues a toujours insisté sur le rôle exportateur de l'agriculture pour dégager des excédents pour la balance com-

merciale brésilienne. Il a dirigé presque toutes les institutions s'occupant de l'agriculture et des exportations agricoles. Il est donc aussi un représentant de l'agro-industrie, de l'agro-business dans le gouvernement Lula. Ces nominations définissent une configuration gouvernementale destinée à assurer une forte continuité de politique économique avec le gouvernement Cardoso. L'examen de la composition de l'équipe du ministère des Finances précise encore ce choix politique.

UN MINISTRE DES FINANCES,

LIBÉRAL » MILITANT

Le ministre des Finances, Antonio Palloci, militant du PT, ex-trotskyte de l'organisation lambertiste brésilienne, converti au social-libéralisme, s'est entouré tout d'abord d'un secrétaire de la Recette fédérale et d'un secrétaire du Trésor national qui ont participé tous deux au gouvernement Cardoso. La nomination au secrétariat de Politique Économique de Marcos Lisboa est encore plus significative. Cet économiste est l'un des plus importants économistes libéraux de la nouvelle génération. La politique économique qui sera définie dès les premières mesures gouvernementales est inspirée d'une orientation néolibérale en totale continuité avec celle du second mandat de Cardoso. Dans son discours d'investiture, Palloci précisait ce qu'il entendait par « transition ». Il a déclaré notamment : « Le thème de la transition a soulevé quelques inquiétudes sur ce qui viendrait après la phase de transition. On a spéculé sur la fin des excédents primaires du budget de

l'État, la fin des objectifs de contrôle de l'inflation comme du régime de change flottant, et l'adoption de mesures non conventionnelles et inventives dans la conduite de la politique macroéconomique. A ces légitimes préoccupations nous répondrons de manière non équivoque : le nouveau régime a déjà commencé, une bonne gestion de la chose publique requiert la responsabilité budgétaire et la stabilité économique. Le gouvernement qui terminait hier sa gestion a eu des mérites sur ce plan et cela ne nous gêne absolument pas de le reconnaître. Mais cela n'est pas son patrimoine exclusif, de même qu'il ne le sera pas pour notre administration. [...] Ainsi, la transition du modèle que nous avons à ce que le pays revendique, c'est le dépassement des difficultés à court terme. » Il est clair que pour le ministre, qui parle au nom de l'équipe centrale de Lula, la phase de transition ne constitue pas une phase de changement de modèles économiques. Comme il le réaffirmera plus tard dans un document du ministère du Trésor, la période de transition, qui est faite pour durer, inclut un processus d'ajustement des conditions macroéconomiques et la réalisation de réformes structurelles, lesquelles sont déterminées par une politique structurelle d'austérité budgétaire définie comme « le premier pilier de la politique économique. »

LE GOUVERNEMENT LULA AURAIT-IL « DEUX ÂMES » ?

La composition du gouvernement laisse peu de doute sur le fait qu'il est commandé par des gens dressés contre l'aspiration des masses brési-

liennes au changement. Certains milieux intellectuels militants ou proches du PT dès les origines ont expliqué que le gouvernement Lula souffrait d'un dédoublement de la personnalité, qu'il était « schizophrène ». D'autres, membres de l'aile gauche du PT, comme Joao Machado, dirigeant historique de la tendance « Démocratie socialiste » et membre du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale, au terme d'analyses très pertinentes sur la composition et le programme de ce gouvernement, en concluent qu'il « a deux âmes ». Pourtant, toute l'analyse conduit à conclure que le Gouvernement Lula n'a pas « deux âmes » mais une seulement, marquée par une orientation qui a choisi des alliances établies sans rivage à droite avec des représentants politiques et économiques marquants d'une bourgeoisie brésilienne organiquement liée dans ses secteurs de poids aux intérêts des multinationales et aux circuits financiers dominants. Cette orientation est scellée par des accords signés et des liens établis avec les organismes financiers internationaux de l'impérialisme, FMI et Banque mondiale, et elle correspond enfin aux options pro-libérales du noyau central de l'équipe gouvernementale. Comme la suite le confirmera rapidement, la présence de ministres appartenant aux ailes gauches du PT, comme « Démocratie socialiste », à laquelle appartient le ministre de la Réforme agraire, Rossetto, n'a qu'un but, celui de leur ôter leur liberté de mouvement et de les compromettre, moyennant la caution qu'ils apporteront à une politique qui va nécessairement être tournée contre les aspirations au changement des masses de travailleurs brésiliens. Le gouvernement Lula n'a pas deux

âmes. Il n'en a qu'une ! C'est sur elle que se discipline l'ensemble de l'équipe gouvernementale. La globalisation libérale ne laisse aucune marge de manœuvre à qui veut contenir la contestation d'une politique antilibérale dans l'espace « réaliste » d'une gestion loyale du capitalisme, comme veut le faire « le nouveau contrat social » de Lula. Qui veut rester dans les limites d'une humanisation du capitalisme ne peut échapper aux lois d'airain dictées par les besoins du capital financier international.

Certes, étant donné l'immense charge d'espoir que des millions de Brésiliens ont placée dans ce gouvernement, il convient dans cette période initiale « d'état de grâce » d'avoir une attitude pédagogique. Mais en même temps, parce qu'il s'agit justement du sort de ces millions d'hommes et de femmes, tout militant et toute tendance fidèles aux acquis théoriques et pratiques accumulés dans la construction du Parti des Travailleurs et voulant œuvrer à sa sauvegarde, ne fût-ce que comme instrument indépendant au service des travailleurs, ne peut accepter le moindre engagement à un poste de responsabilité dans cet exécutif.

LES PREMIERS CENTS JOURS DU GOUVERNEMENT LULA

La détermination agressive avec laquelle le noyau central du gouvernement Lula a fait ses premiers pas pour appliquer l'agenda du président sortant, Cardoso : continuité de la politique monétaire, politique d'austérité budgétaire et contre-réformes sociales, a laissé de nombreux secteurs de gauche, militants et sympathisants du PT, dans un véritable état de sidération. Par contre, l'ac-

tion de Lula à la tête de ce gouvernement a beaucoup impressionné les chefs d'entreprises, les banquiers, les fonctionnaires internationaux et les chefs d'État bourgeois. L'accueil qu'il a reçu à Davos et au G8 en sont la démonstration. Le directeur du FMI l'a même désigné comme « l'homme d'État du XXI^e siècle ».

Bien sûr, chacun comprend que ce n'est pas en trois mois que la vie quotidienne de millions de Brésiliens peut changer, la vie de ceux qui subissent le chômage, les baisses de salaire, le manque de terre, de crédit, de logement, celle de ces pauvres des villes et des campagnes, de ces jeunes partant chaque jour à la chasse à un emploi précaire, de ces retraités comptant leur maigre pension, de ces démunis dont une partie s'habitue même à la violence urbaine, au délabrement des services publics. Des milliers d'entre eux sont venus à Brasilia assister à la prise de possession de Lula le 1^{er} janvier. Dans l'immense fête où fleurissaient les drapeaux rouges du PT, ils sont venus lui apporter tout leur appui pour qu'il prenne les mesures qui permettront de transformer les conditions d'une vie sans horizon ni sécurité.

Peu de jours après, le ministre des Finances Palloci annonçait que, afin de dégager les ressources permettant le paiement scrupuleux des intérêts de la dette brésilienne, il dégagerait du budget annuel un excédent primaire de 4,25 %, un véritable record absolu, le FMI n'en ayant exigé que 3,5 %. Pour atteindre ce résultat, Lula annonçait lors sa seconde réunion ministérielle que son gouvernement pratiquerait des coupes sévères dans tous les budget gouvernementaux, dans tous les budgets sociaux, y compris dans le budget « Faim Zéro », son projet-phare,

et qu'il exigeait qu'aucun ministre ne se plaigne, « la situation étant la même pour tous ». 12 billions de Reais retirés des budgets de l'État pour être versés au capital financier international ! Ainsi le budget de l'Éducation nationale perdait 4,7 %, celui de la Santé 6,49 %, celui de la Sécurité sociale 16,8 %, celui de l'Assistance et de la promotion sociale 16,8 %, celui du Travail 33,3 %, celui des droits de l'Homme 80,33 %, celui de la Promotion des femmes 83,33 %. Le budget consacré à l'installation de familles de paysans sans terre dans le cadre de la Réforme agraire du ministre Rossetto perdait 35 % ! Quand on sait que environ 4 à 5 millions de familles de paysans sans terre exigent leur installation sur une terre pour la travailler et survivre, Lula s'est fixé un objectif d'installation de 60 000 familles jusqu'à la fin décembre 2003. Après la coupe sombre budgétaire, le Ministre Rossetto dispose de 250 millions de Réais, à peine de quoi pouvoir installer, avec un peu de chance, 27 000 familles. La timide réforme agraire du gouvernement Lula est morte-née. Quant au ministère de la ville, dont le ministre est Olivo Dutra, ex-gouverneur « pétiste » de l'État du Rio Grande do Sul, ministère chargé de l'urbanisation des « favelas », il subit une baisse de 85 % !

Enfin, pour compléter le tableau, au Comité de politique monétaire de la Banque Centrale (COPOM), Meirelles annonçait que les taux d'intérêt de base passeraient de 25 % à 25,5 %, puis en février à 26,5 %. Le chef d'une petite ou moyenne entreprise qui, désirant renouveler son stock de matière première, aurait besoin d'un crédit, en obtiendrait un à un taux de 60 ou de 70 %. Il pourrait donc signer le même jour sa déclaration de mise en faillite. Un particu-

lier qui voudrait acheter un frigo ou une télé obtiendrait quant à lui un crédit à 150 % ou davantage.

C'est avec beaucoup de lucidité que le « Groupe d'étude, de recherche et de conjoncture » des professeurs d'économie de l'Université de l'État d'Espírito Santo à Vitoria a analysé dès le mois de mars les conséquences de ces mesures : « [...] elles produiront un effet exactement opposé aux changements attendus ; elles maintiendront la stagnation de l'économie, elles augmenteront le chômage, elles réduiront les revenus des travailleurs ; elles amplifieront la faim et la misère d'un côté et de l'autre elles augmenteront les bénéfices des institutions financières et les gains des grands investisseurs et spéculateurs sur le marché financier. L'augmentation du dépôt obligatoire des banques produira comme effet une élévation du taux des intérêts au bout de la chaîne, intérêts qui ont atteint le chiffre exorbitant de 185,2 % par an pour un chèque spécial. Grâce au mécanisme de fonctionnement de ce dépôt, les banques auront à leur disposition une masse plus grande d'argent pour la spéculation sur le marché financier, ce qui augmentera la volatilité des taux d'intérêts et de change. »

LES PREMIERES

EXPRESSIONS

DE RÉSISTANCE

À PROPOS DE L'ALCA

ET DE LA BANQUE

CENTRALE

Les positions de ce groupe d'économistes reflètent la stupéfaction, mais aussi la résistance qui a vite commencé à gagner les secteurs du

monde universitaire, intellectuel et artistique qui, historiquement, ont accompagné le PT dans sa naissance et sa construction. Ils ont vu en lui le garant d'un avenir digne pour le Brésil, un avenir qu'ils identifient à celui de la résolution des inégalités sociales et de l'inculture, à l'amélioration du sort des masses exclues de tout, à l'avènement de la démocratie au sens plein du terme. C'est pour cela qu'ils ont soutenu le PT dans sa dénonciation de la politique néolibérale de dépendance au « marché » menée par les gouvernements des années 1990 et qu'ils ont participé à la campagne pour la victoire de Lula en 2002. Nombreux sont les témoignages de ce trouble, de cette inquiétude, en particulier les déclarations de la Société brésilienne d'économie politique ou celles de l'Ordre des avocats.

L'initiative la plus représentative a été la lettre adressée à Lula par ce que la culture, l'art et le monde intellectuel compte de plus important au Brésil. Ces personnalités incarnent une identification avec un projet d'une nation libre et indépendante dont la possibilité est inséparable pour eux de la résolution de la question sociale. Dans ce sens, leur texte et leur initiative sont un signe que des forces ne peuvent que se lever contre l'entreprise du groupe de « convertis aux vertus du libéralisme ». Dès la fin mars, Plino de Arruda Sampaio, ex-député fédéral du PT, démocrate chrétien, figure respectée et modérée du PT, a pris l'initiative de ce texte. Celui-ci commence par reconnaître que les mesures économiques prises par le gouvernement sont le produit de circonstances exceptionnelles et d'une globalisation à laquelle il leur paraît difficile d'échapper. Pourtant, poursuit le texte « ces contraintes ne peu-

vent signifier une renonciation à notre souveraineté » et il signale deux mesures particulièrement inquiétantes dans ce sens : « La négociation de l'ALCA (Zone de libre commerce des Amériques) et la prétendue autonomie de la Banque Centrale. »

L'Association de libre-échange montre clairement, dit le texte, l'intention du gouvernement des États-Unis de recoloniser le continent selon ses seuls intérêts. La seconde implique l'abandon du contrôle de la monnaie au bénéfice des capitaux étrangers et donc la renonciation à tout projet national. « On ne peut cacher qu'à partir du moment où les secteurs les plus dynamiques de notre économie sont aux mains d'entreprises étrangères, l'autonomie de la Banque Centrale signifie transférer en leur faveur la fixation de la valeur de notre monnaie. » C'est pour cela que les signataires du texte proposent l'organisation d'un référendum sur ces questions « qui relèvent de la souveraineté de la Nation ». Sampaio ajoute pour sa part : « Cela donnerait à Lula un bon argument pour le libérer de cette brutale pression qu'il subit et qui l'oblige à augmenter les taux d'intérêts. » Le texte conclut : « Nous sommes convaincus qu'une attitude ferme du Brésil changera les relations de forces qui font pression et ouvrira un chemin pour que nous puissions construire de façon autonome les chemins qui conviennent à notre développement. Pourtant s'il n'en était pas ainsi et que le gouvernement se voyait placé dans la nécessité de rompre avec les forces qui font pression, croyez M. le Président que les représailles ne seraient pas insurmontables. Notre économie est suffisamment forte pour leur résister et notre peuple suffisamment politisé pour vous donner

l'appui nécessaire dans cet affrontement. »

A leur manière, les signataires de cette lettre suggèrent à Lula de se tourner vers les millions de Brésiliens qui l'ont élu et de les mobiliser pour affronter les diktats et les règles découlant de l'accord signé avec le FMI. Il lui suffit de prendre appui sur la relation de force créée par la victoire électorale, sans hésiter à rompre si le sort de ces millions d'hommes et de femmes est en jeu comme les signataires le pensent.

LE CHOIX DE LULA : DONNER DES GAGES AUX MARCHÉS

C'est une tout autre voie que choisit le gouvernement. Tournant le dos à ces demandes, profitant de l'état de grâce post-électoral, son seul souci est de donner les signes de respectabilité et de crédibilité les plus voyants en matière de macroéconomie, et de gagner encore plus les faveurs des organismes internationaux et des marchés financiers. Sur le plan des « réformes », son but est de faire adopter en six mois des mesures que le gouvernement Cardoso a été incapable de faire adopter en huit ans.

Ainsi le gouvernement Lula, allant jusqu'au bout de ses choix, a proposé à la fin de ses 100 premiers jours le vote d'un projet d'amendement à la constitution (PEC) permettant en matière financière, à travers l'adoption de lois postérieures, d'ouvrir la voie à l'autonomie de la Banque Centrale. Il s'agissait de la reprise du projet de loi déposé dans l'ancienne législature par José Serra, auquel le PT s'était farouchement opposé alors. Selon les déclarations de Meirelles en personne, la réforme n'avait

aucune urgence technique, puisque son autonomie de fait lui est garantie par le gouvernement. Par contre, comme transformation structurelle de la Constitution du Pays, elle était un signe fort en direction des marchés et du monde de Davos et du G8. Elle avait la vertu aussi de pouvoir engager avec l'opposition de droite et de centre-droit, contre la trajectoire antérieure du PT, une stratégie de Pacte d'Unité Nationale, ainsi que de commencer le processus pour soumettre le PT à l'orientation sociale-libérale. Multipliant les déclarations publiques autocritiques pour avoir refusé de voter dans le passé en faveur de cette proposition, après un forcing acharné face à un PT désorienté, les hommes forts de l'appareil autour de Dirceu ont commencé à brandir les menaces d'exclusion contre les députés et sénateurs que la presse appelle « les radicaux » parce qu'ils sont restés fidèles à la position traditionnelle du PT. Dirceu et ses amis sont parvenus à imposer la discipline de vote aux parlementaires du parti. Ils se sont congratulés avec toute la représentation politique bourgeoise qui venait de huer au Parlement les explications de vote des « radicaux ». L'amendement à la Constitution a été acquis par 442 voix en faveur et à peine 13 voix contre.

La victoire législative du gouvernement a reçu le commentaire suivant des éditorialistes de la revue *Veja* : « Les leaders du PT au Congrès ont vaincu la résistance des radicaux du parti et ont compté avec la bonne volonté de l'opposition ». Pour sa part l'éditorialiste de la *Folha On Line*, Toni Scianette, ajoutait : « Le fait est que personne n'est mieux en condition que Lula pour faire approuver les réformes les plus impopulaires dans ce pays. Comme F. H. Cardoso, Lula

comptera toujours sur les élites économiques et les partis (aujourd'hui dans l'opposition) qui défendent ces avancées. L'avantage de Lula, c'est que cette fois les réformes comptent avec l'appui du PT et de ses alliés de gauche qui avaient toujours fait obstruction et voté contre les propositions défendues aujourd'hui par le gouvernement actuel. ».

Dans son style cynique habituel, le chroniqueur de la *Folha de Sao Paulo*, Kennedy Alencar, précisait de son côté : « Lula sait qu'il ne peut pas perdre le contrôle du PT. Le gouvernement, plein de membres qui se doublent dans leurs fonctions, est majoritairement "pétiste". Il y a beaucoup de radicaux qui ont gagné un petit poste. Le Président savait que le PT serait un de ses principaux problèmes à court terme et il a travaillé politiquement pour le dompter. Il a réussi, bénéficiant de la participation décisive du Secrétaire de la Maison civile, José Dirceu, du Président du PT, José Genoïno et des modérés. »

Les acquis et les liens établis avec de larges secteurs de salariés et de la société brésilienne dans cette lutte de plus de deux décennies pour la construction d'un parti ouvrier indépendant vont-ils disparaître aussi facilement ? Le scénario tracé par ces « convertis » de la politique d'austérité budgétaire, fin connaisseurs, il est vrai, des faiblesses de leur parti, va-t-il se dérouler sans obstacles ? Leur brutalité et leur cynisme l'emporteront-ils ? C'est autour de la lutte contre une violente nouvelle contre-réforme que commenceront à se définir mieux les contours de la lutte pour cet enjeu.

UN PACTE D'UNION NATIONALE CONTRE

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC

C'est dans la préparation d'une attaque contre la base même du système des retraites des travailleurs de la fonction publique que le gouvernement Lula va s'engager ensuite. La réforme des retraites est pour l'essentiel, à nouveau, une reprise du projet de loi n° 9 de Cardoso bloqué au Parlement grâce à l'opposition des élus du PT dans la législature antérieure. Elle consiste à créer un régime unique de retraite pour les nouveaux employés publics. Il ne s'agit en aucun cas de répondre à la situation dramatique de l'ensemble d'une population dont 60 % des actifs se trouvent sans protection en cette matière, suite aux dérèglements conduites par les gouvernements antérieurs de Collor et de Cardoso, ni de tenter de créer une universalisation de la protection face à la vieillesse. Non ! Il s'agit de terminer le travail entamé par le gouvernement Cardoso pour les travailleurs du privé, et d'aligner les employés publics sur ceux du privé en abrogeant la protection acquise comme droit universel par les employés publics. Tout d'abord en finir avec la retraite des fonctionnaires sur la base du salaire intégral, en établissant un plafond de retraite minimal. Dans l'accord signé, ce plafond serait environ de 800 \$, au-delà duquel les fonctionnaires devront cotiser pour un fonds de pension complémentaire, comme cela est le cas déjà pour le privé. De plus, le retraité qui toucherait une retraite au-delà de 350 \$ devra continuer à cotiser pour sa propre retraite, perdant environ 11 % ! Enfin l'âge du droit à la retraite est allongé de 7 ans. Certes, le gouvernement et les gouverneurs autoriseront une marge pour négocier les

chiffres établis dans l'accord ; certes il est dit que les fonds de pension seront publics. Mais l'attaque structurale contre le régime des retraites des fonctionnaires est claire. La logique de sa privatisation est claire aussi. Le droit universel à la protection face à la vieillesse construit par le système de répartition est brutalement remis en question.

Pour mener à bien cette politique d'agression contre les acquis d'une fraction de la population salariée (les fonctionnaires et employés régionaux et municipaux), le gouvernement a voulu se donner l'assise d'une Union nationale. Lula a ainsi convoqué le 22 février, dans le palais présidentiel, les 27 Gouverneurs des États de la Fédération du Brésil, membres en majorité, comme il l'a été dit, des vieux partis bourgeois de droite et du centre droit, le PMDB, le PFL, le PPB, le PSDB. Ensemble, ils vont établir un accord national appelé « La Charte de Brasilia » portant sur deux « réformes » : la réforme des impôts et la réforme des retraites. Le PT est mis devant le fait accompli, Dirceu et Genoino exigeant de lui son appui, par solidarité avec « son » gouvernement.

Bien sûr, c'est au nom de la « justice sociale » contre les « privilèges » que le gouvernement Lula et les gouverneurs mèneront cette agression, perversion cynique des concepts et des mots. Dans un discours récent, à Pelotas, Lula s'est lancé dans des attaques violentes contre les « professeurs privilégiés », auxquels il a opposé le sort des « coupeuses de canne à sucre ». En permanence, il sera reproché aux employés publics qui protestent de vouloir remettre en cause le programme philanthropique du panier de base de 17 \$ du programme « Faim zéro » versé aux plus démunis du Brésil (à condition

toutefois, comme dans le cas du Mouvement des Sans Terre, qu'ils modèrent leurs « occupations » et leurs « revendications » dans le cadre des limites imposées par les engagements budgétaires du gouvernement). La campagne publicitaire lancée par Luis Gushiken, secrétaire de Communication et de Gestion stratégique du gouvernement, en faveur de la réforme des retraites, avec l'aide de conseillers ex-trotskistes, tels Luis Favre, et d'entreprises de communication privées grassement payées atteint des sommets de bêtise et de vulgarité, comme le dénoncent plusieurs philosophes et universitaires proches du PT. Les sommes qui seront économisées par cette contre-réforme sont ridiculement basses par rapport aux sommes exorbitantes versées chaque mois pour les intérêts de la dette. Mais ce n'est pas là que se situe le problème. Comme l'a très bien montré le séminaire organisé après coup par la Fondation Perseu Abramo du PT, avec l'accord de la direction du parti, séminaire en direction des élus et responsables, dans lequel Dirceu et Genoino furent écrasés intellectuellement par les dossiers et l'argumentation des professeurs économistes invités et par ceux de quelques syndicalistes et députés du PT, cette contre-réforme a un but précis : montrer la capacité du gouvernement Lula de conclure la contre-réforme qu'en huit ans le gouvernement Cardoso fut incapable de réaliser jusqu'au bout, réaliser la tâche inachevée que le FMI et la Banque Mondiale s'étaient fixée dans les années quatre-vingt-dix pour l'Amérique Latine, déstructurer tout le système des retraites pour déporter ces sommes vers des fonds de pensions. Jusqu'ici, avec quelques autres pays moins puis-

sants, le Brésil et le Venezuela, brebis galeuses, n'avaient pas conduit à leur terme les mesures découlant du « consensus de Washington », dont le bilan désastreux fut exposé par les professeurs invités au séminaire. Le Pacte d'unité Nationale du gouvernement Lula et des Gouverneurs a cet objectif.

A partir de la défaite qui serait infligée ainsi aux travailleurs du public, secteur traditionnellement allié et électeur du PT, il s'agit aussi de discipliner et de démoraliser les cadres et les militants de ce Parti, et d'en expulser ceux qui n'accepteraient pas, pour que le noyau central de « convertis » dispose enfin d'un instrument domestiqué au service de leur politique.

ILS N'ACCEPTENT PAS

Il serait fastidieux de retracer l'ensemble des manœuvres et le déploiement du noyau central du gouvernement et du PT sur l'ensemble du pays pour convaincre puis contraindre les élus à voter la réforme des retraites et les membres du parti à l'appuyer. Cela commence avec une mise en scène spectaculaire de la politique d'union nationale. Accompagné des 27 gouverneurs, de 22 ministres, de 10 maires de capitales d'État, de 38 des 82 membres du Conseil de développement qu'il a mis en place (2/3 de patrons, 1/3 de syndicalistes), Lula a descendu la rampe du Palais présidentiel pour porter au Congrès le texte de « la Charte de Brasilia » afin qu'il en discute et l'adopte. Un peu avant, dans une rencontre avec les 92 députés du groupe parlementaire du PT, il leur a déclaré que les députés étaient libres de « dire les bêtises qu'ils voulaient », mais il exigea qu'à l'heure du vote il y ait l'unité, c'est-à-

dire que tous votent en faveur des réformes. Après avoir admonesté les « radicaux » du parti, il insinua qu'un vote contraire pouvait entraîner l'exclusion du PT.

Le noyau central du gouvernement et du PT a besoin de pouvoir présenter un front intérieur unifié sur ses positions. Il doit donc tenter de détruire la résistance dans les segments du parti liés à la masse des travailleurs et à leurs organisations syndicales ou populaires, aux universitaires comme aux intellectuels ou aux artistes, à tous ceux en somme qui se sont identifiés à la lutte pour la construction d'un parti ouvrier indépendant et qui, ayant porté Lula à la présidence, se retrouvent face au contraire de tout cela. Le noyau central s'engage ainsi dans l'élimination de tout interstice dans le parti à partir duquel des militants pourraient renouer avec le fil des origines du PT, avec la légitimité de cette lutte en son sein. C'est pour cela que la direction est extrêmement brutale avec le groupe de parlementaires « radicaux » qui s'opposent à la politique sociale-libérale du gouvernement et qu'elle tente à tout prix de les isoler pour qu'ils ne puissent se revendiquer d'aucune légitimité historique, comme si leur position, fidèle à l'histoire de la fondation du parti, était étrangère à celui-ci. La presse annonce que les responsables du FMI suivent cette situation avec grande attention.

Car les doutes et les interrogations sont importants, y compris parmi les élus du P.T., chez qui les positions évoluent, bien qu'une grande partie d'entre eux se replie sur une position d'amendements pour atténuer les conséquences de la loi, tout en préservant le socle. Lors du séminaire organisé par la Fondation Perseu Abramo, face à des personnes libres

et informées, Dirceu et Genoino ont été mis en grande difficulté. Chacun peut disposer du débat sur le site web de la Fondation à l'adresse du site du P. T. Cela reste limité à des cercles encore restreints. Mais des personnalités, des institutions comme la Société brésilienne d'économie politique ou l'Ordre des avocats du Brésil publient des condamnations sévères de la réforme. Dans les universités, les articles et les argumentaires critiques sont élaborés et circulent par le net. Chez les travailleurs du secteur public, les premières assemblées appelées par les syndicats de fonctionnaires se sont tenues. Très rapidement, la stupéfaction (c'est le président qu'ils ont élu, c'est le gouvernement qu'ils pensaient être le leur qui lancent cette agression) fait place à l'indignation et à la mobilisation. Les premières manifestations ont lieu, comme celle qui se déroule à Brasilia le jour même du dépôt du projet de loi. Assez vite, une opinion se forme que le texte est non-amendable, le socle en est totalement réactionnaire et la revendication devient celle du retrait du projet de loi.

Le 8^e Congrès de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) au début juin à Sao Paulo commence par une protestation contre la réforme des retraites organisée par la CNESF (Confédération nationale des entités d'employés fédéraux) et par les courants de gauche de la CUT. Lors de sa visite au Congrès, Lula, qui fut le fondateur de cette centrale en 1983, a été hué par une partie des délégués. Mais une majorité de délégués appartenant à la tendance Articulation, liée à la direction du PT, préconise sur la réforme des retraites une politique de négociations avec le gouvernement, sur la base de quelques amendements et finit par

élire le candidat proposé par Lula, Luiz Marinho. Celui-ci reçoit l'appui des tendances critiques liées à certains membres du gouvernement, notamment la CSC (Courant syndical classiste) et la DS (Démocratie socialiste). En face, Jorge Luiz Martins rassemble environ 25 % des voix de délégués des autres tendances de gauche revendiquant les positions historiques de la centrale syndicale. Durant les intenses débats, la question de l'indépendance du syndicat face au gouvernement a occupé une place centrale et réaffirmée par beaucoup de délégués. Mais la position majoritaire en faveur d'une réforme négociée des retraites, de refus de reprendre le mot d'ordre historique de la CUT de non-paiement de la dette, de refus d'exiger l'organisation d'un référendum contre l'ALCA et de refus de rompre avec le FMI, montre que le poids du gouvernement pèse lourd sur l'organisation. Le 11 juin, une manifestation de plus de 20 000 employés publics a eu lieu à Brasilia, exigeant le retrait total du projet, au cours de laquelle plusieurs députés du PT, favorables à des remises en cause ponctuelles de la loi ont été hués alors que d'autres, parmi eux « les radicaux », ont été acclamés. La CNESP, qui regroupe 11 syndicats et 850 000 travailleurs, a décidé à la suite d'une assemblée plénière de 350 délégués, de lancer à partir du 8 juillet une grève nationale illimitée. La proposition faite au nom de la CUT de se limiter à apporter des ajustements à cette loi y fut amplement huée et rejetée.

Ainsi commence à se mettre en place une résistance active sur le terrain de la lutte face à la politique sociale – libérale du gouvernement découlant des alliances établies et des accords signés. L'état de sidération commence à se dissiper. Une remise en cau-

se des choix économiques gouvernementaux, qui provoquent un début de récession et qui aggravent déjà le chômage, est publiée dans un appel de plus de 200 économistes. Ceux-ci exigent notamment le contrôle des flux de capitaux, tandis que dans des débats publics à l'Université, les professeurs Paolo Arantes et Chico de Oliveira, prestigieuses personnalités proches du PT, expliquent, avec leurs mots et leurs analyses, que le gouvernement Lula n'a qu'une seule orientation, celle d'une politique budgétaire et monétariste en continuité avec celle de Cardoso et n'a pas une double nature. Il faut suivre avec attention ces débats, solliciter de ces personnalités le produit de leur expérience douloureuse, de leurs réflexions. Car ce qui se passe au Brésil est passionnément suivi par le large courant mondial qui cherche à définir une alternative à la société libérale, celle du froid calcul égoïste où l'homme n'est qu'une marchandise. Cela implique que commence, comme cela se produit actuellement en France (dans une action de masse contre une réforme des retraites qui obéit à la même inspiration libérale) la liaison de l'action pratique et des analyses théoriques, afin de déboucher sur la recherche, par des milliers de salariés, d'éléments de programme pour une société effectivement libérée de l'exploitation.

NON AUX EXCLUSIONS !

C'est dans ce contexte que la direction du PT a engagé une procédure d'exclusion contre les trois principaux parlementaires « radicaux » qui s'opposent à la politique du gouvernement et qui sont aux côtés des travailleurs en lutte contre, notamment, la réforme des retraites. Il s'agit de la sénatrice Heloisa Helena ainsi que

des députés Luciana Genro et Joao Batista Babà. Heloisa Helena appartient à la tendance « Démocratie socialiste », et Luciana Genro et Joao Batista Babà à la tendance « Mouvement de gauche socialiste ». Déjà, le groupe parlementaire du PT au Congrès national vient de « suspendre pour une durée illimitée » Luciana Genro ainsi qu'un autre député « radical », Joao Fontes. La réunion de la Commission exécutive nationale du PT a décidé d'envoyer les parlementaires radicaux devant la Commission de contrôle où leur expulsion peut être décidée pour s'être opposés aux réformes sur les retraites. La Commission a un délai de 30 à 60 jours pour décider d'une proposition au directoire national qui prendra la décision. L'exigence présentée aux parlementaires pour éviter d'être sanctionnés c'est qu'ils fassent savoir à la réunion qu'ils voteront pour les réformes présentées.

Par ces mesures extrêmes, la direction du PT voudrait éviter que ces députés, qui ne font que défendre les positions historiques du parti, ne puissent devenir un exemple pour d'autres élus, pour d'autres militants du PT. En effet, au fur et à mesure que s'approfondit la ligne de la continuité avec la politique de Cardoso et que s'approfondit l'alliance avec les partis bourgeois comme le PMDB, des oppositions ne manquent pas de s'exprimer au sein du PT. Le bulletin mensuel de mai de la Fondation Perseu Abramo contient ainsi un article qui est une charge très dure contre le bilan des premiers cent jours du gouvernement. Dans le Minas Gerais, les députés du PT se sont prononcés contre les réformes du gouverneur du PSDB allié de Lula. Pour le noyau central du gouvernement et du PT, il faut éviter que ces positions critiques, qui s'expriment déjà au-

jourd'hui bien au-delà du cercle des élus « radicaux », ne se traduisent par une jonction pratique avec l'action des travailleurs. Comme les premières mobilisations des fonctionnaires publics, ainsi que la reprise de l'occupation des terres improductives des grandes propriétés par les paysans du Mouvement des Sans-Terre (MST) l'annoncent, ceux-ci ne vont pas subir sans réaction les conséquences sur leur vie quotidienne des choix d'alliances faits par la direction du PT.

L'une des caractéristiques du PT dès sa naissance et dans sa construction comme « parti sans patrons », comme parti indépendant des partis bourgeois, a été sa capacité à faire cohabiter en son sein une pluralité de positions, de nuances, de tendances, un authentique pluralisme qui préfigurait en partie la société nouvelle, libre de l'exploitation, pour laquelle il luttait. C'est l'impasse dans laquelle se trouvait la lutte de nombreux militants ouvriers qui se retrouvaient au sein d'un parti comme le PMDB qui les a amenés à construire un parti libre de toute attache avec la bourgeoisie et à rompre avec les syndicats intégrés à l'appareil d'État. Aujourd'hui, c'est l'alliance contre nature avec le PMDB et d'autres partis bourgeois qui conduit la direction du PT, pour pouvoir appliquer la politique qui découle de ces alliances, à ne plus pouvoir tolérer la libre coexistence de positions différentes. Chacun comprend qu'en agissant ainsi l'appareil central détruit le parti que les militants ont construit. C'est pour cela qu'un nombre croissant de militants s'opposent à ces mesures d'exclusion et que d'anciens constructeurs du PT se prononcent contre elles. Ils refusent de se laisser exploier de leur propre parti par un

noyau qui rompt avec toute sa trajectoire.

La naissance et la construction de ce Parti indépendant ont été au niveau du Brésil et au niveau mondial un acquis pour la lutte d'émancipation des travailleurs. Pour tous les militants qui luttent contre l'avenir barbare que met en place la société capitaliste dans cette phase de libéralisme déchaîné, il est de leur devoir de se tenir aux côtés des parlementaires menacés, aux côtés des militants, des travailleurs, des intellectuels brésiliens qui refusent de laisser démanteler leurs acquis et s'opposent aux exclusions demandées. Nous sommes solidaires de la campagne qui se mène au Brésil et dans le monde contre les exclusions. Elle est inséparable de notre lutte pour construire l'alternative à la barbarie impérialiste.

EN GUISE

DE CONCLUSION

PROVISOIRE :

LE BRÉSIL ET LA FRANCE

Il y a des années qui valent pour des décennies. C'est ce qui se passe aujourd'hui en France, c'est ce qui se passe au Brésil. Les deux pays, si différents sur tant de plans, sont confrontés tous deux à la lutte contre une réforme libérale assez semblable, une réforme contre les bases de la protection sociale en matière de retraites acquise par les fonctionnaires et agents du service public. L'essence en est la même : au-delà d'un minimum vieillesse bas ou très bas, pour assurer sa protection face à la vieillesse, il faudra avoir recours individuellement au marché privé ou public de fonds de pension, de fonds d'épargne retraite. La lutte pour imposer cette contre-réforme s'accom-

pagne dans les deux pays d'une campagne insidieuse contre les fonctionnaires publics et leurs « privilégiés ». Elle est une expression du fondement de l'idéologie libérale : la lutte contre l'État, la privatisation (de l'enseignement, de la santé et de la sécurité sociale, de la protection sociale face à la vieillesse) et l'abaissement du politique (de la démocratie). Comme l'explique le professeur brésilien Manoel Luiz Malaguti dans un article intitulé Les retraites et le PT, : « Nous pouvons dire que les libéraux et les nouveaux libéraux reconnaissent, outre leur acceptation d'une action sélective de l'État, le caractère inégal de la société de marché. Ils sont d'accord pour que la libre initiative puisse et doive coexister avec un certain degré d'inégalité. En plus de cela, ils rejettent toute et même n'importe quelle politique "discriminatoire" qui vise à éliminer ces inégalités, puisque les différentes conditions sociales, disent-ils, découlent de la relation entre l'effort individuel (condition psychologique) et le "capital" initial (naturel) de chacun. Le marché peut gérer les inégalités, mais jamais à travers des mécanismes discriminatoires : l'inégalité est acceptable ; la discrimination "intolérable". Donc, les libéraux ne peuvent pas accepter des mesures qui visent à diminuer ces différences entre catégories sociales, puisque tout différentiel est justifiable, nécessaire et bienvenu. Toute action politique visant à construire une société structurellement plus égalitaire est vue comme discriminatoire et corporatiste. »

C'est dans la filiation libérale commune du gouvernement Raffarin-Chirac et du gouvernement Lula qu'il faut chercher les traits communs de leur politique et l'origine de la campagne contre les fonctionnaires et

contre les fonctions assumées par l'État dans les circonstances politiques nées de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La grande différence entre la France et le Brésil c'est que, en France, des millions de travailleurs ont identifié dans leur action pratique (soit par le vote, soit par l'entrée dans la grève) les deux équipes politiques qui soutiennent ces politiques destructrices dont ils viennent de découvrir la cohérence et que, avec leur propres mots, ils comprennent comme la logique implacable « des eaux glacées du calcul égoïste », celle du capitalisme dans sa phase de globalisation financière. Il s'agit d'une part de la gauche plurielle autour du PS et de Jospin d'un côté, des libéraux camouflés en socio-libéraux, et d'autre part du gouvernement d'union de la droite autour de Chirac, les libéraux purs et durs.

Au Brésil, les millions qui ont voté pour Lula et contre le gouvernement ouvertement libéral du Président précédent ont identifié le plan d'agression cohérent, et l'une des équipes, celle de tous les partis bourgeois unifiés autour de la politique libérale de Fernando Henrique Cardoso. Il leur reste la douloureuse identification de l'autre équipe, celle qui, au nom de la lutte contre libéralisme, mais acceptant les limites de la gestion loyale du système capitaliste, conduit à retourner tous les termes de la solidarité et de la justice sociale inscrits dans les fondements d'un Parti des travailleurs, pour les travestir dans le social-libéralisme, détruisant ainsi leur propre parti et menaçant leur propre syndicat.

En France, il n'y a plus d'alternative à « gauche ». C'est pourquoi, pour défendre l'ordre bourgeois, la tendance a été de rééditer une opération Bonaparte, avec Chirac et ses

82 % ; c'est aussi le sens du ralliement de Rocard, de Charasse, de Kouchner et d'autres à la réforme Chirac-Fillon. Au Brésil, c'est à droite qu'il n'y a plus d'alternative. C'est pourquoi la logique est à la transformation de Lula en un nouveau Bonaparte, et c'est le sens du pacte avec les gouverneurs et le PMDB. Cela doit passer par la destruction du Parti des Travailleurs et par sa transformation en parti « godillot », par la transformation de la CUT et son intégration à l'appareil d'État par l'intermédiaire du Conseil économique et social mis en place par Lula.

En France, pour se défendre, les travailleurs sont confrontés à la nécessité de construire une autre force politique dont les contours sont en discussion, et de se réappropriier les centrales syndicales, et le chemin commence à en être tracé. Au Brésil, les travailleurs, pour se défendre, sont confrontés à la nécessité de défendre le Parti et la centrale syndicale qu'ils ont construits. Cela passe par la défense des parlementaires menacés d'exclusion et par la défense de l'indépendance de la C U T. Ces batailles ne sont pas encore perdues.

En France ou au Brésil, au-delà des différences, cette année est une année qui compte pour des dizaines d'années.

C'est la découverte au grand jour, dans l'action de masse (qui s'est déployée en France, qui commence au Brésil), et non plus dans les conclaves militants traditionnels, dans les salles enfumées des réunions restreintes ou des congrès de partis, que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, qu'il leur faut préserver les coordinations militantes qui ont construit leur unité dans l'action en France, choisir et défendre les représentants qui s'alignent sur leurs intérêts au Brésil, tout en élisant de nouveaux, qu'il leur faut être plus cohérents encore dans les analyses, plus cohérents encore dans la définition des alternatives sur tous les terrains, l'école, la santé, la sécurité sociale, les transports, bref l'ensemble des conditions qui font que l'on puisse vivre ensemble. En France et au Brésil, les travailleurs découvrent qu'un immense chantier est devant eux pour convaincre, pour s'organiser et entraîner les hésitants. Car pour la résistance face à des agres-

sions contre tous les acquis, il faut s'engager dans la définition de l'autre société, celle qui à son tour unifiera tous les systèmes égalitaires de protection sociale dans un projet global. « La suspension » de la grève en France est un moment pour souffler, pour réfléchir, pour reprendre les mille discussions individuelles ou collectives qui n'ont pas pu aller au bout, et pour les mettre en connexion, pour classer les articles, les tracts, les souvenirs, les mots d'ordre inventifs et poétiques, tout ce qui a alimenté la grève. Au Brésil, c'est le moment de l'entrée dans la grève, qui elle aussi connaîtra ses moments pour souffler. Car l'état auquel aspire l'être humain, c'est celui qu'ils ont connu et qu'ils vont connaître dans la grève, dans la manifestation, libre, fraternel, conscient, votant en son âme et conscience, élisant des délégués. C'est celui qui fait soulever la chape de plomb de la discipline imposée de l'extérieur, et qui fait accepter la discipline librement consentie dans le débat libre de l'assemblée de grève. Le chemin est sûrement plus douloureux au Brésil, mais il est tout aussi exaltant puisqu'il s'agit de construire le monde sur de nouvelles bases.

Nous reproduisons ici la partie de l'interview de la sénatrice du PT, Heloisa Helena, publiée dans *Avanti !* n° 2. Nous reproduisons l'introduction qui accompagnait cette publication. *Avanti !* est l'organe du courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse (<http://avanti-lcr.org>)

« C'est la peur qui a vaincu »

Une interview de Heloísa Helena dans la revue *Veja*

QUELQUES MOTS

DE PRÉSENTATION

Elue au sénat de la République pour le petit Etat d'Alagoas dans le Nordeste brésilien, Heloísa Helena est membre du Parti des travailleurs (PT) ainsi que de sa tendance Démocratie socialiste (DS). Ces derniers temps, elle s'est singularisée à plusieurs reprises en prenant publiquement, face à la direction de son parti et au nouveau gouvernement, des positions indépendantes et très critiques. Avant les élections, elle avait renoncé à briguer le mandat de gouverneur de son Etat parce que la direction du PT voulait lui imposer comme colistier pour le poste de vice-gouverneur un représentant du

Parti libéral, le parti de droite du nouveau vice-président de la République, le grand patron José Alencar. On trouvera ci-après la plus grande partie de l'interview réalisée par *Veja*,

le magazine hebdomadaire de plus grande circulation au Brésil, et publiée dans son numéro 1787 du 29 janvier 2003. Non reproduite ici, la partie finale dans laquelle les journalistes l'interrogent sur son mode de vie et ses sentiments personnels, a un intérêt politique moins direct. Le titre « C'est la peur qui a vaincu » est celui que la revue a donné à son reportage. Au soir de sa victoire électorale, Lula avait déclaré : « L'espoir a vaincu la peur ».

On verra que Heloísa Helena ne mâche pas ses mots. Elle fustige du-

rement les renoncements et compromissions de ses camarades de parti, tout en évoquant avec éloquence les mécanismes de corruption politique du pouvoir d'Etat. Sans doute ses propos reflètent-ils des illusions sur ce que le PT aurait éventuellement pu accomplir en parvenant au gouvernement (alors même qu'il ne défendait plus, et cela depuis des années, une politique anticapitaliste et qu'il s'était ouvertement allié, dans la campagne électorale, avec un secteur significatif de la bourgeoisie brésilienne). On est ainsi surpris qu'elle n'accorde que peu ou pas d'importance à la présence de grands patrons à des postes clés du gouvernement. Comment en effet pourrait-on gouverner avec des patrons au service des travailleurs ? L'indépendance de classe, base fondatrice du PT des origines, est ici très relativisée au profit de considérations principalement éthiques, et la perspective socialiste totalement absente. De même faut-il insister sur le fait que le gouvernement s'est engagé, au nom du « libre commerce », à accepter le projet néo-colonisateur de l'ALCA, auquel il ne se propose que d'apporter des modifications dans l'intérêt de la bourgeoisie brésilienne.

Mais la prise de position de la sénatrice de l'Alagoas ne force pas moins le respect. Et surtout, sa description amère mais réaliste nous livre un enseignement majeur : la direction du PT a trompé et trahi ceux qui pensaient qu'elle mènerait une politique, non pas anticapitaliste et pour le socialisme, mais simplement « anti-libérale » et de défense élémentaire des pauvres et des opprimés. La raison de fond, nous l'avons signalée dans le premier numéro de ce bulletin : au gouvernement de quelque pays que ce soit, il n'y a aucun anti-néolibéralisme « possible » qui ne

soit pas directement et immédiatement anticapitaliste. Il n'existe pas de troisième voie entre la domination du capital globalisé et la lutte pour le socialisme. Avec le Brésil, la preuve en est désormais faite.

« La sénatrice pétiste critique le gouvernement Lula, dit que le PT doit s'expliquer devant la société et parle de quitter le parti » (Veja)

Veja - Vous avez beaucoup critiqué les décisions du PT au gouvernement. Quels sont actuellement vos rapports avec le parti ?

Heloísa Helena - Je me suis fait une promesse pour la nouvelle année, que je vais vous révéler. Un de mes amis m'a dit : LÓ, cette vague est trop grande pour toi, la popularité du président est immense, toute la presse lui est favorable, tu ne peux pas résister à cette vague. Plonge et tiens-toi tranquille. Je lui ai dit : d'accord, je plonge. Mais que faire si en plongeant je me retrouve face à face avec le requin blanc de ma conscience ? Alors, ma promesse de la nouvelle année est celle-ci : je ne plonge pas.

Veja - Que ressent-on lorsque l'on a son propre parti pour adversaire politique ?

Heloísa Helena - C'est très triste, très angoissant. Je sais tout ce que j'ai consacré au PT. Il est facile aujourd'hui de se promener avec la petite étoile sur la poitrine, d'être un néolibéraliste et un néopétiste maintenant que le président est une pop star et que la presse apporte un large soutien au gouvernement. Mais moi qui ai été matraquée, qui ai eu ma maison mitraillée, mes dents cassées. Ce parti n'appartient pas à ce petit nombre

qui croit pouvoir faire ce qu'il veut du PT parce qu'il occupe des espaces importants dans les instances du pouvoir.

Veja - Vous avez discuté avec le ministre José Dirceu à l'occasion de l'approbation de la nomination du président de la Banque Centrale, Henrique Meirelles. Vous restez en conflit avec lui ?

Heloísa Helena - Beaucoup de gens m'ont dit qu'ils ont été dégoûtés quand il s'est référé à moi, à la télévision, en parlant de « cette fille ». Donc, en ce qui concerne ce garçon, qui est très qualifié, je dirai seulement que j'espère qu'il parviendra à faire honneur à la trajectoire de sa vie. Maintenant, tout le monde le sait dans le PT : il est très facile de me convaincre par des arguments. Mais les coups, la force, c'est la pire des tactiques pour tenter de me convaincre. Et quand la force veut s'imposer sans l'appui de la structure du parti, ou pire encore, quand l'instance du parti n'est convoquée que pour légitimer l'action du gouvernement, c'est encore plus difficile.

Veja - Vous pensez quitter le PT ?

Heloísa Helena - Je vais utiliser toute ma capacité de lutte et de travail pour, entre autres choses, aider le PT à se rappeler nos discours enthousiastes d'opposition au gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Mais je ne suis pas masochiste et j'ai toujours su qu'être sénatrice est une condition passagère. Le jour où pour être dans la politique, je devrai m'asseoir à une table avec des voleurs que l'on tolère, avec ceux qui font tout ce qui est condamné dans le Code pénal, et malgré cela sont re-

çus avec des sourires et en fanfare dans les salons de la haute société, ce jour-là j'irai manger de la craie dans les salles de cours. Je retournerai, heureuse, enseigner à l'Université fédérale d'Alagoas. Pour moi, c'est chaud ou c'est froid. Tiède, ça me fait vomir. De plus, ma relation d'amour et d'identité n'est pas avec le sigle. Lorsqu'il ne représentera plus que cela, même si je pleurerai en embrassant l'étoile du PT, tout ce qui pour moi deviendra alors un souvenir du passé, je m'en irai.

Veja - Beaucoup de gens vont s'en réjouir.

Heloísa Helena - Je sais bien. Au train où vont les choses, je vais peut-être même finir par me transformer pour eux en un souvenir amer. Mais les partis naissent et meurent. Parfois, ils restent en vie du point de vue de la législation électorale, mais ont été enterrés dans leur raison d'exister. J'espère que le PT ne deviendra pas très vite un souvenir historique. Nous le saurons cette année. C'est l'année la plus importante dans l'histoire du Parti des travailleurs.

Veja - Pourquoi ?

Heloísa Helena - C'est l'année où nous allons discuter les budgets, la politique sociale, si nous allons ou non faire cet excédent qui est voulu par les parasites du FMI. Et ce sera également l'année de trois batailles essentielles : la flexibilisation de la législation du travail, l'altération de la législation sur les retraites, et l'autonomie de la Banque centrale. Et en ce qui concerne ces trois questions, il n'y a pas de concession possible. En tout cas de ma part, il n'y en aura aucune.

Veja - Vous êtes opposée au projet d'unification des régimes de retraite avancé par le gouvernement. Comment, à votre avis, peut-on garantir l'avenir du système des retraites ?

Heloísa Helena - Cela me met vraiment en colère lorsqu'ils commencent à parler de l'avenir des retraites, parce que cela masque un secret du gouvernement lui-même, qui ne reverse pas au système sa contrepartie. Et qui détourne - de façon illégale, immorale et officielle - des ressources qui devraient lui revenir. Cette histoire d'avenir du système des retraites est une petite chanson cynique et mensongère.

Veja - Vous considérez-vous intransigeante, ainsi que vous classifient vos collègues du PT ?

Heloísa Helena - Ce n'est pas une question d'intransigeance, ni d'idée fixe. Je ne respecte l'idée fixe que chez les gens qui ont des problèmes de santé mentale. La question est tout autre. Voyez : nous avons participé à un référendum contre le paiement de la dette extérieure. Nous avons approuvé une résolution qui condamne avec véhémence l'accord avec le FMI et ses conséquences - et cela dans la Rencontre Nationale, c'est-à-dire la plus haute instance de la démocratie du parti. Nous avons exigé une commission parlementaire d'enquête afin d'identifier les banquiers qui ont fait des profits de 1000 % grâce à des délits d'initiés. Comment pouvons-nous maintenant laisser ces gens, qui ont participé à ce processus depuis les structures de la Banque centrale, rester en place à la direction de la Banque centrale ? Soit nous devons nous excuser humblement auprès de ces per-

sonnes que nous avons accusées, de leurs familles et de la société, soit nous devons ouvrir des procédures d'enquête à l'intérieur même de la structure du gouvernement.

Veja - Est-ce que vous vous référez à Tereza Grossi (directrice de la fiscalité de la Banque centrale sous la gestion de Arminio Fraga, qui a été mise en congé de son poste après avoir été suspectée dans le scandale de la Banque Marka) ?

Heloísa Helena - Quelle justification y a-t-il à protéger Mme Tereza Grossi ? La présomption d'innocence est une nécessité. Mais ceci dit, les gens ne peuvent pas accepter non plus cette farce. Ou bien nous faisons de la démagogie politique, en amusant la galerie lorsque nous disions cela à la tribune du Congrès, et aussi quand nous demandions que l'on vote pour nous pendant la campagne électorale, ou bien nous devons maintenant nous expliquer. Parce que ce que l'on n'a pas le droit de faire, c'est de s'approprier les mouvements sociaux pour obtenir des voix, et ensuite adapter son discours à ceux qui l'écoutent. Cela, je ne l'accepte pas et ne l'accepterai jamais.

Veja - Pensez-vous que Lula a trahi le programme de gouvernement ?

Heloísa Helena - Je préfère ne pas répondre à cette question. Je ne crois pas juste de tout concentrer sur lui.

Veja - Avez-vous parlé au président après sa prise de fonctions ?

Heloísa Helena - Non. Et je peux comprendre qu'en tant que président, il ait beaucoup trop de tâches pour cela. Mais je ne crois pas que ce qui se passe soit la faute de Lula,

ce n'est pas un problème de malveillance individuelle. Ce qui se passe, c'est une inacceptable démonstration de faiblesse du parti, le fait de ne pas s'approprier un moment historique aussi beau pour rendre viables les profonds changements dont le Brésil a besoin et que le PT avait promis dans son programme. C'est très triste de le dire, mais je pense que la peur a vaincu l'espérance.

Veja - Quel type de réactions provoquent ces critiques ?

Heloísa Helena - Il y a des gens qui disent que je suis en train de prêcher dans le désert. Je sais bien que ce n'est pas le cas. Mais même si je n'étais accompagnée que de moi-même, je serais en bonne compagnie. Beaucoup de gens qui m'aiment m'ont conseillé de ne pas donner cet-

te interview, de cesser de parler et de mettre en cause mon parti. Pour moi, ce serait beaucoup plus facile de rester tranquille, en cachant ce que je pense. Je serais en train de partager les biens du pouvoir dans mon Etat, de nommer tel directeur à la tête de je ne sais quelle institution. Non seulement je n'en suis pas, mais j'ai su qu'ils disaient çà et là que figurer sur une liste de recommandation de Heloísa Helena était le plus sûr moyen de rester en dehors du gouvernement. Electoralement, tout cela est très mauvais pour moi. Parce que la posture et toutes ces choses symboliques comptent beaucoup en politique.

Veja - Egalement dans le PT ?

Heloísa Helena - Bien sûr. J'ai parlé du cynisme et de la dissimulation de

ceux que j'ai appelé les néopétistes, mais c'est injuste. Comment pourrais-je critiquer ces gens qui de façon opportuniste se déclarent pétistes de portefeuille, alors que très souvent vous voyez le pouvoir séduire des personnes au sein de votre propre parti ?

Veja - Comment s'exerce cette séduction ?

Heloísa Helena - Le pouvoir est quelque chose de terrible. Les gens devraient s'entraîner tous les jours pour résister à sa séduction. Vous êtes

à l'aéroport et vous vous retrouvez dans une salle pour VIP, vous êtes invité à faire des voyages à l'étranger, vous avez toute une structure d'adulation qui se monte autour de vous, toutes les possibilités qui s'ouvrent à vous à cause de votre fonction. C'est pourquoi à la maison je dis à mes fils : ne vous mettez pas dans ces histoires de salle VIP ou de « je suis le fils d'une sénatrice ». Je vis dans un appartement fonctionnel, où le canapé est là pour tout le monde. C'est pourquoi mes fils n'ont pas le droit d'y mettre leurs chaussures. [...]

Alvaro Bianchi
 Professeur à l'Université Méthodiste de São Paulo et
 secrétaire de rédaction de la Revue Outubro
 et
 Ruy Braga
 Professeur à l'Université de São Paulo et secrétaire
 de rédaction de la Revue Outubro

Le PT au pouvoir : la gauche brésilienne et le social-libéralisme

« Nous allons vers un système libéral socialiste. Nous devons être libéraux dans l'économie et sociaux dans les priorités. Je défends cela depuis plus de dix années, par conséquent, personne ne peut m'accuser d'avoir cette idée parce que je suis dans le gouvernement maintenant ».

Cristóvam Buarque, ministre de l'Éducation du gouvernement Lula, dans O Estado de S. Paulo, 8 fev. 2003.

INTRODUCTION

La victoire électorale de Luís Inácio Lula de Silva et du PT, lors des élections présidentielles, condense plus de deux décennies de transformations sociales et politiques au Brésil. De grandes transformations. Deux décennies dans lesquelles le temps historique a été accéléré, fragmenté, bouleversé et cassé, créant un pays difficilement reconnaissable par rapport à ce qu'il était avant, du temps où sa formation sociale étaient enco-

re marquée par des continuités séculaires. Cette accélération du temps social n'a pas été vécue seulement dans les grandes métropoles, comme on pourrait s'y attendre, mais aussi en milieu rural où le temps lent des cycles naturels, avec ses saisons, ses jours et ses nuits, a été affecté par l'irruption de la politique avec ses rythmes propres.

Ce temps historique s'est accéléré y compris du fait d'événements qui ont commencé par l'arrêter. Ainsi le 12 mai 1978, les ouvriers de l'usine de camions Saab-Scania, dans la région ABC de São Paulo [1], ont décidé d'arrêter les machines et de croiser les bras. Revendiquant une augmentation de salaire de 20 %, les deux mille métallurgistes de cette entreprise ont commencé une grève qui marquerait histoire. Ils ont brisé le rythme cadencé du chronomètre, arrêté le temps de la production et avec cela ils se sont appropriés le temps de la politique.

Le mouvement des ouvriers de la

Saab-Scania a agi comme détonateur pour un puissant mouvement de revendication qui allait s'étendre à la région entière et au-delà. Tout au long de l'année 1978, presque 500 000 d'ouvriers ont mené des grèves et pendant l'année suivante le nombre de grévistes a atteint 3 241 500. Tel a été le point de départ d'un long cycle d'affrontement syndical et d'organisation de la classe ouvrière qui s'est poursuivi, sans interruption, jusqu'à 1989.

Les mouvements qui ont eu lieu dans l'ABC de São Paulo, à partir de la fin des années 1970, ont ouvert la voie à une vaste lutte contre la surexploitation du travail aussi bien que contre la législation politique répressive qui attelait le mouvement syndical à l'État et restreignait les formes de la représentation ouvrière [2]. Marqués par la spontanéité et par leur caractère offensif, ces mouvements ont inauguré une nouvelle pratique syndicale et politique. Rejetant la collaboration de classe, les pactes sociaux et l'immobilisme qui avaient caractérisé une bonne partie de la gauche brésilienne jusqu'alors, les grèves d'ABC ont créé un mouvement social fondé sur la confrontation sociale et l'indépendance de classe.

D'UNE « LOGIQUE DE LA DIFFÉRENCE » À UNE LOGIQUE ÉTATISTE

La naissance du PT est attachée de façon inséparable à ce mouvement gréviste. Déjà au milieu de 1978, le journal *Versus* a commencé à rendre public le projet de création d'un parti ouvrier sans patrons, capable de défier la dictature militaire. Le projet a trouvé une première expression avec les thèses que l'Union des Métallur-

gistes de San André a présentées au 9^e Congrès des Travailleurs Métallurgistes de l'État de São Paulo, réuni dans la ville de Lins, en janvier de 1979. [3]

Le 1^{er} mai 1979 une Lettre de Principes du Parti des Travailleurs a été diffusée où le projet a été réaffirmé : « Repoussant toute forme de manipulation politique des masses exploitées, y compris surtout les manipulations du régime militaire, le PT refuse d'accepter dans ses rangs les représentants des classes exploiteuses. Ce qui veut dire que le Parti des Travailleurs est un parti sans patrons ». [4]

Les définitions stratégiques du projet politique du PT ont été marquées néanmoins dès les premières années par un caractère d'extrême généralité et d'ambiguïté. Le Programme du Parti, approuvé dans la Réunion Nationale de Fondation, en octobre de 1980, a proposé de construire, dans sa lutte contre le régime répressif, « une alternative de pouvoir économique et politique, de démantèlement de la machine répressive et de garantie des libertés les plus larges pour les ouvriers et les opprimés, qui s'appuie sur la mobilisation et l'organisation du mouvement populaire et qui soit l'expression de son droit et de sa volonté de décider de l'avenir du Pays ». Le Programme de 1980 définissait ce pouvoir alternatif comme constitutif d'une société sans exploités ni exploités et affirmait que sa construction serait accomplie contre les intérêts du grand capital national et international, mais il avait peu à dire sur les formes pour y aboutir. [5]

Ce qui faisait la force du PT dans ses premières années n'était pas son projet stratégique, mais sa force sociale. Ce qui attirait les militants du mouvement syndical et de la jeunes-

se était la possibilité d'agir de façon effective à travers la participation politique dans un parti qui ne portait pas la lourde marque de l'immobilisme et de la bureaucratisme qui avaient ravagé la gauche brésilienne avant le coup militaire de 1964. Dans ce sens là, le PT a cristallisé un processus de reconfiguration sociale et politique de la classe ouvrière brésilienne qui avait eu lieu dans la décennie 1970, moyennant une multiplicité de mouvements sociaux qui contestaient les vieilles formes d'institutionnalisation politique des classes opprimées [6]. Ce qui faisait du nouveau parti un parti prometteur était sa « logique de la différence ». [7]

La construction du PT avait ainsi comme fondement un réflexe de classe et de lutte de classe [8] à l'état pratique, une traduction politico-organisationnelle des mouvements spontanés de grève qui avaient secoué la dictature militaire dans la fin des années 1970 et qui ont profondément changé les formes d'exercice de la politique au Brésil [9]. Les marques de ce classisme pratique étaient son rejet quasi instinctif des politiques de collaboration, de concertation et d'alliance avec la bourgeoisie, ainsi que la déclaration dans son acte de naissance d'une vocation anti-capitaliste et une foi au pouvoir thaumaturgique des « bases du parti ». Cette dimension pratique, spontanée, a été ce qui a donné au PT une vigueur et une force d'impulsion qui se sont montrées capables de renouveler la forme d'exercice de la politique par la classe ouvrière et en réaction, celle des classes dominantes elles-mêmes. C'était l'affirmation politique d'une force inimaginable et inattendue jusqu'à son apparition.

Les pratiques spontanées de ce classisme se sont bientôt transfor-

mension pragmatique. [13] L'horizon économique-corporatif a subi une modification ; il a été vidé de son contenu social. La « logique de la différence » qui avait orienté les débuts du parti a cédé la place, peu à peu, à une « logique de l'État », soutenue par ce grand nombre de parlementaires, maires, gouverneurs et leur entourage de conseillers. Une telle logique repose sur la conception d'un État ambivalent, soi-disant étranger aux déterminations de classe, porteur d'une grande capacité d'adaptation aux nouveaux contenus (idées, théories, pratiques) apportés par ses dirigeants ou reçus par eux d'autres sources. [14]

Ne rencontrant pas d'opposition idéologique ou théorique, le pragmatisme cru de la *realpolitik* a inondé la vie du parti, imprégnant les résolutions de ses rencontres et de ses congrès et, surtout, la pratique et les politiques de ses dirigeants. L'adhésion à une logique de l'État n'était pas, cependant, un processus simple et mécanique. Des grands conflits ont eu lieu, avec l'expulsion du moins d'un courant important, très précisément celui qui, à travers le journal *Versus*, avait proposé la création du PT. On a assisté à l'institution de mécanismes réglementaires qui ont restreint l'expression publique des divergences et à la mise en place d'une censure des courants de la gauche du PT. Il y a eu des résistances, mais au bout de quelques années, la logique de l'État est devenue largement prépondérante.

Quand le PT a annoncé le début d'une discussion stratégique, dans son 1^{er} Congrès, réuni en 1991, celle-ci ne pouvait plus être la traduction du classisme pratique. La défaite de la candidature Lula en 1989, les défaites des grèves des fonctionnaires

contre Collor en 1990 et les premiers pas vers la mise en place d'un modèle néolibéral avaient dissipé l'énergie du mouvement social et ouvert la voie à la consolidation d'une logique étatiste de la gestion politique à l'intérieur du parti.

Dans les débats préparatoires au 1^{er} Congrès, la consolidation de cette logique a été affirmée avec une force et une clarté inhabituelles dans la tradition du PT. Le secrétaire aux Affaires Internationales du PT de ce temps, Marco Aurélio Garcia, a présenté ses conséquences dans un chemin cristallin : « La démocratie politique ne peut pas être comprise seulement comme un moyen d'arriver à la démocratie sociale, ou une meilleure façon de lutter pour elle. La démocratie politique est une fin en soi. Une valeur stratégique et permanente. Si cette thèse est social-démocrate, je dis patience : soyons social-démocrate ». [15]

La résolution finale du Congrès, intitulée simplement Socialisme, a été marquée par un certain nombre d'amendements présentés par les tendances de gauche, mais elle n'a pas perdu son caractère fondamental : la démocratie sans phrase a été définie comme une valeur universelle ; le socialisme a été conçu comme une combinaison entre la « planification étatique et un marché encadré socialement » ; et, finalement, le pouvoir des thaumaturges a cessé, celui de la « base » devenant celui d'un « État [qui] exerce une action régulatrice de l'économie, à travers ses propres entreprises et des mécanismes de contrôle du système financier, de politiques fiscales, de prix, de crédit, d'une législation anti-monopoliste et de protection des consommateurs, des salariés et des petits propriétaires ». [16]

Le thème a été revisité récemment à

l'occasion d'une série de débats au sujet du socialisme, que le PT a organisés. Dans une intervention qui résume, dans une grande mesure, la vision de la majorité du parti, l'économiste Paul Singer a développé le projet d'un socialisme de marché : « La fonction du marché socialiste est de rendre possible la liberté d'initiative de gens ou de groupes avec de nouvelles idées ou de nouveaux projets. Ils devraient être encouragés à offrir leurs produits sans contrainte et sans être obligés d'obtenir l'autorisation d'une quelconque instance planificatrice. [...] La compétition dans ces cas devrait durer jusqu'à ce que les consommateurs aient décidé d'adopter les nouveaux produits ou à maintenir les vieux ». [17]

Dans son développement, l'argumentation n'éclaire pas pourquoi la compétition devrait être arrêtée, ni pourquoi elle ne produirait pas des rapports d'exploitation. Radicalisant l'argumentation de Paul Singer, Lula a vu la contradiction : « L'être humain est éminemment compétitif. Et dans la mesure où la capacité compétitive des êtres humains est bloquée et que tous les ouvriers commencent à gagner le même salaire dans une usine, les possibilités de succès de cette usine sont entravées. Les gens seront donc nivelés par en bas et non par en haut. Le socialisme n'a pu pas résoudre cette question ». [18]

Évidemment, il n'existe pas de programme en l'absence d'un sujet capable de l'accomplir. Pour cette raison, au cœur du projet du PT, on retrouve, à côté du marché, l'État. La solution présentée au problème par Lula reprend, ainsi, le thème du protagonisme étatique. « Le marché ne fonctionne que s'il y a un État très fort, réglementant ce marché et l'obligeant à respecter certaines clauses sociales. Le marché tout seul ne ré-

cial » sous la tutelle d'un l'État proudhonien de type social-libéral. Dans le futur gouvernement, l'État social-libéral prendrait le rôle d'une troisième instance, capable d'assurer la médiation entre les impératifs du marché et les demandes sociales, les intérêts dominants et subordonnés, au travers d'un nouveau contrat social : « Le nouveau modèle ne pourra pas être le produit des décisions unilatérales du gouvernement, comme cela se passe aujourd'hui. Il ne sera pas non plus rendu effectif par décret, de façon volontariste. Il sera le fruit d'une négociation nationale large qui doit aboutir à une alliance authentique pour le pays, à un nouveau contrat social capable d'assurer la croissance économique dans la stabilité. La prémisse de cette transition sera, naturellement, le respect des contrats et des obligations du pays. »

[23]

Du fait de cet État modérateur des conflits, force motrice de « l'espoir » et de la mise en œuvre de politiques publiques capables de stimuler le développement, l'économie cesse d'avoir à être conçue comme une instance autonome. Tout en essayant d'intégrer la classe ouvrière de manière pacifique, l'État social-libéral encadrerait l'univers du fétichisme marchand, au moyen d'initiatives régulatrices sur les prix, les salaires, l'investissement, les subventions, etc. Sur la forme présentée par le Programme de Gouvernement 2002 « la tâche immense de créer une alternative économique capable d'affronter et gagner le défi historique de l'exclusion sociale, demande la présence active et régulatrice de l'action de l'État sur le marché, évitant les comportements prédateurs des monopoles et oligopoles ».

[24]

Tout en stabilisant les contradictions

par l'intégration des classes dominées au sein de son appareil, l'État social-libéral serait capable de construire une correspondance entre objectifs économiques et objectifs politiques et de garantir l'interactivité des politiques publiques qui reposeraient sur l'économie pour promouvoir le social et seraient capables de résoudre les difficultés de l'économie par l'expansion du marché interne. L'autorité de l'État serait enracinée dans l'économie et s'exprimerait par la gestion de la demande globale, de sorte que les contraintes du marché seraient contenues à l'intérieur de l'État social-libéral : « L'État ne peut pas limiter ses actions à une gestion à court terme et à la solution des questions urgentes, mais doit être dirigé par une vision stratégique de longue période, toujours articulant des intérêts contradictoires et coordonnant les investissements publics et privés pour obtenir une croissance soutenue. Cela implique le rétablissement de la planification économique, seule capable d'assurer un horizon plus long pour les investissements ».

À travers la planification économique, la cosmologie du PT cherche à combattre les « irrationalismes temporaires » d'une histoire déchirée par les luttes sociales. « Il est seulement possible de prévoir la lutte », dirait Gramsci. Pas plus. « Il est seulement possible de prévoir le consentement », dit le programme du PT. Sous la devise « croissance dans la stabilité », il n'est plus question d'établir par la force, ici et maintenant, un monde meilleur, mais de préparer des transitions passives qui, progressivement, permettront qu'on y arrive. Cette représentation de l'histoire est indissociable du fétichisme d'État. Il faut un « acteur central », pour conduire de telles stratégies,

forcer les partenaires à accepter « des objectifs raisonnables », garantir le « respect des contrats », promouvoir le transformisme de ses chefs, garantir, en un mot, le nouveau contrat social.

Le gouvernement du PT se présente comme une alternative « réaliste » entre ceux qui recherchent la passivité de la classe ouvrière face à l'exploitation (le bloc de pouvoir coordonné par Fernando Henrique Cardoso) d'un côté, et les partisans de la lutte de classes : le MST (Mouvement des Sans Terres) et les composantes des courants du PT et non PT de gauche, de l'autre. Symétriques dans leur refus de la négociation, les néolibéraux et « gauchistes » seraient prisonniers d'une compréhension étroite des possibilités ouvertes à la croissance avec stabilité obtenue par le compromis social au moment de la fin d'une période historique dont l'expression est la crise du « consensus de Washington » (le premier « consensus », celui de la fin des années 1980, puisqu'un nouveau semble se dessiner).

En pleine crise du projet néolibéral, les accords fondés sur l'institutionnalisation du contenu des luttes sociales garantiraient l'espace pour une nouvelle approche de « l'exclusion sociale ». Les conflits ne seraient plus résolus par la « gestion monétaire » des suppôts des marchés, mais la société ne serait pas subvertie par la radicalisation des luttes. Négocier un nouveau contrat social capable de surmonter l'exclusion sociale permettrait d'éviter l'extrémisme des « partisans » de la violence de classe : « Seul un nouveau contrat social qui favorise la naissance d'une culture politique de défense des libertés civiles, des droits humains et de la construction d'un pays plus juste au plan économique et so-

de nos différentes cultures. » [31] Le terrain privilégié se trouvera consolidé par la diffusion chaque fois plus grande des valeurs démocratiques.

ENTRE LA BOURSE ET LES POLITIQUES COMPENSATOIRES

Comme nous l'avons déjà souligné, la proposition de nouveau contrat social est orientée fondamentalement vers la modernisation des engagements institutionnels capables de concilier les exigences du marché avec les demandes sociales. Dans ces termes, le programme de gouvernement de Lula réserve un rôle essentiel à l'idée de la rénovation et du renforcement du marché brésilien d'actions par l'intermédiaire de l'instrumentalisation des fonds salariaux et des fonds de pension : « Les fonds de pension se sont constitués comme un mécanisme de mobilisation de l'épargne des salariés toujours plus important. Cela donnerait aussi l'opportunité d'orienter des ressources additionnelles pour les institutions spéciales de crédit, renforçant leurs fonds prêtables. » [32]

Se fixer comme but que le marché brésilien des actions se transforme en un efficace instrument de mobilisation des investissements productifs illustre, dans une grande mesure, la préoccupation centrale du programme de Lula, avec la participation ordonnée des travailleurs brésiliens pour qu'ils aident au « renforcement du marché intérieur futur ». La proposition du PT de financiarisation des garanties salariales propose l'engagement des fonds de pension, particulièrement les ressources provenant des fonds salariaux (comme le Fonds de Garantie pour Temps de Service), mais pas seulement : dans

des investissements en actions avec une participation supposée des travailleurs dans la gestion des ressources réellement mobilisées ou potentiellement utilisables.

Il n'est pas inutile de rappeler que le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso a été pionnier dans l'utilisation des fonds salariaux d'entreprises d'État comme la Petrobrás ou d'entreprises privées comme la Compagnie Vale do Rio Doce. Plus récemment, l'emploi de ressources du Fonds de garantie pour Temps de Service fut autorisé pour l'achat d'actions de la Banco do Brasil. C'est-à-dire que le renforcement du marché de capitaux brésilien pour l'utilisation de ressources des fonds salariaux ou des fonds de pension s'inscrit dans un mouvement déjà initié par le gouvernement antérieur, et ne représente pas une grande nouveauté en termes conceptuels.

La nouveauté politique, néanmoins, découle de la proposition de financiarisation des fonds salariaux par le programme de gouvernement d'un parti de gauche dans le but de viabiliser une contre-réforme des retraites. En vérité, la thèse du nouveau contrat social selon laquelle la collaboration de classes garantit la prospérité commune est emblématique de la politique du PT, qui veut favoriser les intérêts du marché et ceux des travailleurs sur un terrain soi-disant commun, celui du « développement national. » D'un côté, le marché de capitaux aurait accès à des ressources de l'ordre de 27 milliards de R\$, et de l'autre côté, les travailleurs pourraient espérer, toujours en hypothèse, de meilleures retraites.

Comme l'explique le Programme de Gouvernement de la coalition Lula Président 2002 : « Quand au troisième pilier de l'actuel système des retraites, la retraite complémentaire,

qui peut être exercée à travers des fonds de pension créés par des entreprises ou institués par des syndicats (conformément à la Loi complémentaire 109) au bénéfice des travailleurs qui veulent un revenu additionnel au-delà de celui garanti par les régimes de base, elle doit être entendue aussi comme un puissant instrument de renforcement du marché intérieur futur et une source puissante d'épargne à long terme pour le développement du pays. Le développement et le renforcement de cette institution par le moyen de mécanismes d'incitation est nécessaire »

[33]

Il n'y a pas de doute que le message du PT est assez clair : il ne sera possible d'humaniser le capital qu'avec astuce et résignation. Sans précipitation ou événements spectaculaires, la politique finit par se transformer en une technique de négociation. La financiarisation de garanties salariales sur la base de la gestion des fonds de pension synthétise l'initiative du PT de tenter de réconcilier les intérêts des épargnants et ceux des travailleurs. Les syndicats brésiliens, par exemple, trouveraient dans les fonds salariaux ou dans les fonds de pension des médiations décisives et capables d'influencer les normes de fixation des retraites.

Rationalité, réalisme, modernité et progrès : à côté d'un rendement maximum à court terme, les travailleurs « bénéficieraient » d'un taux de rentabilité garanti à long terme, en contrepartie d'une stabilité du contrôle de propriété. Devant un appel si clair à la collaboration de classes, il est salutaire de rappeler les mots de François Chesnais à propos d'une version française de cette proposition : « A croire nos gouvernants et leurs conseillers, ce sont pourtant les placements en actions qui représen-

ment indique des problèmes très clairs. En premier lieu, étant donné les limitations budgétaires recon- nues et acceptées par le gouverne- ment, le mode de financement de Faim Zéro correspond sans beau- coup d'altérations à la logique néoli- bérale qui consiste à « rationaliser » les ressources pour assurer la « nor- malité » budgétaire. Pour l'essentiel, l'argent viendra de sources déjà existantes et entrera en concurrence avec les anciennes politiques so- ciales compensatoires établies par l'ancien gouvernement.

Si nous considérons le réajustement du salaire minimum brésilien, les projets de réforme des retraites et de la réforme des impôts, il ne fait pas de doute qu'il manquera des res- sources pour le projet PT. Dans ce sens, le programme Faim Zéro ne va pas beaucoup plus loin que les me- sures compensatoire déjà existantes ou déjà décidées. Largement insuffi- santes donc pour résoudre le problè- me brésilien de la faim. C'est-à-dire que, en plus du discours relatif à la « moralisation » dans l'usage de l'ar- gent public, la mobilisation des res- sources ne va guère au-delà de ce qui existe déjà ou qui se trouve à la disposition du gouvernement. Le changement viendrait d'une altéra- tion dans le « ciblage » des politiques compensatoires. Le combat contre le fléau de la faim se transforme en « priorité » de la politique sociale du PT. Les autres programmes auront à s'y soumettre.

En vérité, devant la crise politique et la certitude d'un début de mandat centré sur l'administration de la crise économique, le programme Faim Zéro joue un rôle essentiel : créer dans les classes dominées brésiennes un « rideau de fumée » pendant la première année du gouvernement Lula. Dans ce sens, il diffère des poli-

tiques compensatoires du gouverne- ment Cardoso : il correspond à un marketing politique beaucoup plus efficace. Le programme est capable de permettre à la logique néolibérale de gestion de la crise sociale de ga- gner un certain appui populaire, outre la tentative d'intégrer le MST et d'en transformer le caractère, moyennant la réactivation de l'agri- culture familiale, la dépolitisation d'une partie de ses objectifs, dans une claire tentative de freiner la lutte à la campagne. Ce n'est pas un ha- sard si les campements des sans- terre et l'appui aux petits agriculteurs se trouvent parmi les priorités du pro- gramme Faim Zéro pour cette an- née.

En somme, le programme Faim Zéro représente un instrument assez in- génieux de diminution des conflits potentiels du PT avec les classes do- minées. La déception populaire en- vers un gouvernement de gauche pourrait être réellement minimisée avec la propagande provenant de l'implantation du programme. L'effort de contre-réforme du gouvernement en sortirait aussi fortifié. Maintenant qu'il est en place, les réformes du co- de du travail et des impôts, mais sur- tout la réforme des retraites, toutes laissées inachevées par l'ancien gouvernement, occupent une place « sociale » assez visible. Ainsi le combat contre la faim sera réalisé sur la base de l'élimination des droits et des garanties sociales conquis, surtout dans le cas des fonction- naires publics, au long de décennies de luttes des classes exploitées bré- siliennes.

CONSIDÉRATIONS

FINALES

Viabiliser ce projet d'humanisation du capitalisme par le moyen d'une

révolution passive à la brésilienne peut être beaucoup plus risqué que ce qui est imaginé par la direction du Parti des Travailleurs. Le mouve- ment moléculaire des transitions gra- duelles requiert du temps et c'est ce que le nouveau gouvernement est en train de demander. Cependant, pas- sé plus de trois mois de gouverne- ment, le PT au pouvoir démontre qu'il entend avancer sur le chemin ouvert par le gouvernement anté- rieur. Fernando Henrique Cardoso termina son mandat avec une situa- tion économique critique, avec le re- tour de l'inflation, des niveaux d'en- dettement externe et interne alarm- ants, la fuite des réserves de chan- ge, la destruction d'une partie impor- tante du parc productif national et près de 1,8 millions de chômeurs dans la seule région du Grand Sao Paulo.

Le début du gouvernement du PT a servi à pacifier les affrontements entre les classes qui découlent de la crise brésilienne [38], en même temps qu'il a cherché, jusqu'ici avec un re- latif succès, à garantir « les condi- tions économiques » nécessaires pour attirer le capital financier spécu- latif. Les récentes baisses du taux de change avec le dollar indiquent que l'économie brésilienne a retrouvé une certaine « crédibilité » auprès des marchés financiers internatio- naux. La reprise de l'entrée de capi- taux à court terme et la diminution du risque-pays pour retrouver les ni- veaux antérieurs à la période électo- rale traduisent l'acceptation du gou- vernement Lula par le système impé- rialiste.

Le PT au pouvoir contribue active- ment, en accord avec l'idéologie do- minante et les besoins de crise à un projet de rénovation en deux temps : celle du projet néolibéral national prépare de façon pionnière la réno-

conditions pour le déclenchement d'un « cycle vertueux », débouchant sur une amélioration des comptes publics, de l'emploi et des revenus. Tout cela, bien évidemment, sur la base d'un ajustement fiscal à hauteur de 4,25 % du PIB. Les marchés financiers offrant comme contrepartie une baisse du risque-pays jusqu'aux niveaux de l'avant-campagne électorale...

Parallèlement à cet engagement « vertueux » du cycle d'accumulation du capital, les politiques sociales compensatoires devront être progressivement « rationalisées », à travers un arrangement institutionnel garantissant une « allocation efficace des ressources publiques » et la « viabilisation de l'accès au services des secteurs de moindre revenu à travers des aides et des politiques sociales bien ciblées » [44]. Autrement dit, cette « inclusion » sociale dont le gouvernement pétiste se renferme se réalisera sur la base du démantèlement de ce qu'il reste des politiques publiques universelles. Et finalement, dans un cadre d'ajustement renforcé combiné à des restrictions fiscales et à une croissance faible, la « rationalisation » des ressources publiques consacrées aux dépenses sociales se fera sans transfert équivalent de ces mêmes ressources vers les politiques plus « ciblées », comme cela a déjà été évoqué en ce qui concerne le plan Faim Zéro.

L'étendue des questions traitées dans le document du ministère des Finances exigerait un examen spécifique. Nous n'avons pas parlé de ce qui y concerne la réforme des retraites, la réforme fiscale, ou encore la thèse – longuement argumentée dans ce texte – de l'autonomie de la Banque centrale. Ni de la décision de demeurer dans le cadre de négocia-

tion de la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA selon son sigle en portugais et en espagnol), de la politique au regard du salaire minimum, du « réajustement » de 1 % pour les fonctionnaires, ou encore de l'accord avec le FMI. Ce qui nous intéressait ici était de mettre en évidence ce qui s'est vérifié concernant le gouvernement pétiste en tant que totalité : son incorporation au camp hégémonisé par le « Nouveau Consensus de Washington ». Un néolibéralisme plus mitigé dans son affirmation, plus préoccupé de politiques compensatoires, mais qui reste néanmoins néolibéralisme. La période transitoire dont le PT au pouvoir fait tant de cas signifie précisément cela : une transition passive à l'intérieur de l'ordre néo-libéral.

Il est clair que ce processus provoque et provoquera encore certains conflits. L'épisode des sanctions contre certains députés « radicaux » du PT est assez révélateur des tensions existant entre le néolibéralisme actuel et les illusions sur un possible « gauchissement » du gouvernement, dans un futur par ailleurs indéterminé. Comme nous l'avons souligné, les résultats électoraux de 2002 ont exprimé un profond désir de changements sociaux et un nouveau rapport de forces sociales. Ce désir de changements est incompatible avec la continuité des politiques économiques néolibérales.

Notes

1 Région Métropolitaine Sud de l'État de São Paulo, où se sont établies les grandes multinationales de la branche automobile.

2 Antunes, Ricardo. *A rebeldia do trabalho. O confronto operário no ABC paulista – 1978 – 1979*. Campinas : Unicamp, 1992.

3 PT. Partido dos Trabalhadores. *Resoluções de Encontros e Congressos. 1979-1998*. São Paulo : Fundação Perseu Abra-

mo, 1998, p. 47-48.

4 Idem, p. 53.

5 Idem, p. 68-69.

6 Voir, par exemple, Sader, Eder. *Quando novos personagens entram em cena. Experiências e lutas dos trabalhadores da Grande São Paulo (1970-1980)*. 2 ed. São Paulo : Paz e Terra, 1995.

7 Keck, Margaret. *PT : a lógica da diferença*. São Paulo : Ática, 1997.

8 Le texte original utilise le terme « classisme », qu'on trouve aussi en espagnol et en italien.

9 Bianchi, Alvaro. *Do PCB ao PT : continuidades e rupturas na esquerda brasileira*. *Marxismo Vivo*, n. 4, p. 106-116. dez. 2001.

10 PT. Partido dos Trabalhadores. *Resoluções de Encontros e Congressos*. Op. cit., p. 70-71.

11 Idem, p. 114.

12 Garcia, Cyro. *O PT das origens não existe mais*. *Marxismo Vivo*, n. 4, p. 93-105, dez. 2001.

13 Pour une critique du praticisme politique au Brésil, voir, les informations de : Lessa, Sérgio. *Crítica ao praticismo "revolucionário"*. *Praxis*, n. 4, p. 35-64, jul. 1995.

14 Pour une critique à l'État ambivalent, voir le chap. V de : Braga, Ruy. *A nostalgia do fordismo. Modernização e crise na teoria da sociedade salarial*. São Paulo : Xamã, 2003.

15 Garcia, Marco Aurélio. *Terceira via : a social-democracia e o PT*. *Teoria & Debate*, n. 12, out-dez. 1990.

16 PT. Partido dos Trabalhadores. *Resoluções de Encontros e Congressos*. Op. cit., p. 502.

17 Singer, Paul et alli. *Economia socialista*. São Paulo : Fundação Perseu Abramo, 2000.

18 Idem, p. 72.

19 Idem, p. 73.

20 Citée par Marx, Karl. *Miséria da filosofia. Resposta à Filosofia da Miséria do Sr. Proudhon*. São Paulo : Ciências Humanas, 1982, p. 136.

21 Mantega, Guido. *O que esperar do governo Lula na política e no social ? Exame*, 21 nov. 2002.

Notes de lecture : Wilebaldo Solano, *Le POUM : Révolution dans la guerre d'Espagne*, traduit du castillan par Olga Balaguer et Manuel Periañez, collection Utopie Critique, Éditions Syllepse, Paris 2002

Le POUM : Révolution dans la Guerre d'Espagne.

Témoignage et réflexion d'un combattant : Wilebaldo Solano

« [...] on ne pouvait pas rester neutre [...] C'était, dans son essence une guerre de classes [...] le peuple perdit, et les rentiers partout se frottèrent les mains. L'enjeu véritable c'était cela : tout le reste n'était que les hors-d'œuvre [...] » (George Orwell)

Wilebaldo Solano, dirigeant historique du POUM, vient de publier en version française un ouvrage qui tire un bilan de son expérience (le livre en est à sa troisième édition en Espagne). La personnalité de l'auteur et ses analyses en font un instrument précieux, tout particulièrement dans la période actuelle.

Ne nous y trompons pas, Solano n'essaie pas d'écrire une histoire de plus de la Guerre civile espagnole, la « sienne ». Le travail a déjà été fait par d'autres, parfois avec compétence ou passion, trop souvent avec un détachement « historiciste » un peu frustrant. C'est un livre de militant,

documenté et précis. Solano se garde des anathèmes, des outrances (ce n'est pas fréquent, aussi convient-il de le saluer). Il essaie avec lucidité mais aussi avec une très grande humanité de nous communiquer une expérience unique. La structure originale de sa contribution marque l'indépendance d'esprit de l'auteur. Son propos s'articule en deux corpus bien distincts.

La première partie restitue l'histoire politique du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), un parti révolutionnaire indépendant, qui combattit sans concession le stalinisme et la bourgeoisie, mais refusa de rejoindre Trotsky dans sa tentative de reconstruction d'une nouvelle internationale. Les trotskystes « orthodoxes » n'en ont souvent gardé que l'image d'un parti « centriste », vision réductrice frisant la caricature. Cette option n'était pas aussi simple ; nous y reviendrons. Autre apport précieux :

contrairement à ce que l'on a souvent dit, malgré la répression de 1937, malgré la disparition de ses deux dirigeants les plus prestigieux et expérimentés, Nin et Maurin, le POUM saura survivre jusqu'à la fin de la Guerre civile (et même au-delà) Ce n'est pas le moindre des paradoxes.

Le deuxième volet retrace le parcours d'Andrés Nin, révolutionnaire intègre et exceptionnel, assassiné par les staliniens, qui sut rester fidèle à sa classe jusqu'à la mort. Mais au-delà de Nin, les relations avec trois figures déterminantes du mouvement ouvrier nous retranscrivent l'aspect humain et combien attachant de l'homme. Souvent les sectarismes nous ont donné une image fossilisée des personnalités des années qui ont suivi la Révolution d'octobre 17. Les pressions du stalinisme et des appareils bureaucratiques, maniant apologie et caricature, ont momifié les hommes et les femmes. La deuxième partie de l'ouvrage restitue les rapports militants, passionnés et individuels de Nin avec trois personnalités hors du commun : Joaquín Maurin, Victor Serge et Léon Trotsky. Les documents se référant à la persécution du POUM, à son procès, les dernières découvertes des archives de Moscou, démontrent, preuves à l'appui, ce que Pierre Broué et Julian Gorkin [1] avaient déjà deviné à travers les textes tronqués et les bribes de vérité : l'escroquerie du « petit Père des peuples » et des partis « communistes » (c'est-à-dire staliniens) agissant de conserve avec les tenants de l'ordre impérialiste mondial. En un mot, « la grande trahison ». [2]

L'avant-propos, sous la signature de Jean-René Chauvin et Patrick Silberstein, retrace fidèlement le cadre historique, reliant la Guerre d'Espagne

au contexte international, faisant le parallèle entre les procès de Moscou et la répression contre les poumistes, les anarchistes et les socialistes de gauche en Espagne. [3]

La guerre civile espagnole (on l'oublie trop souvent), voyait apparaître pour la première fois dans l'Histoire un type de méthodes jusqu'alors inconnu, inouï, au sein du mouvement ouvrier : le gangstérisme, la manipulation, la duplicité, l'obéissance fanatique aux chefs, en un mot le stalinisme. Jamais auparavant des militants ouvriers n'avaient été confrontés à de pareilles méthodes de provocation, à de pareilles campagnes orchestrées de mensonge, de calomnie. Il suffisait que le « chef » dise « blanc » un jour et « noir » le lendemain pour que ce fût cru et répété par les adeptes de la secte. Orwell ne l'a que trop dénoncé dans *La ferme des animaux*.

Rappelons, en préambule, que Wilebaldo Solano avait seulement 19 ans quand éclatait la Guerre Civile. Il était membre du Comité exécutif de la JCI (Jeunesse Communiste Ibérique, organisation des Jeunesses du POUM), il siégeait déjà dans les meetings aux côtés d'Andrés Nin. Dans cet ouvrage, Solano, par modestie, se garde d'insister sur son rôle. Pour nous, au-delà des précautions conventionnelles, c'est tout à fait important. Ce qu'il nous transmet est un témoignage direct, conscient et unique de l'expérience d'un militant qui a traversé le siècle. Ce qui est encore plus exceptionnel, c'est qu'il n'a jamais abandonné et qu'il continue à réfléchir au combat pour la révolution.

**AUX ORIGINES DU POUM,
DES CONDITIONS**

TRES SPÉCIFIQUES.

La première partie nous plonge dans les origines du mouvement communiste en Espagne. En France, on a vécu sur une vision linéaire de l'appareil du PCF se construisant majoritairement après la scission du Congrès de Tours. On oublie trop rapidement que la SFIO se reconstitue très rapidement, majoritairement, et que la CGT resta longtemps dans le giron des « anarcho-sindicalistes » et des sociaux-démocrates...

En Espagne, le PCE, dès sa création, n'est qu'un minuscule appareil se reproduisant par crises. Certes l'existence de l'UGT et du PSOE, de la CNT et de la FAI seront des éléments difficiles à surmonter pour qu'existe un mouvement communiste authentique. Mais c'est le sectarisme et le dirigisme de Staline (que soulignait déjà Jules Humbert-Droz) qui freine tout développement. De ces débuts chaotiques et malgré la répression de la Monarchie, des leaders surgissent, comme Maurin ou Andrade. Chacun sait que le POUM naîtra de la convergence de deux courants : celui issu de la Fédération communiste catalano-baléare (issue du parti communiste originel) qui créera le BOC (Bloque Obrero y Campesino, Bloc ouvrier et paysan) et le courant d'Andrés Nin, l'ICE (Izquierda Comunista de España, Gauche Communiste d'Espagne), déjà en rupture avec l'Opposition de gauche internationale liée à Trotsky.

UNE RÉELLE

ORGANISATION

AUTONOME

DE LA JEUNESSE.

Habituellement, la vision qui nous est transmise des organisations de jeu-

nesse des années 1920-1930 est celle de simples « satellites » des partis. Or Solano montre bien que la JCI, la Jeunesse Communiste Ibérique, avait une réelle autonomie. Le premier congrès se tient en mars 1934. Mais très vite des liens se tissent avec les Jeunesses socialistes, communistes et libertaires et les jeunes de l'ICE. La situation se radicalise en Espagne, Hitler accède au pouvoir à Berlin (janvier 1933) et Dollfuss écrase les milices ouvrières à Vienne (février 1934) Ce que démontre l'ouvrage de Solano, c'est que la jeunesse, d'une certaine manière, anticipe la volonté d'unification et de combat du mouvement ouvrier. Ainsi la JCI précède-t-elle la constitution du POUM et intègre bientôt en son sein les Jeunesses venues de l'ICE, lors de la création du nouveau parti.

LA RUPTURE AVEC

LA POLITIQUE DE

DIVISION DU STALINISME.

À l'époque le Komintern est en pleine « troisième période ». L'ennemi, c'est la social-démocratie. Cette politique irresponsable eut pour conséquence dramatique la division du prolétariat allemand et l'ascension de Hitler. Maurin, Nin et Trotsky prônent le Front unique face à la montée des fascismes. Cette orientation voit sa concrétisation en Espagne. « La politique de Front unique a commencé à prendre tout son sens à la fin de 1933 et au début de 1934. Mais celui-ci devait se cristalliser sous une forme adaptée aux spécificités du mouvement ouvrier et du pays. Laborieusement, à travers différentes batailles, contre le chômage, contre le patronat, etc., le BOC a ouvert la voie à l'Alliance Ouvrière qui s'est

constituée en 1933 [...] De son côté l'Alliance Ouvrière des Asturies s'organisa en mars 1934 avec la participation de la CNT [...] Le 5 mars à l'initiative des Jeunesses Socialistes et de l'ICE, l'Alliance Ouvrière se constituait à Madrid... » (p. 71 -72)

LA FONDATION DU POUM

Malgré l'échec de la Révolution d'octobre 1934 [4] les JJSS (Jeunesses Socialistes) se radicalisent. Santiago Carrillo, Federico Melchor, Carlos Hernandez Zancajo, cherchent à se rapprocher des trotskystes et des futurs poumistes. C'est dans ce contexte que Trotsky prône la politique « d'entrisme » [5]. Wilebaldo Solano rappelle qu'en septembre 1934 « Carrillo a été jusqu'à proposer que les JCI fusionnent avec les Jeunesses socialistes. Nous avons été assez surpris par cette proposition et nous avons répondu qu'avant d'envisager une fusion, il était nécessaire de régler de nombreuses questions politiques... » (p. 72)

Le mouvement trotskyste a toujours considéré qu'il aurait fallu entrer dans le Parti et les jeunesses socialistes, ce qui aurait permis une intervention bien plus efficace dans la révolution espagnole, plutôt que de constituer le POUM. Solano n'évite pas le débat et rappelle que le « tournant français » [6] l'expérience de « l'entrisme » [7] dans les partis socialistes en Europe ou aux États-Unis (1934-1935) s'est soldée par une impasse et de rappeler que « depuis le 7^e congrès de l'internationale communiste » les délégués et les émissaires de Moscou (Vittorio Codovila, Jacques Duclos, Raymond Guyot, etc.) ont exercé une pression constante sur les dirigeants des Jeunesses socialistes et dans la gauche socialiste. Solano souligne que

« sauf exception, personne n'a pensé au sein des organisations qui avaient fusionné pour fonder le POUM que cette perspective politique était la meilleure » (p. 76)

Il est toujours facile, après coup, de dire que la création du POUM était une « erreur ». Mais ceux qui ont critiqué, ont-ils été capables de faire mieux par la suite ? En outre, après 1945, en France ou en Italie, à titre d'exemple (gardons-nous d'évoquer évidemment l'Espagne, le Portugal, la Hongrie ou la Pologne, etc.), la période était certainement moins tragique que dans les années trente ! Qui n'a vu des militants honnêtes, entrer dans des organisations de masse en vue de les « radicaliser », se laisser ensuite « phagocyter » ou corrompre, tout comme Santiago Carrillo [8] ? L'exemple récent du PT brésilien est assez illustratif. La question de « l'entrisme » s'est soldée partout par un échec. Il serait sans doute utile d'en tirer un bilan public. Cela dépasse évidemment la question du trotskysme et du POUM...

LE POUM, UN PETIT

RÉVOLUTIONNAIRE

CONFRONTÉ À

DES PROBLEMES

POLITIQUES IMMENSES

▮ les élections de février 1936 et la Révolution

Le 29 septembre 1935 se constitue le POUM. Implanté surtout en Catalogne, il semble promis à un très rapide développement [8], notamment en Galice, à Madrid, dans le Levant. Il compte environ 8 000 militants et 40 000 sympathisants. La participation aux élections de février 1936 se-

ra son premier baptême du feu : « Le POUM participa au sein de la coalition ouvrière-républicaine que les staliniens se dépêchèrent de baptiser Front populaire. En réalité, ce n'était pas la formule classique du Front populaire. Il ne s'agissait pas d'une coalition organique mais d'un front électoral [...] Trotski, mal informé et croyant que se répétait le Front populaire français, écrivit un article très agressif contre Nin et Andrade qui étonna même les trotskistes français, qui se limitèrent à le publier dans leur bulletin intérieur. Trotski démontrait une incompréhension totale d'un phénomène de masse prodigieux qui allait modifier radicalement la situation espagnole. En effet, la victoire électorale permit la libération des 30 000 prisonniers d'octobre 1934, la défaite politique de la droite et la montée du mouvement des masses » (p. 233). Solano dit vrai quand il affirme que la question des élections était vue comme un pas en avant pour libérer ceux de 34. Pour autant, s'agissait-il seulement d'un simple « front électoral » ? Chacun sait que la campagne électorale connut des rassemblements énormes. Mais l'attribution des circonscriptions, à l'intérieur de la coalition électorale de « Front populaire », laisse la part belle aux Républicains et rogne, au maximum, le vote ouvrier. Ne parlons pas du « programme » : le républicain Diego Martinez Barrio avait été fort clair : « les républicains ne doivent ni ne peuvent s'engager à autre chose... (l'amnistie des prisonniers, et rien d'autre). » En ce qui concerne les attaques de Trotsky, le ton et les termes employés permettaient difficilement la poursuite d'un dialogue. Pour autant, le fond n'était pas dépourvu de perspicacité ; le POUM commençait à se laisser entraîner sur un terrain glis-

sant. Cependant, si l'on veut être honnête, une organisation révolutionnaire pouvait-elle se tenir en marge de cette élection et faire cavalier seul ? Était-il opportun de présenter des listes indépendantes ? C'était certainement un exercice très difficile.

Solano montre dans son ouvrage l'abnégation et l'héroïsme des militants du POUM. Dès qu'éclate le « pronunciamento », dans les collectives, dans les mesures révolutionnaires, dans l'action militaire, les militants du POUM seront toujours à la pointe du combat. Par la suite, le POUM se trouvera confronté au même type de dilemme :

- La militarisation des milices. Il n'en est dit que peu de chose (et pourtant dans ses commentaires de presse à propos du film de Ken Loach, *Land and Freedom*, Solano en avait bien relevé l'importance primordiale. Cette question aurait mérité davantage de développement dans l'ouvrage).
- La participation de Nin au nouveau gouvernement de la Généralité. N'était-ce pas un nœud coulant ? Rappelons qu'au soir du 19 juillet, après que les ouvriers de Barcelone ont écrasé les factieux, Companys n'a qu'une hantise : rétablir l'ordre à tout prix. Il envisage même d'envoyer les forces de l'ordre contre les militants syndicalistes en armes. Son chef de la police, Escofet, l'en dissuade, car les unités républicaines, qui viennent de combattre au coude à coude avec les ouvriers, « n'obéiraient pas » Nombre de militants (et d'historiens) ont donné dans le romantisme en parlant du fameux « Comité de milicias antifascistas ». Solano a mille fois raison quand il analyse : « En juillet 1936, le problème du pouvoir et des organes du pouvoir était en Catalogne la question centrale. Le POUM et la JCI se pronon-

cèrent dès le début en faveur de la formation d'un gouvernement ouvrier [...] Mais les dirigeants de la CNT (majoritaires à ce moment-là), auxquels le président de la Généralité (Lluís Companys) avait dit qu'il était disposé à se retirer, ont laissé le gouvernement de la Généralité et ont décidé de le doubler par le Comité des milices antifascistes. Cet organisme a été créé après un compromis [...] Un tel compromis n'avait d'autre but que celui d'affaiblir le POUM et défavoriser le PSUC [...] Les militants du POUM et de la JCI ont considéré qu'il s'agissait d'un recul grave ; à ce propos ils n'ont jamais compris les commentateurs étrangers qui [...] exaltaient le Comité des milices en en faisant une espèce de soviét. » Le 26 septembre, le Comité des Milices était dissous et intégrait le Conseil de la Généralité. La contre-révolution pouvait commencer...

LA POLITIQUE DU POUM, UN DÉBAT TOUJOURS ACTUEL

Les adversaires (de « gauche ») du POUM n'ont jamais été avares de critiques. Solano, quoique partie prenante, ne fait d'ailleurs preuve d'aucune complaisance. Cependant, ce jeune parti représentait un point d'appui extraordinaire pour les travailleurs espagnols. Il fut le premier à dénoncer les procès de Moscou. Malgré les divergences, sans arrière-pensées, Nin proposa à Trotsky de se réfugier en Espagne (la lettre sera détournée et ne parviendra jamais au destinataire, comme nombre d'autres missives). Il n'est pas inutile de rappeler que les provocations et le travail d'agents du GPU contribuèrent à envenimer nombre de divergences. A ce propos, quel fut le rôle de Francisco Garcia

Lavid alias Henri Lacroix ? Agent infiltré ou militant « paumé » ? [9]. Les staliens n'ont cessé de répéter que « les événements de mai 1937 » constituaient une sorte de trahison au milieu du combat... Face à cette vision mensongère et caricaturale, Solano, une fois de plus, rétablit les faits. En pleine offensive fasciste sur Madrid, dès octobre 1936, les staliens commencent leurs agressions et leurs provocations contre les poumistes, les accompagnant d'une campagne de calomnie et de diffamation monstrueuse (p 83). Les émissaires de Moscou, Rosenberg et d'Antonov-Ovseenko, exercent un chantage éhonté sur le gouvernement central et sur celui de Barcelone (Staline les en remercia par une balle dans la nuque...). La déclaration de La Pravda du 17 décembre 1936 était sans ambiguïté : « En Catalogne, l'élimination de trotskistes et des anarcho-sindicalistes a déjà commencé ; elle sera menée à terme avec la même énergie qu'en URSS ». Mais au-delà, ce que l'on oublie, c'est que le GPU ne tue pas par perversion ou sadisme ; la question est politique. Toute avancée de la Révolution constituait un danger mortel pour Staline et ses sicaires. Or, en janvier 1937, le comité exécutif de la TCI énonce les bases d'un programme en vue de la constitution d'un Front de la jeunesse ouvrière révolutionnaire : approfondissement de la révolution, organisation d'une armée révolutionnaire, dissolution des parlements, élection d'une assemblée de délégués de comités ouvriers de paysans et de combattants, épuration des appareils administratifs et judiciaires, rupture avec la Société des Nations et la diplomatie secrète, défense des libertés, liberté de critique, condamnation des campagnes de calomnies au sein du mouvement ouvrier. L'écho est extraordinaire. Le

4 février 1937, 8 000 militants assistent au meeting de la JCI du Gran Prixe à Barcelone. Le rassemblement s'achève en manifestation sur les Ramblas. Quelques jours plus tard, un immense meeting, place de Catalogne rassemble 50 000 personnes. A la tribune : les Jeunesses coopérativistes, les Étudiants communistes, les Jeunesses de Mujeres Libres (Femmes Libres, libertaires). Wilebaldo Solano, pour les Jeunesses du POUM (JCI) harangue la foule. Fidel Miro, pour la FIJL (Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires, organisation de Jeunesses à majorité FAI) déclare devant un public enthousiaste : « Il ne faut pas reculer d'un seul pas sur le chemin de la contre-révolution et de la défaite » (p. 87 et 88). Bientôt les contacts sont pris avec les Jeunesses socialistes de gauche (« caballeristes »). Tout pouvait encore basculer.

Les « journées de mai 1937 » [9] constituent pour les staliens l'ultime provocation pour faire refluer la révolution et perdre la guerre. L'enlèvement, les tortures et le meurtre de Nin achèveront ce sale travail. On peut toujours se demander si la manière de discuter souvent cassante de Trotsky était la meilleure façon de convaincre. Quand on lit les termes extrêmement virulents (« trahison [...] criminelle attitude ») on est en droit de se demander si la méthode était la bonne. Tout militant ouvrier normal, et Nin était loin d'être un novice, se serait senti humilié et diffamé dans sa dignité et son honneur. [10] Néanmoins Trotsky sut reconnaître la valeur de Nin. Après son assassinat, il publia, le 8 août 1937, un texte vibrant qui rendait justice au révolutionnaire : « Malgré les divergences qui me séparent du POUM, je dois reconnaître que dans la lutte que Nin menait contre la bureaucratie soviétique, la justice

était entièrement du côté de Nin. Il s'efforçait de défendre l'indépendance du prolétariat espagnol à l'égard des machinations diplomatiques et des intrigues de la clique au pouvoir à Moscou. [...] Il refusait de collaborer avec le GPU pour miner les intérêts du peuple espagnol. C'était là son seul crime. C'est ce seul crime qu'il a payé de sa vie » (p. 270)

LE POUM FACE À LA RÉPRESSION STALINIENNE

Le POUM a été caractérisé comme « trotskyste ». Ce n'est pas un terme injurieux, loin de là, mais Solano rappelle simplement qu'il ne l'était pas. Le POUM s'est voulu une organisation révolutionnaire, combattant pour le Socialisme, c'est-à-dire pour l'émancipation de l'Humanité et le Communisme, avec des principes marxistes. Ce n'est déjà pas si mal. L'auteur montre comment, avec un courage farouche, les militants du POUM (souvent très, très jeunes) [11] les anarchistes, les socialistes « caballeristes », tous ceux qui refusaient le gangstérisme des staliens, sont parvenus, non à éviter l'assassinat de Nin et de bien d'autres, mais à résister et à mettre en échec les méthodes de leurs bourreaux. Par leur intelligence, par les liens avec leur classe, par la solidarité internationale, les poumistes ont pu résister. Solano le rappelle, non sans fierté, et non sans raison : les procès de Barcelone ne furent pas ceux de Moscou.

Le dévouement de militants comme Daniel Guérin, comme Victor Serge et tant d'autres a permis, malgré le moment (« il est minuit dans le siècle », disait Victor Serge) à Wilebaldo Solano, à Gorkin, à Andrade et

à ses camarades de garder l'honneur de la classe ouvrière. On lira, non sans amusement, le rapport du stalinien Luigi Longo (alias Gallo, adjoint de Togliatti-Ercoli), envoyé par le GPU pour liquider les révolutionnaires. Il y laisse éclater sa fureur impuissante [12].

A PROPOS DES RELATIONS DE JOAQUIN MAURIN, VICTOR SERGE ET LÉON TROTSKY AVEC ANDREU NIN

Andreu Nin était un dirigeant exceptionnel, d'envergure internationale. Ce n'est pas un hasard si le GPU voulait à tout prix le « liquider ». En Catalogne, il était lié intimement au mouvement ouvrier le plus sincère et le plus profond. D'abord militant de la CNT, il avait connu l'un de ses dirigeants les plus prestigieux, Salvador Seguí (« El noi del sucre », le gars du sucre) assassiné par des tueurs patronaux lors des « trois années bolcheviques » à Barcelone. Mais ce qui le rendait particulièrement dangereux pour Staline, c'est qu'il avait résidé à Moscou pendant près de dix ans, y avait occupé des postes de responsabilité à l'ISR et connaissait fort bien et personnellement les leaders de la Komintem. Il avait donc la vocation d'être un élément charnière du point de vue internationaliste. Son ami Joaquín Maurín fut un remarquable organisateur. Malheureusement, le « golpe » le surprit en tournée militante en Galice. Miraculeusement rescapé (on le croyait mort), il ne put jouer le rôle politique qu'il aurait mérité. Quant à Victor Serge, personnalité d'une intégrité hors du commun, il resta fidèle à ses amis du POUM et au combat pour l'émanci-

pation jusqu'à sa mort. L'hommage que lui rend Solano est d'autant plus touchant. Enfin, il est utile de rappeler l'amitié qui lia Trotsky à Nin, car les tonnes d'encre, de polémiques et de papier (bien ou mal intentionnés) font souvent oublier le plus important : l'estime sincère et réciproque qu'éprouvaient les deux hommes. Le témoignage le plus émouvant (et en même temps si pudique) nous le devons à Wilebaldo Solano lui-même quand il nous restitue la dernière journée avec Andreu Nin, lors de son enlèvement par la bande d'Orlov vers son lieu de torture et son assassinat à Alcalá de Henares : « Je n'oublierai jamais ce 16 juin 1937. Pour bien des gens ce fut, sans doute, une journée de plus, dans la Barcelone blessée par la guerre et les séquelles de Mai. Mais pour Andreu Nin et ses camarades de combat, ce fut une journée dramatique, considérée comme telle dans l'histoire d'Espagne et du socialisme international [...] C'était le 16 juin 1937. A Barcelone le soleil brillait et le ciel était d'un bleu véritablement merveilleux. Au loin, sur les fronts d'Aragon, du Levant, d'Andalousie et dans les tranchées de la Moncloa, les militants du POUM et de la JCI luttèrent et moururent tandis que leurs dirigeants étaient calomniés et arrêtés, bientôt même assassinés. Le lendemain, dans les rues de Barcelone, les murs donnaient à lire aux gens étonnés : "Où est Nin ?" » (p 183 et ss.)

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

A travers des films d'investigation, comme Opération Nikolai, que mentionne Solano (passé malheureusement inaperçu sur Arte), on comprend, dans les moindres détails, ce

que beaucoup avaient déjà en partie révélé. Nous connaissons, à présent, les noms des bourreaux envoyés par Staline. Leurs méthodes n'avaient évidemment rien à envier aux mafieux : « De 1936 à 1939 se livraient en Espagne deux guerres à mort, deux guerres civiles. L'une opposait les forces nationalistes de Francisco Franco, aidé par Hitler, aux républicains espagnols, aidés par les communistes ; l'autre opposait les communistes entre eux. Staline, en Union Soviétique, et Trotski du fond de son exil, espéraient respectivement représenter le salut pour les républicains espagnols qu'ils soutenaient l'un et l'autre ; ils cherchaient à devenir chacun l'unique porte-drapeau de la révolution communiste mondiale. Nous y avons engagé nos jeunes agents de renseignement encore inexpérimentés tout comme nos cadres les mieux préparés. L'Espagne fut en quelque sorte notre "jardin d'enfants" [...] Les initiatives que nous avons prises par la suite [...] ont toutes eu pour origine les contacts que nous avons établis en Espagne et les leçons que nous avons tirées de la guerre civile espagnole. » [13] Nous savons à présent que c'est l'adjoint de Pavel Soudoplatov, Léonide Eitingon, qui a envoyé Lev Lazarevitch Feldbine (alias Alexandre Orlov) [14] pour exécuter ces sinistres missions. C'est cet individu qui fut chargé de torturer, d'assassiner Andreu Nin et de faire disparaître son cadavre. Ce sont ces mêmes crapules qui recrutèrent Ramon Mercader, l'assassin de Léon Trotsky à Coyoacán. Décoré par ses maîtres, Mercader sera même, à ses heures, conseiller politique de... Fidel Castro. On peut d'ailleurs se demander comment Mercader, alias Mornard, alias Jacson, passait si facilement la frontière des USA au

Mexique avec des faux papiers. Le fait que « Orlov » ait trouvé si aisément refuge aux États-Unis et n'ait jamais plus été inquiété par les services secrets soviétiques tendrait à laisser croire que l'assassinat de Trotsky aurait bien pu être mené avec l'assistance des services secrets nord-américains. A l'époque, le chef du FBI n'était autre que Edgar J. Hoover. On sait que cet individu n'avait pas plus de scrupules concernant la liquidation de militants ouvriers que ses homologues de la Loubianka. Il y a de cela quelques années, Pierre Broué l'avait déjà suggéré. [15]

Les temps ont changé. Le stalinisme est mort. Il y a quelques années, après 1978, à Barcelone, on avait apposé sur les Ramblas (là où se trouvait l'ancien siège du POUM) une plaque « en l'honneur » de Nin affirmant qu'il avait été « victime de l'incompréhension » (sic). Le stalinisme avait encore quelques beaux jours à vivre... À présent, heureusement, une nouvelle plaque rappelle enfin que Andreu Nin fut « victime du stalinisme ».

Nombre d'entre nous ont lu avec émotion le livre de Wilebaldo Solano. Parmi les victimes de 1937 est évoquée la mémoire de Marcial Mena [16] qui fut le dirigeant du POUM de Lleidà (Lérida) Ce militant avait été l'un des héros de l'écrasement du soulèvement fasciste dans cette ville. En 1937, les gens du PCE et du PSUC instruisirent un « procès » expéditif contre lui. Problème : aucun officier cénétiste ni socialiste ne voulait diriger le peloton d'exécution ! Ils durent se résoudre à envoyer un stalinien qui, par la suite, demanda son transfert à Madrid où il disparut. Marcial Mena mourut héroïquement en défilant ses bourreaux. Le lendemain de l'assassinat de Mena, des tracts

inondaient les tranchées : « La mort de Mena sera vengée ! », répandant la terreur dans les rangs du PSUC... Enfin Wilebaldo Solano révèle, et ce n'est pas le moindre intérêt de son ouvrage, que les divergences entre Nin et Trotsky furent attisées par des agents provocateurs staliniens infiltrés dans les organisations révolutionnaires. Ainsi certains courriers de Trotsky ne sont jamais parvenus à Nin. Des rendez-vous, qui avaient été fixés pour que le POUM puisse assister à des conférences trotskistes, ont été court-circuités. Nul ne gommait les divergences (normales par ailleurs) entre organisations qui combattaient pour la révolution. Il y a certainement eu des erreurs, des incompréhensions, ce n'est pas niable, et Solano en souligne un certain nombre. Au-delà des polémiques, l'ouvrage est néanmoins un instrument précieux pour tout militant qui veut s'orienter et combattre. Le « coup de force » et les journées des dupes d'avril-mai 2002 en France (assez semblables au « coup d'Etat » légal gaulliste de 1958), les gigantesques manifestations, la guerre impérialiste annoncée, tout démontre que la lutte des classes nécessite plus que jamais lucidité et organisation.

Il faut lire le livre de Wilebaldo Solano. C'est une analyse honnête, intelligente dans le respect scrupuleux des militants et des personnes. Ce n'est pas fréquent.

C'est aussi et surtout l'œuvre d'un militant lucide, fidèle à sa classe, combattant pour le socialisme et la révolution.

Notes

[1] Pierre Broué, Émile Témime, et Remi Skolitel'sky sont sans doute parmi les seuls

à essayer de dépasser le conventionnel. Ce qui rend leurs travaux d'autant plus « objectifs ». On peut évidemment toujours puiser des références utiles chez Hugh Thomas, Guy Hermet, Paul Preston, Gabriel Jackson, Pelai Pages, Frank Minz etc.

[2] titre de l'ouvrage de Jesus Hernandez, lui-même ancien dirigeant stalinien du PCE, qui dénonça ensuite ces pratiques. Ouvrage intéressant mais dont les affirmations doivent évidemment être prises avec circonspection.

[3] Par contre, le titre assez pompeux, l'Espagne au cœur, semble quelque peu maladroite. C'est la reprise de l'intitulé d'un recueil de poèmes écrits en... 1937 par ce grand stalinien devant l'éternel qu'était Pablo Neruda (cela n'enlève rien, par ailleurs à son génie poétique). Pour autant, ce n'est pas une raison pour lui rendre hommage en la circonstance, au vu de son rôle en Espagne. C'est un détail.

[4] On parle souvent de « Révolution d'octobre 1934 en Asturies ». En réalité le mouvement lancé par les socialistes fut quasiment un échec partout, sauf dans les Asturies. Mais la tentative s'opéra dans toute la péninsule, à Madrid, à Barcelone, en Aragon, dans le Levant, etc. Les causes sont certainement multiples : impréparation des chefs, manque d'organisation, écrasement antérieur de l'insurrection des moissons conduite par la FTT-UGT, refus de la CNT (sauf dans les Asturies) de se joindre à un mouvement dont elle se méfiait...

[5] « En aucune façon, par un utilitarisme circonstanciel, nous ne pouvons nous fondre dans un conglomerat amorphe, appelé à se briser au premier contact avec la réalité » (p. 217) dira Nin (cité par Solano). La rupture est consommée avec le courant trotskyste. Mais, de fait, les ponts étaient déjà rompus entre Nin et Trotsky depuis 1932.

[6] Le terme « d'entrisme » a été tellement galvaudé qu'il convient d'en préciser la signification. Sinon, on confond tout. L'opposition de gauche était isolée et persécutée. Pour être à même de se disposer dans la

révolution montante, Trotsky proposa à ses partisans d'entrer dans les partis socialistes qui n'allaient pas tarder à voir un afflux de militants. La proposition paraissait d'autant plus crédible que les Jeunesses socialistes, elles-mêmes demandaient publiquement aux révolutionnaires de se joindre à eux en France et en Espagne (y compris le futur stalinien Carrillo). Cela n'a rien à voir avec l'entrée dans des syndicats (tout salarié, quelle que soit son appartenance politique, a le droit et le devoir de se syndiquer). Cela n'a rien à voir non plus avec des opérations conspiratrices, sans principes, comme dans le cas Jospin, où il s'agissait d'introduire secrètement un « agent » étranger, une « taupe », un « sous-marin » dans une autre organisation, tenue pour ennemie, pour « plumer la volaille », suivant l'expression consacrée.

[7] Encore que Santiago Carrillo avait certaines prédispositions pour céder à la « séduction », comme aurait dit Fernando Clau-

din. Les anecdotes ironiques attribuées à Carrillo (Santiago) sont légion : « Moi, je n'adhère jamais à une organisation. Je n'adhère qu'à sa direction. »

[8] Voir la révolution espagnole. Léon Trotsky, textes recueillis par Pierre Broué, Les Éditions de Minuit, Paris 1975.

[9] Voir également Juan Gomez Casas Historia de la FAI, Madrid, 1977 & Pierre Broué, Staline et la révolution - le cas espagnol, éd. Fayard, Paris, 1993.

[10] Voir la révolution espagnole. Léon Trotsky, textes recueillis par Pierre Broué, Les Éditions de Minuit, Paris 1975.

[11] « La JCI était constituée de garçons et de filles très jeunes, entre quinze et dix-huit ans, ouvriers et paysans dans leur majorité » (p 99)

[12] « La direction du POUM a été arrêtée. Mais à ce moment commence le désordre. Au moment de l'arrestation et après l'arrestation tout a été fait pour que les poumistes puissent détruire ou cacher une grande

quantité de documents [...] le procès est toujours remis à des dates postérieures [...] et pendant ce temps une campagne est organisée à l'intérieur du pays, ainsi qu'à l'étranger en faveur des poumistes », etc. (p. 254 et ss.), texte retrouvé récemment dans les archives du Guépéou, à Moscou.

[13] Pavel Soudoplatov, Missions spéciales. Ed. du Seuil, Paris 1994. Comme dans tout livre de ce genre, se retrouvent mêlés des éléments véridiques et pas mal de mensonges.

[14] The secret history of Staline crimes, New-York, 1953.

[15] L'assassinat de Trotsky. éd. Complexe, Bruxelles & Bungary (Suffolk - UK -), 1980

[16] Marcial Mena, dirigeant du POUM de Lleida, ancien commissaire politique du Castillo, avait impulsé les mesures révolutionnaires les plus radicales dès le 19 juillet. Ce qui explique la haine que lui vouaient les stalinien. Il y a, à l'évidence, une erreur typographique quand il est fait mention de « Mariano » ou « Marciano » Mena (p. 192)

Lire *le siècle soviétique* de Moshe Lewin

La publication du *Siècle soviétique* (éd. Fayard - Monde diplomatique) est un événement majeur qui marque un tournant dans la connaissance de ce « continent disparu » qu'est l'Union soviétique. Il met à mal nombre de clichés et d'idées reçues, mais aussi certaines doxas qui font l'économie d'une véritable analyse de ce qu'a été le régime issu de la révolution d'Octobre. Il ouvre aussi la voie à une ré-appropriation critique de ce passé, à une époque où l'on assiste à des prises de distance, parfois honteuses, parfois revendiquées, qui témoignent souvent d'une méconnaissance de ce qui s'est effectivement passé.

Comme son titre l'indique, le livre de Moshe Lewin couvre toute la période soviétique, de la révolution de 1905 à l'implosion-effondrement du régime à la fin des années quatre-vingt. La première partie traite de la période stalinienne, la seconde de la période post-stalinienne, de Khrouchtchev à Andropov. La dernière partie revient sur l'ensemble de la période, en mettant en lumière ruptures et continuités. Les analyses développées poursuivent celles proposées par M. Lewin dans ses ouvrages précédents, du *Dernier combat de Lénine* (1967) à la *Formation du système soviétique* (1987) [1], en les enrichissant et en les redéployant, sur la base d'un travail de plusieurs années sur les

archives soviétiques enfin rendues publiques.

Cette note se veut une invitation à lire le livre, et se limite à quelques points essentiels.

RÉVOLUTION D'OCTOBRE, LÉNINE ET LE BOLCHEVISME

M. Lewin met en place une approche historique débarrassée des oripeaux idéologiques de toutes sortes, et opère un véritable retour à Lénine. Tout en inscrivant la révolution d'Octobre à l'articulation de la crise du capitalisme (dont la Première Guerre mondiale fut une manifestation particulièrement sanglante) et la crise que connaît la Russie, il insiste sur cette redéfinition permanente de la stratégie des bolcheviks, lorsque Lénine se fait « stratège de l'incertitude » face à une situation profondément instable et changeante. L'analyse de 1917 et des années qui suivent montrent à quel point Lénine, à chaque tournant, a été capable de repenser les tâches du moment. Ce qui met à mal la vision du « léninisme » comme corps de doctrine fixé (et fétichisé) une fois pour toutes (M. Lewin insiste à juste titre sur la nécessité de distinguer au moins trois « léninismes »).

La révolution d'Octobre est caracté-

sée comme « révolution plébéienne » (et non « socialiste ») compte tenu des forces sociales en présence (avec le poids considérable de la paysannerie), de l'arriération du pays et du contexte international. Si la révolution d'Octobre s'inscrivait dans une perspective socialiste, cela ne pouvait être qu'à long terme et dans un contexte de montée révolutionnaire en Europe. Une telle caractérisation de la révolution a des conséquences cruciales concernant la nature de l'État qui se met en place au lendemain de la guerre civile.

Enfin, pour M. Lewin, le bolchevisme (en tant que désignant le courant radical de la social-démocratie russe autour de Lénine et de Trotski) ne survit pas à la guerre civile. Le « parti » qui existe en 1921 est un parti complètement transformé par l'arrivée de milliers de nouveaux membres, qui ne sont pas passés par la dure école de la clandestinité et de l'année 1917 : Pour les vieux bolcheviks, le Parti est méconnaissable : ce n'est plus un parti de révolutionnaires totalement dévoués à la cause du socialisme. Les nouveaux arrivants ne partagent ni leurs valeurs ni leur passé.

SUR LE STALINISME

Sur ce point, on assiste également à des déplacements significatifs. Le premier est lié à une relecture des affrontements politiques au cours des dernières années de la vie de Lénine (déjà longuement évoqués dans le Dernier combat de Lénine). M. Lewin montre qu'il ne s'agit pas d'un problème de « personnes » (avec Staline dans le rôle du « méchant ») mais de l'affrontement entre deux lignes radicalement opposées autour de la question nationale et plus globalement sur le problème de la formation de l'Union soviétique : la première re-

présentée par Lénine qui s'attache à conserver une perspective socialiste à long terme, la seconde représentée par Staline qui, au lendemain de la guerre civile, défend la mise en place d'un État fort au-dessus de la société, dans une continuité très forte avec l'autocratie tsariste (comme en témoignent les épithètes utilisées par Lénine pour qualifier Staline dans son « Testament »). En d'autres termes, le stalinisme, en tant qu'orientation politique opposée à celle de Lénine, est en place dès le début des années vingt durant la guerre civile : les germes du stalinisme se trouvent dans l'idéologie étatiste qui se développe parmi les combattants de la guerre civile qui gravitent autour de Staline à l'époque où la NEP se met en place. Comme on le voit, pour M. Lewin la « rupture » se situe au début des années vingt, du vivant même de Lénine, seul dirigeant à être vraiment conscient de ce qui se joue alors.

Non seulement M. Lewin récuse l'usage extensif du terme de stalinisme (utilisé pour désigner toute la période soviétique), mais il insiste sur la nécessité de distinguer deux périodes dans le stalinisme. Durant la première période, qui va jusqu'à la guerre, industrialisation à marche forcée (qui inclut le Goulag, où les camps sont une immense réserve de main d'œuvre forcée) et pouvoir dictatorial d'un seul homme se nourrissent l'un l'autre. Le stalinisme de l'après-guerre est un régime en crise, incapable de surmonter ses propres contradictions : on assiste à la restauration d'un modèle stalinien en état de décomposition, incapable d'échapper à ses aberrations et à ses manifestations d'irrationalité, et la première cause de ce déclin tenait aux contradictions internes au régime. Il y avait désormais une incompatibilité profonde entre cet absolutisme d'un autre

âge et l'industrialisation à marche forcée lancée pour répondre aux défis des temps nouveaux. Le pouvoir, qui au départ avait maîtrisé ces rythmes effrénés de développement, ne pouvait intégrer ni les réalités nouvelles, ni les groupes d'intérêts, ni les contraintes dont étaient porteuses les structures et les couches sociales surgies au cours de ce processus. Les purges pathologiques en furent la preuve : le stalinisme ne pouvait s'accommoder de ce que sa politique avait créé, à commencer par sa propre bureaucratie. D'une certaine façon le régime stalinien est en crise profonde avant même la disparition physique de Staline. Comme en témoigne aussi la rapidité avec laquelle les successeurs de Staline (Khrouchtchev en tête) mettent en place des réformes sous le signe de la déstalinisation du système, qu'il s'agisse du système des camps mais aussi de la législation sur le travail.

Dans la période post-stalinienne le régime se distingue sur des points essentiels de l'autocratie stalinienne avec l'apparition d'espaces de « négociation » entre le pouvoir et les classes sociales, qui se trouvent en position de défendre par différents biais leurs intérêts propres.

POUVOIR ET SOCIÉTÉ

Histoire sociale de l'URSS, Le siècle soviétique est une critique radicale du modèle totalitaire qui s'acharne à nier toute autonomie à la société, et réduit « ceux d'en bas » au statut de simples jouets entre les mains du pouvoir et de son appareil de répression tout puissant. M. Lewin décrit en détails les bouleversements que connaît la société soviétique, avec le passage d'une société composée à 80 % de paysans à la fin des années vingt à une société moderne dont la majorité des habitants vit dans les

viles dans les années soixante. Cette société qui a connu des transformations radicales est irréductible au pouvoir en place. Et on observe une distorsion de plus en plus grande entre la société, où les différentes couches sociales qui la composent défendent leurs intérêts, et un pouvoir, incapable de se réformer, qui perpétue autour de la figure du « secrétaire général » un pouvoir d'un autre temps : « alors que la société explosait, le pouvoir était en voie de glaciation ». C'est cette contradiction qui explique pour l'essentiel l'implosion du système dans les années quatre-vingt.

PARTI, ÉTAT, BUREAUCRATIE

Tout au long de son livre, M. Lewin insiste sur la nécessité de distinguer soigneusement la bureaucratie du parti (un parti qui n'a de parti que le nom, réduit de fait à son seul appareil) de la bureaucratie d'État, de plus en plus autonome et soucieuse de défendre ses propres intérêts. On est à cent lieues de l'idée si profondément ancrée d'un « parti État », tout puissant. En fait, la bureaucratie du parti s'est révélée incapable de contrôler la bureaucratie de l'État, malgré ses tentatives successives de reprise en main, après la guerre ou encore sous Khrouchtchev. Cette histoire renouvelée de la bureaucratie voit la défaite du parti (de son appareil) face à une bureaucratie d'État toute puissante, qui finit par absorber celle du parti : le parti a cessé d'être un parti politique pour devenir un service parmi d'autres, l'axe central d'une administration. C'est ce qui justifie les guillemets autour du mot « parti ». On peut même aller jusqu'à dire que le système du parti unique, sur lequel on a tant glosé, était finalement un système « sans parti » [...]

La contradiction était la suivante : quand le parti s'occupait de politique il perdait le contrôle de l'économie et de la bureaucratie. Mais quand il s'engageait pleinement dans le contrôle de l'économie et se mêlait directement de ce que faisaient les ministères et de la manière dont ils le faisaient, il perdait ses fonctions spécifiques, et même la compréhension de ce qu'elles étaient. La seconde logique l'a emporté, et elle a permis l'absorption de facto du Parti par le mastodonte bureaucratique. [...] Le Parti et ses dirigeants ont été expropriés et remplacés par une hydre bureaucratique, formant une classe qui détenait le pouvoir. Ces quelques citations donnent une idée du retournement de perspective introduit par M. Lewin.

Une autre question traverse tout le livre : le système pouvait-il s'auto-réformer. Sur ce point, l'éclairage apporté par M. Lewin est plus contrasté. D'un côté, il montre de façon détaillée l'échec successif de toutes les tentatives de réforme, de Khrouchtchev à Andropov. Mais de l'autre, il insiste sur l'existence, essentiellement dans la période post-stalinienne, d'un véritable espace de débats et d'affrontements autour des choix de développement du pays. Mais ces débats, ces divergences, ces affrontements se déroulaient à huis clos, sans jamais sortir sur la place publique. Un système à ce point incapable de mener publiquement ces débats et d'y faire participer la société, elle-même traversée de courants d'opinions profondément hétérogènes [2] était condamné.

Cette analyse jette aussi un jour nouveau sur l'écroulement du système, victime de ses propres contradictions, et sur le cours suivi par les événements après la disparition de l'Union Soviétique. Le chapitre consacré à « l'économie de l'ombre »

(3^e partie) montre à quel point le dogme de la propriété d'État était dans les faits remis en cause par une privatisation rampante qui s'est développée à grande échelle dès les années soixante-dix et qui a largement frayé la voie aux réformes ultralibérales du début des années quatre-vingt-dix, qui ont signifié la confiscation de toutes les richesses du pays au profit d'une infime minorité.

Dans cette contribution à l'histoire de l'URSS, M. Lewin montre à quel point les lunettes idéologiques (des uns, les staliniens, et des autres, les courants se réclamant du trotskisme) ont donné lieu à une série de contresens sur la réalité du régime issu de la révolution d'Octobre. Une histoire de ces contresens, ou de ces aveuglements, reste à écrire (c'est même une tâche essentielle), mais d'ores et déjà, Le siècle soviétique fournit l'espace d'une réévaluation de ce passé proche et ouvre la voie à une véritable réappropriation en toute lucidité de ce passé. En épigraphe de la Révolution trahie Trotski avait mis cette phrase : « Ni rire ni pleurer mais comprendre ». Cette phrase prend tout son sens avec le Siècle soviétique.

Notes

[1] L'ouvrage *Russia / URSS / Russia* (1995) ainsi que l'ouvrage *Dictatorships in comparison* (actes d'un colloque consacré à une approche comparative du nazisme et du stalinisme et critiquant fortement le modèle « totalitaire ») n'ont jamais été traduits en français, Moshe Lewin ayant été victime, comme E. Hobsbawm, du « furetisme » dominant dans les années quatre-vingt-dix (et dont le Livre noir du communisme a été un des épisodes marquants).

[2] Et dont les dissidents ne sont qu'une composante, elle-même profondément hétérogène.

L'essentiel des caractéristiques tout à fait exceptionnelles du mouvement dont une phase s'achève en ce moment peut y être trouvé : ampleur de vue, lucidité, unité maintenue contre toutes les manœuvres, jonction entre enseignants et parents, salariés de toutes catégories, sur le plan des quartiers, sur la base d'assemblées démocratiques auto-organisées et auto-contrôlées. Au total, un mouvement dont le caractère éminemment politique confirme qu'a commencé à se jouer la transcription sur le terrain de la lutte des classes des résultats électoraux du 21 avril 2002.

Dans quel monde voulons-nous vivre ? demandent les enseignants du XX^e arrondissement au moment de décider démocratiquement et ensemble de reprendre le travail. C'est à la hauteur de cette question fondamentale que s'est élevé ce mouvement. Ils se la sont posée dans un contexte politique où plus aucune « alternance » ne peut leur proposer de confier à qui que ce soit le soin d'y répondre à leur place .

Ils rentrent ensemble, dans l'ordre, sans « victoire » mais sans défaite, et même avec des « acquis », essentiellement de conscience politique. Et la question reste posée. Elle ne pourra plus être effacée des consciences à terme prévisible. Mais elle annonce sans le moindre doute qu'elle sera désormais, et pour toute une période, la question centrale, celle qui animera tous les mouvements à venir. Or cette question est la plus cruciale qui soit : comment voulons-nous vivre ensemble ? Quel monde voulons-nous pour nos enfants ?

Lorsque des centaines de milliers de salariés et de mères de famille se la posent, c'est qu'on est au bord d'une période où les masses s'appêtent à entrer, sont déjà partiellement entrées dans « l'arène où se règle leur destin ». Cette première phase du mouvement trace incontestablement les grandes lignes de force de ce que sera ce surgissement inévitable.

Il n'y avait rien de plus urgent pour notre revue que de s'efforcer de débattre à chaud des premiers enseignements de cette période tout à fait passionnante, d'en évaluer la portée et d'en tirer les premières conclusions. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé, comme nous l'avions déjà fait dans le numéro 25 à propos de la guerre impérialiste en Irak, d'accueillir les réflexions d'un certain nombre de rédacteurs de Carré rouge.

Même si les rythmes vont être un peu précipités par l'approche des vacances d'été, nous avons décidé de soumettre ces analyses à la discussion dans une réunion qui se tiendra sur une journée entière, le dimanche 29 juin.

Le parallèle que trace Jean Puyade dans le dossier consacré au Brésil entre la situation française, où il n'y a plus d'alternance possible à gauche, hors celle que les masses pourront elles-mêmes élaborer dans leur mouvement, et la situation au Brésil, où c'est à droite qu'il n'y avait plus de solution possible, et où la bourgeoisie a dû confier au gouvernement Lula le soin de tromper les masses pour sauver l'essentiel, ce parallèle est

pertinent. Et les conclusions ne peuvent que conforter l'enseignement auquel sont massivement parvenus les salariés français ces deux derniers mois : nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur notre mouvement, sur nos organismes de contrôle et d'organisation.

Toute notre activité de militants doit tendre à aider ce mouvement, à aider surtout à aller vers l'institution de la classe des salariés en un « parti », qui se dote démocratiquement d'un programme, qui en surveille l'application et en garantit le respect.

A cet égard, l'interview de la sénatrice du PT, Heloísa Helena, ne peut que nous aider. Comme peuvent nous aider les enseignements de la Révolution espagnole rédigés par l'un de ses acteurs directs les plus éminents, Wilebaldo Solano, ou l'appréciation que porte Moshe Lewin sur le siècle soviétique, ce grand espoir qui a pu être retourné par les forces de la réaction mondiale (au premier plan desquelles le stalinisme) en un repoussoir absolu pour tous ceux qui, pourtant, découvrent dans leur combat quotidien l'impérieuse nécessité d'en finir avec la propriété privée des moyens de production.

n